



ISSN 0984-2543

RECUEIL

DES ACTES

ADMINISTRATIFS

N° 2002/14

Achevé d'imprimer le 15 juillet 2002

SOMMAIRE

I - DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE	page 3
<u>CABINET DU PRÉFET</u>	page 3
ARRÊTÉ N° 02/CAB/072 portant délégation de signature à M. Francis WETTA, directeur départemental de la sécurité publique	page 3
ARRÊTÉ N° 02/CAB/073 portant délégation de signature à M. Francis WETTA, directeur départemental de la sécurité publique	page 3
<u>DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES</u>	page 4
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.115 portant délégation de signature à M. Salvador PEREZ, Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée	page 4
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.157 portant délégation de signature à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de FONTENAY-LE-COMTE pour l'intérim du Sous-Préfet des SABLES D'OLONNE	page 5
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.158 portant délégation de signature à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE	page 7
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.159 portant délégation de signature à M. Eric CLUZEAU, Directeur du Cabinet du Préfet	page 10
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.160 portant délégation de signature à M. Jean-Yves MOALIC, Directeur des Actions de l'Etat et des Politiques Interministérielles.	page 10
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.161 portant délégation de signature à M. Pascal HOUSSARD, directeur des relations avec les collectivités locales et de l'environnement.	page 11
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.162 portant délégation de signature à M. Christian VIERS, directeur de la réglementation et des libertés publiques.	page 13
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.163 portant délégation de signature à M. Denis THIBAULT, Chef du bureau du Cabinet	page 15
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.164 portant délégation de signature à Mme Marie-Andrée FERRE, Chef du bureau du fonctionnement interne et des moyens	page 16
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.165 portant délégation de signature à M. Henri MERCIER, chef du service interministériel de défense et de protection civile.	page 16
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.166 portant délégation de signature à Mme Colette AUDRAIN, chef du bureau des ressources humaines et chef du service départemental d'action sociale.	page 17
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.167 portant délégation de signature à M. Alain GUYOT, Directeur départemental de la jeunesse et des sports.	page 18
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.168 portant délégation de signature à M. Michel MONTALETANG, Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours.	page 19
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.169 portant délégation de signature à M. Bernard JAVAUDIN, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale.	page 19
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.170 portant délégation de signature à M. Eric BINET, Directeur Régional de l'Environnement	page 20
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.171 portant délégation de signature à M. Rémi STRUILLLOU, Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.	page 21
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.172 portant délégation de signature de M. Jean-Hervé BLOUËT, Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	page 24
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.173 portant délégation de signature à Mme Danielle HERNANDEZ, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.	page 25
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.174 portant délégation de signature à Mme Michèle JOIGNY, Directrice Départementale de l'Équipement	page 29
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.175 portant délégation de signature à M. Thierry HECKMANN, Directeur des services d'archives de la Vendée.	page 41
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.176 portant délégation de signature à M. Guy SAINT-BONNET, Architecte des bâtiments de France, Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine	page 41
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.177 portant délégation de signature à M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt	page 42
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.178 portant délégation de signature à M. Sébastien ROUX, Adjoint au Directeur départemental des Affaires Maritimes	page 48
ARRÊTÉ N°02.DAEPI/1.179 portant délégation de signature à M. Alain JANTON, Directeur des services fiscaux de la Vendée.	page 50
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.180 portant délégation de signature à M. Jean-François GOAOC, Chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des pays de la Loire.	page 51
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.181 portant délégation de signature à M. Marcel LINET, directeur départemental de l'équipement des DEUX SEVRES	page 52

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.182 portant délégation de signature à M. Thierry DAVERDISSE, Directeur du Service Départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.	page 53
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.183 portant délégation de signature à M. Jean-Jacques CHABOT, Directeur Régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse pour la Bretagne et les Pays de la Loire	page 54
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.184 portant délégation de signature à M. Eric SESBOÛÉ, Directeur de l'Aviation Civile Ouest	page 55
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.185 accordant délégation de signature à Mme Michèle JOIGNY, Directrice Départementale de l'Équipement pour l'exercice des attributions de la personne responsable des marchés	page 56
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.186 portant délégation de signature à M. Jean-Paul JACOB, Directeur Régional des Affaires Culturelles	page 58
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.187 portant délégation de signature à M. Stéphane CASSEREAU, Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région des Pays de la Loire.	page 59
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.188 portant organisation de l'ingénierie publique et délégation de signature	page 61
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.189 portant délégation de signature relative à l'ingénierie publique	page 62
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.191 portant délégation de signature à Madame Christine MOURRIERAS, Directrice Départementale des Services Vétérinaires	page 63

page 65

II - DÉLÉGATIONS DE SIGNATURES - ORDONNATEUR SECONDAIRE DES CRÉDITS DE L'ÉTAT

page 71

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

page 71

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-326 accordant délégation de signature à M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt	page 71
ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-327 accordant délégation de signature à Mlle Danielle HERNANDEZ, Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.	page 72
ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-328 accordant délégation de signature à Mme Michèle JOIGNY, Directrice Départementale de l'Équipement	page 73
ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-329 accordant délégation de signature à M. Alain JANTON, Directeur des Services Fiscaux	page 74
ARRÊTÉ N° 02DAEPI/3-330 accordant délégation de signature à M. Alain GUYOT, Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports	page 75
ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-331 accordant délégation de signature à M. Rémi STRUILLOU, Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	page 76
ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-332 accordant délégation de signature à M BLOUËT, Directeur Départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes	page 77
ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-333 accordant délégation de signature à M. Bernard JAVAUDIN, Inspecteur d'Académie	page 78
ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-335 accordant délégation de signature à M. Bernard PALTANI, Directeur Départemental des Renseignements Généraux	page 79
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/3-336 portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire à Madame Christine MOURRIERAS, Directrice Départementale des Services Vétérinaires	page 79
ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-356 accordant délégation de signature à M. Francis WETTA, Directeur Départemental de la Sécurité Publique	page 80

III - MANDATS DE REPRÉSENTATION

page 81

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

page 81

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.192 portant mandat de représentation à M. Marcel LINET, directeur départemental de l'équipement des Deux-Sèvres	page 81
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.193 portant délégation de signature et mandat de représentation à Mme Michèle JOIGNY, Directrice Départementale de l'Équipement	page 81
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.194 portant mandat de représentation à M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt	page 82
ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.195 portant mandat de représentation devant les juridictions administratives	page 83
DÉCISION de mandat de représentation à Monsieur le Trésorier Payeur Général pour la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles	page 83

I - DÉLÉGATIONS DE SIGNATURE

CABINET DU PRÉFET

ARRÊTÉ N° 02/CAB/072 portant délégation de signature à M. Francis WETTA, directeur départemental de la sécurité publique

LE PREFET DE LA VENDÉE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 66-492 du 9 juillet 1966 portant organisation de la Police Nationale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;
VU l'article 2 du décret n° 50-722 du 24 juin 1950 modifié et relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble, la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU le décret n° 73-838 du 24 août 1973 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la Police Nationale ;
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 93-1031 du 31 août 1993 portant création et organisation de la Direction Départementale de la Sécurité Publique ;
VU le décret n° 97-1007 du 30 octobre 1997 relatif aux adjoints de sécurité recrutés en application de l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité modifiée ;
VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, préfet de la Vendée ;
VU l'arrêté du 24 août 1973 du Ministère de l'Intérieur donnant délégation aux Préfets pour prononcer les sanctions de l'avertissement et du blâme à l'encontre de certains fonctionnaires de police ;
VU l'arrêté n° 271 du 6 juin 2002 de M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, portant nomination de M. Francis WETTA, directeur départemental de la sécurité publique de la Vendée ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Francis WETTA, directeur départemental de la sécurité publique, à l'effet de prononcer les sanctions du premier groupe, -avertissement et blâme- à l'encontre des fonctionnaires appartenant au corps de maîtrise et d'application de la police nationale, au corps des personnels administratifs de catégorie C, et des adjoints de sécurité.

ARTICLE 2 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet, directeur de Cabinet, M. Francis WETTA directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Roche sur Yon, le 15 juillet 2002

Le PRÉFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02/CAB/073 portant délégation de signature à M. Francis WETTA, directeur départemental de la sécurité publique

LE PREFET DE LA VENDÉE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;
VU l'article 2 du décret n° 50-722 du 24 juin 1950 modifié et relatif à la délégation des pouvoirs propres aux préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;
VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements modifié par le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police ;
VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, préfet de la Vendée ;
VU l'arrêté n° 271 du 6 juin 2002 de M. le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, portant nomination de M. Francis WETTA, directeur départemental de la sécurité publique de la Vendée ;
VU la circulaire NOR/INTC97000 99C du 30 mai 1997 de M. le Ministre de l'Intérieur concernant la réforme des modalités d'exécution des prestations de service d'ordre et de relations publiques
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation est donnée à M. Francis WETTA, directeur départemental de la sécurité publique, à l'effet de signer les conventions relatives aux remboursements des dépenses occasionnées à la suite des opérations de service d'ordre ou de relations publiques assurées par les fonctionnaires de la police nationale.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis WETTA, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par les chefs de circonscription de sécurité publique des Sables d'Olonne ou de Fontenay le Comte.

ARTICLE 3 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet, directeur de Cabinet, M. Francis WETTA directeur départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

La Roche sur Yon, le 15 juillet 2002

Le PRÉFET,
Jean-Claude VACHER

**ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.115
portant délégation de signature à
M. Salvador PEREZ, Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée**

**LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n°50.722 du 24 juin 1950 modifié et relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture,
VU le décret n°62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,
VU le code des Marchés Publics,
VU le décret n°98.81 du 11 février 1998 modifiant la loi n°68.1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99.89 du 8 février 1999 pris pour son application,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU le décret du Président de la République en date du 13 février 2002 portant nomination de M. Salvador PEREZ en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,
VU le décret du Président de la République en date du 9 janvier 2001 portant nomination de M. Alain COULAS en qualité de Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE,
VU le décret du Président de la République en date du 28 juin 2001 portant nomination de M. Eric CLUZEAU en qualité de Sous-Préfet, Directeur du Cabinet du Préfet de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Salvador PEREZ, secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, à l'effet de signer

- Tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents relevant des attributions de l'Etat dans le département de la Vendée, à l'exception :

- . des actes pour lesquels une délégation a été confiée à un chef de service de l'Etat dans le département,
- . des arrêtés de conflit.

- Tous documents, notamment les engagements de dépenses et les certifications du service fait, se rapportant au budget de fonctionnement de la préfecture et des sous-préfectures.

- Tous les actes relatifs à l'ordonnancement des recettes et des dépenses du budget de l'Etat pour lesquels une délégation n'a pas été consentie aux directeurs départementaux - chefs des services déconcentrés.

- Les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale

- Les actes d'engagement des marchés de l'Etat pour lesquels une délégation n'a pas été consentie aux directeurs départementaux.

Sont réservés à la signature du Préfet :

- L'engagement juridique et la certification du service fait des crédits inscrits au "chapitre 37-10 - Administration Préfectorale - dépenses diverses" du Ministère de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales pour les dépenses se rapportant au centre de responsabilité "Résidence et frais de représentation du Préfet".

- Les décisions relatives à la prescription quadriennale se rapportant à ces mêmes dépenses.

- Les ordres de réquisitions du comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visa du contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 2 : En cas d'absence de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée, le secrétaire général de la préfecture assure l'administration de l'Etat dans le département.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Salvador PEREZ, Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée par M. Eric CLUZEAU, sous-préfet, directeur de Cabinet.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. PEREZ et CLUZEAU, la délégation de signature qui leur est consentie sera exercée par M. Alain COULAS, Sous-préfet de Fontenay le Comte.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée, le Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE et le Sous-préfet, Directeur de Cabinet sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEP/1.157
portant délégation de signature à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de FONTENAY-LE-COMTE
pour l'intérim du Sous-Préfet des SABLES D'OLONNE

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 83.82 du 9 février 1983 modifiant certaines dispositions réglementaires du livre 1er du Code des Communes,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU le décret du Président de la République en date du 13 février 2002 portant nomination de M. Salvador PEREZ en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,
VU le décret du Président de la République en date du 9 Janvier 2001 portant nomination de M. Alain COULAS en qualité de Sous-Préfet de FONTENAY-le-COMTE,
VU le décret du Président de la République en date du 28 juin 2001 portant nomination de M. Eric CLUZEAU en qualité de Sous-Préfet, Directeur du Cabinet du Préfet de la Vendée,
VU le décret du Président de la République en date du 2 janvier 1997 portant nomination de M. Jean-Jacques CARON en qualité de Sous-Préfet des SABLES D'OLONNE,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Jacques CARON en qualité de Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire,
VU le décret du Président de la République en date du 8 juillet 2002 portant nomination de M. Jean-Pierre DENEUVE en qualité de Sous-Préfet des SABLES D'OLONNE,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - M. Alain COULAS, Sous-Préfet de l'arrondissement de FONTENAY-LE-COMTE est chargé de l'intérim de l'administration de l'arrondissement des SABLES D'OLONNE jusqu'à la prise de fonction de M. Jean-Pierre DENEUVE, Sous-Préfet des SABLES D'OLONNE.

ARTICLE 2 - Délégation de signature est donnée à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de l'arrondissement de FONTENAY-LE-COMTE chargé de l'intérim de l'administration de l'arrondissement des SABLES D'OLONNE, pour les matières suivantes :

I - POLICE GENERALE

- I-1- Autorisations de concours de la force publique.
- I-2- Police de la voie et des lieux publics et notamment des voies à grande circulation.
- I-3- Délivrance de récépissés et de cartes d'activités de non sédentaires.
- I-4- Délivrance des permis de chasser.
- I-5- Délivrance des passeports
- I-6- Autorisations de quêtes sur la voie publique.
- I-7- Autorisations d'inhumation dans les propriétés privées.
- I-8- Autorisations de transport de corps ou de cendres de la France métropolitaine vers l'étranger.
- I-9- Autorisations d'organiser des épreuves sportives automobiles, cyclomotoristes, cyclistes et pédestres sur voies ouvertes à la circulation pour les manifestations se déroulant :
 - * exclusivement sur l'arrondissement des SABLES D'OLONNE
 - * ou à la fois sur les arrondissements de FONTENAY LE COMTE et des SABLES D'OLONNE, lorsque le départ est donné dans l'arrondissement des SABLES D'OLONNE.
- I-10- Autorisations d'organiser des épreuves sportives automobiles, cyclomotoristes, cyclistes et pédestres dans les lieux non ouverts à la circulation dans la mesure où ces manifestations se déroulent exclusivement dans la limite de l'arrondissement des SABLES D'OLONNE.
- I-11- Délivrance des récépissés de déclaration pour les rallyes et randonnées automobiles, cyclomotoristes, cyclistes et pédestres dont le déroulement a lieu :
 - * exclusivement sur l'arrondissement des SABLES D'OLONNE
 - * ou à la fois sur les arrondissements de FONTENAY LE COMTE et des SABLES D'OLONNE, lorsque le départ est donné dans l'arrondissement des SABLES D'OLONNE.
- I-12- Homologation des terrains d'épreuves sportives pour les véhicules à moteur.
- I-13- Autorisations de mises en circulation de petits trains routiers.
- I-14- Autorisations de lâcher de pigeons-voyageurs.
- I-15- Autorisations de battues administratives.
- I-16- Agréments et retraits d'agrément de gardes particuliers.
- I-17- Autorisations d'exploiter des dépôts permanents d'explosifs ou de détonateurs ou retraits d'autorisation.
- I-18- Mesures à prendre pour réduire, en période de sécheresse, la consommation d'eau potable distribuée sous pression par les réseaux d'adduction desservant les communes.
- I-19- Autorisations de port d'armes.
- I-20- Autorisations de détention d'armes et de munitions, récépissés de déclaration de commerces d'armes, et agrément de convoyeurs de fonds.
- I-21- Décisions relatives à la remise des armes et munitions détenues par les personnes dont le comportement ou l'état de santé présente un danger grave et immédiat pour elles-mêmes ou pour autrui (application de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne).

- I-22- Cartes européennes d'armes à feu.
- I-23- Récépissés de déclaration d'acquisition ou de détention d'armes ou de munitions.
- I-24- Autorisations d'ériger des monuments commémoratifs lorsque celles-ci relèvent de la compétence de l'autorité préfectorale.
- I-25- Légalisations de signatures pour les actes destinés à l'étranger.
- I-26- Délivrance des cartes professionnelles, des cartes de voyageurs de commerce, représentants et placiers.
- I-27- Délivrance des cartes grises et de tout acte se rapportant à l'immatriculation des véhicules (certificats de situation, certificats internationaux et nationaux etc.)
- I-28- Procédure liée aux mesures d'exécution et d'opposition concernant les véhicules terrestres à moteur.
- I-29- Mesures individuelles de suspension provisoire du permis de conduire ou d'interdiction de se présenter à l'examen du permis de conduire, décisions portant restriction de sa validité et avertissements à la suite d'infractions commises dans le ressort de l'arrondissement.
- I-30- Arrêtés et décisions concernant le permis de conduire après examen médical.
- I-31- Délivrance des permis de conduire nationaux et internationaux.
- I-32- Mesures de fermeture des débits de boissons et des restaurants dans les cas et pour les durées prévus à l'article L 62 du Code des débits de boissons.
- I-33- Autorisations de fermeture tardive de débits de boissons et des établissements recevant du public.
- I-34- Réglementation du bruit.
Déroghations à l'arrêté préfectoral n° 98.DRCLE/4.403 du 12 juin 1998.
- I-35- Arrêtés dressant la liste des services publics urbains de transport en commun de voyageurs dont les agents peuvent être agréés et assermentés pour constater dans les agglomérations les seules infractions qui affectent l'arrêt, le stationnement et la circulation des véhicules de ces services.
- I-36- Création et gestion de fourrières automobiles.
- I-37- Autorisations de surveillance à partir de la voie publique.
- I-38- Récépissés de déclaration des rassemblements festifs à caractère musical (décret n° 2002-887 du 3 mai 2002).
- I-39- Récépissés de déclaration des tirs de feux d'artifice.

II - ADMINISTRATION COMMUNALE

- II-1- Substitution aux maires dans les cas prévus aux articles L 2122.34 et L 2215.1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- II-2- Substitution aux maires dans les cas prévus à l'article L 123.14 du Code de l'Urbanisme.
- II-3- Création de groupements intercommunaux dans le cadre de l'arrondissement, modification des conditions initiales de fonctionnement et de durée, modification de leur périmètre, extension de leurs attributions.
- II-4- Acceptation de la démission des maires et des adjoints.
- II-5- Création, agrandissement, transfert ou fermeture des cimetières.
- II-6- Tutelle (y compris les convocations en assemblée générale en vue de l'élection des syndics) des associations syndicales de propriétaires ayant leur siège dans l'arrondissement, quel que soit leur périmètre d'intervention, tutelle et visa des délibérations.
- II-7- Désignation des directeurs, directeurs-adjoints et membres des organisations de direction des associations syndicales de propriétaires, chaque fois que leur nomination relève de la compétence préfectorale et lorsque ces associations ont leur siège dans l'arrondissement.
- II-8- Prescription des enquêtes préalables aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs-lieux.
- II-9- Désignation de la commission syndicale chargée de donner un avis relatif à la modification territoriale des communes.
- II-10- Décisions de création de la commission syndicale chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes lorsqu'elles font partie du même département.
- II-11- Cotation et paraphe des registres des délibérations des conseils municipaux, des établissements publics communaux et intercommunaux et locaux.
- II-12- Autorisations de travaux dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit pour lesquels le permis de construire, de démolir, ou l'autorisation mentionnée à l'article R.422.2 du Code de l'Urbanisme n'est pas nécessaire.
- II.13- Dérogations pour les tarifs des cantines scolaires.
- II.14- Dans les ZAD créées avant le 1er juin 1987 : préemption au nom de l'Etat lorsque la commune ne préempte pas.

III - ADMINISTRATION GENERALE

- III-1- Réquisitions de logements.
- III-2- Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires - Enquêtes hydrauliques - (cours d'eau, assainissement).
- III-3- Enquêtes publiques préalables à la création de chambres funéraires.
- III-4- Permissions de déversement d'eaux usées ou résiduaires dans les cours d'eau.
- III-5- Enquêtes administratives de servitudes diverses (passages de lignes électriques, servitudes radio-électriques, aéronautiques, poses de canalisations).
- III-6- Associations foncières de remembrement : constitution, désignation des bureaux et approbation des délibérations.
- III-7- Attribution de logements aux fonctionnaires.
- III-8- Actes se rapportant à la procédure d'enquête publique pour les installations classées pour la protection de l'environnement et pour les utilisations de l'eau (décret 93.743).
- III-9- Institution de la commission de propagande pour toute élection municipale partielle dans une commune de 2.500 à 30.000 habitants située dans l'arrondissement.
- III-10- Récépissés des déclarations de candidatures et de demandes de concours présentées pour les listes de candidats désirant bénéficier des services de la commission de propagande lors des élections municipales dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants.
- III-11- Lettres informant, à leur demande, les autorités locales de l'arrondissement que le représentant de l'Etat n'a pas l'intention de déférer au Tribunal Administratif un de leurs actes transmis en application du premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 82.213

du 2 mars 1982 susvisée.

III-12- Autorisations de pénétrer sur terrains privés.

III-13- Approbations des projets de budgets et visas des comptes financiers des comités locaux des pêches maritimes du département de la Vendée.

III-14- Information des Maires en application des dispositions de l'article R 123.5 du code de l'urbanisme.

III-15- Conventions de développement d'activité pour l'emploi des jeunes (loi n° 97.940 du 16 octobre 1997, décret n° 97.954 du 17 octobre 1997, décret n°2001.837 du 14 septembre 2001).

ARTICLE 3 - Délégation de signature est donnée à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de l'arrondissement de FONTENAY-LE-COMTE chargé de l'intérim de l'administration de l'arrondissement des SABLES D'OLONNE, à l'effet de signer, au nom de l'Etat, les conventions ci-après avec les acteurs locaux de l'arrondissement des SABLES D'OLONNE et pour des actions conduites dans l'arrondissement des SABLES D'OLONNE:

- convention du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (loi N° 89.1008 du 31 décembre 1989, article 4 et décret n° 95.1140 du 27 octobre 1995).

- convention du programme local de l'habitat (loi d'orientation pour la ville n° 91.662 du 13 juillet 1991 et décret n°92.459 du 22 mai 1992).

ARTICLE 4 - Afin de pouvoir assurer la permanence préfectorale qu'il est amené à tenir pendant les jours non ouvrables (samedi, dimanche et jours fériés), M. Alain COULAS, Sous-Préfet de l'arrondissement de FONTENAY-LE-COMTE chargé de l'intérim de l'administration de l'arrondissement des SABLES D'OLONNE, a délégation de signature pour l'ensemble du département à l'effet de signer les décisions suivantes :

- la suspension provisoire immédiate du permis de conduire (rétention immédiate) et la suspension provisoire d'urgence
- . les arrêtés de reconduite à la frontière et les arrêtés de mise en rétention des étrangers en situation irrégulière,
- . le placement d'office des malades mentaux dans les établissements spécialisés,
- . la levée du placement provisoire d'urgence prononcé par le maire.
- . la levée du placement d'office prononcé par le préfet.

ARTICLE 5 - Délégation de signature est donnée à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de l'arrondissement de FONTENAY-LE-COMTE chargé de l'intérim de l'administration de l'arrondissement des SABLES D'OLONNE, à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence, pour assurer la permanence pour l'ensemble du département.

ARTICLE 6 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain COULAS, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par M. Salvador PEREZ.

Lorsque MM. Alain COULAS et Salvador PEREZ se trouveront simultanément absents ou empêchés, la même délégation de signature sera exercée par M. Eric CLUZEAU.

ARTICLE 7 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain COULAS, la délégation de signature qui lui est consentie au titre de l'article 1er sera exercée par M. François LEGROS, attaché de préfecture, exerçant les fonctions de Secrétaire Général de la sous-préfecture des SABLES D'OLONNE, en ce qui concerne les attributions énumérées aux paragraphes I-2 à I-17 ; I-23 à I-31 ; I-32 et I-33 ; II-2 et II-5 à II-7 ; III.2 à III-10 et III-14.

ARTICLE 8 - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Alain COULAS et de M. François LEGROS, cette délégation de signature sera exercée par Mme Marie-France BOUSSEMART, M. Philippe RATIER et M. Jean-Paul LACOUTURE, attachés de Préfecture.

ARTICLE 9 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.92 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 10 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée, le Sous-Préfet chargé de l'intérim de l'administration de l'arrondissement des SABLES D'OLONNE et le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.158
portant délégation de signature à M. Alain COULAS,
Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 83.82 du 9 février 1983 modifiant certaines dispositions réglementaires du livre 1er du Code des Communes,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU le décret du Président de la République en date du 13 février 2002 portant nomination de M. Salvador PEREZ en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

VU le décret du Président de la République en date du 9 janvier 2001 portant nomination de M. Alain COULAS en qualité de Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE,

VU le décret du Président de la République en date du 28 juin 2001 portant nomination de M. Eric CLUZEAU, en qualité de Sous-Préfet Directeur du Cabinet du Préfet de la Vendée,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE, dans les

limites de son arrondissement, pour les matières suivantes :

I - POLICE GENERALE

- I-1- Autorisations de concours de la force publique.
- I-2- Police de la voie et des lieux publics et notamment des voies à grande circulation.
- I-3- Délivrance de récépissés et de cartes d'activités de non sédentaires.
- I-4- Délivrance des permis de chasser.
- I-5- Délivrance des passeports.
- I-6- Autorisations de quêtes sur la voie publique.
- I-7- Autorisations d'inhumation dans les propriétés privées.
- I-8- Autorisations de transport de corps ou de cendres de la France métropolitaine vers l'étranger.
- I-9- Autorisations d'organiser des épreuves sportives automobiles, cyclomotoristes, cyclistes et pédestres sur voies ouvertes à la circulation pour les manifestations se déroulant :
 - * exclusivement sur l'arrondissement de FONTENAY LE COMTE
 - * ou à la fois sur les arrondissements de FONTENAY LE COMTE et des SABLES D'OLONNE, lorsque le départ est donné dans l'arrondissement de FONTENAY LE COMTE.
- I-10- Autorisations d'organiser des épreuves sportives automobiles, cyclomotoristes, cyclistes et pédestres dans les lieux non ouverts à la circulation dans la mesure où ces manifestations se déroulent exclusivement dans la limite de l'arrondissement de FONTENAY LE COMTE.
- I-11- Délivrance des récépissés de déclaration pour les rallyes et randonnées automobiles, cyclomotoristes, cyclistes et pédestres dont le déroulement a lieu :
 - * exclusivement sur l'arrondissement de FONTENAY LE COMTE
 - * ou à la fois sur les arrondissements de FONTENAY LE COMTE et des SABLES D'OLONNE, lorsque le départ est donné dans l'arrondissement de FONTENAY LE COMTE.
- I-12- Homologation des terrains d'épreuves sportives pour les véhicules à moteur.
- I-13- Autorisations de mises en circulation de petits trains routiers.
- I-14- Autorisations de lâcher de pigeons-voyageurs.
- I-15- Autorisations de battues administratives.
- I-16- Agréments et retraits d'agrément de gardes particuliers.
- I-17- Autorisations d'exploiter des dépôts permanents d'explosifs ou de détonateurs ou retraits d'autorisation.
- I-18- Mesures à prendre pour réduire, en période de sécheresse, la consommation d'eau potable distribuée sous pression par les réseaux d'adduction desservant les communes.
- I-19- Autorisations de port d'armes.
- I-20- Autorisations de détention d'armes et de munitions, récépissés de déclaration de commerces d'armes, et agrément de convoyeurs de fonds.
- I-21- Décisions relatives à la remise des armes et munitions détenues par les personnes dont le comportement ou l'état de santé présente un danger grave et immédiat pour elles-mêmes ou pour autrui (application de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne).
- I-22- Cartes européennes d'armes à feu.
- I-23- Récépissés de déclaration d'acquisition ou de détention d'armes ou de munitions.
- I-24- Autorisations d'ériger des monuments commémoratifs lorsque celles-ci relèvent de la compétence de l'autorité préfectorale.
- I-25- Légalisations de signatures pour les actes destinés à l'étranger.
- I-26- Délivrance des cartes professionnelles, des cartes de voyageurs de commerce, représentants et placiers.
- I-27- Délivrance des cartes grises et de tout acte se rapportant à l'immatriculation des véhicules (certificats de situation, certificats internationaux et nationaux, etc.).
- I-28- Procédure liée aux mesures d'exécution et d'opposition concernant les véhicules terrestres à moteur.
- I-29- Mesures individuelles de suspension provisoire du permis de conduire ou d'interdiction de se présenter à l'examen du permis de conduire, décisions portant restriction de sa validité et avertissements à la suite d'infractions commises dans le ressort de l'arrondissement.
- I-30- Arrêtés et décisions concernant le permis de conduire après examen médical.
- I-31- Délivrance des permis de conduire nationaux et internationaux.
- I-32- Mesures de fermeture des débits de boissons et des restaurants dans les cas et pour les durées prévus à l'article L 62 du Code des débits de boissons.
- I-33- Autorisations de fermeture tardive de débits de boisson et des établissements recevant du public.
- I-34- Réglementation du bruit. Dérogations à l'arrêté préfectoral N° 98.DRCLE/4.403 du 12 juin 1998.
- I-35- Désignation des membres de la commission de surveillance de la maison d'arrêt de FONTENAY LE COMTE.
- I-36- Arrêtés dressant la liste des services publics urbains de transport en commun de voyageurs dont les agents peuvent être agréés et assermentés pour constater dans les agglomérations les seules infractions qui affectent l'arrêt, le stationnement et la circulation des véhicules de ces services.
- I-37- Autorisations de surveillance à partir de la voie publique.
- I-38- Récépissés de déclaration des rassemblements festifs à caractère musical (décret n° 2002-887 du 3 mai 2002).
- I-39- Récépissés de déclaration des tirs de feux d'artifice.

II - ADMINISTRATION COMMUNALE

- II-1- Substitution aux maires dans les cas prévus aux articles L 2122.34 et L 2215.1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- II-2- Substitution aux maires dans les cas prévus à l'article L 123.14 du Code de l'Urbanisme.
- II-3- Création de groupements intercommunaux dans le cadre de l'arrondissement, modification des conditions initiales de

fonctionnement et de durée, modification de leur périmètre, extension de leurs attributions.

II-4- Acceptation de la démission des maires et des adjoints.

II-5- Création, agrandissement, transfert ou fermeture des cimetières.

II-6- Tutelle (y compris les convocations en assemblée générale en vue de l'élection des syndics) des associations syndicales de propriétaires ayant leur siège dans l'arrondissement, quel que soit leur périmètre d'intervention, tutelle et visa des délibérations.

II-7- Désignation des directeurs, directeurs-adjoints et membres des organisations de direction des associations syndicales de propriétaires, chaque fois que leur nomination relève de la compétence préfectorale et lorsque ces associations ont leur siège dans l'arrondissement.

II-8- Prescription des enquêtes préalables aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs-lieux.

II-9- Désignation de la commission syndicale chargée de donner un avis relatif à la modification territoriale des communes.

II-10- Décisions de création de la commission syndicale chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes lorsqu'elles font partie du même département.

II-11- Cotation et paraphe des registres de délibérations des conseils municipaux, des établissements publics communaux et intercommunaux et locaux.

II-12- Autorisations de travaux dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit pour lesquels le permis de construire, de démolir, ou l'autorisation mentionnée à l'article R.422.2 du Code de l'Urbanisme n'est pas nécessaire.

II-13- Dérogations pour les tarifs des cantines scolaires.

II-14- Dans les ZAD créées avant le 1er juin 1987 : préemption au nom de l'Etat lorsque la commune ne préempte pas.

III - ADMINISTRATION GENERALE

III-1- Réquisitions de logements.

III-2- Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires - Enquêtes hydrauliques - (cours d'eau, assainissement).

III-3- Enquêtes publiques préalables à la création de chambres funéraires.

III-4- Permissions de déversement d'eaux usées ou résiduaires dans les cours d'eau.

III-5- Enquêtes administratives de servitudes diverses (passages de lignes électriques, servitudes radio-électriques, aéronautiques, poses de canalisations).

III-6- Associations foncières de remembrement : constitution, désignation des bureaux et approbation des délibérations.

III-7- Attribution de logements aux fonctionnaires.

III-8- Actes se rapportant à la procédure d'enquête publique pour les installations classées pour la protection de l'environnement et pour les utilisations de l'eau (décret 93.743).

III-9- Institution de la commission de propagande pour toute élection municipale partielle dans une commune de 2.500 à 30.000 habitants située dans l'arrondissement.

III-10- Récépissés des déclarations de candidatures et de demandes de concours présentées pour les listes de candidats désirant bénéficier des services de la commission de propagande lors des élections municipales dans les communes de 2 500 à 3 499 habitants.

III-11- Lettres informant, à leur demande, les autorités locales de l'arrondissement que le représentant de l'Etat n'a pas l'intention de déférer au Tribunal Administratif un de leurs actes transmis en application du premier alinéa de l'article 3 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 susvisée.

III-12- Autorisations de pénétrer sur terrains privés.

III-13- Information des Maires en application des dispositions de l'article R 123.5 du code de l'urbanisme.

III-14- Conventions de développement d'activité pour l'emploi des jeunes (loi n° 97.940 du 16 octobre 1997, décret n° 97.954 du 17 octobre 1997, décret n°2001-837 du 14 septembre 2001).

ARTICLE 2 - Délégation de signature est donnée à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE, à l'effet de signer, au nom de l'Etat, les conventions ci-après avec les acteurs locaux de l'arrondissement de FONTENAY LE COMTE et pour des actions conduites dans l'arrondissement de FONTENAY LE COMTE :

- convention du fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (loi N° 89.1008 du 31 décembre 1989, article 4 et décret n° 95.1140 du 27 octobre 1995).

- convention du programme local de l'habitat (loi d'orientation pour la ville n° 91.662 du 13 juillet 1991 et décret n°2.459 du 22 mai 1992).

ARTICLE 3 - Afin de pouvoir assurer la permanence préfectorale qu'il est amené à tenir pendant les jours non ouvrables (samedi, dimanche et jours fériés), M. Alain COULAS, Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE, a délégation de signature pour l'ensemble du département à l'effet de signer les décisions suivantes :

- . la suspension provisoire immédiate du permis de conduire (rétention immédiate) et la suspension provisoire d'urgence
- . les arrêtés de reconduite à la frontière et les arrêtés de mise en rétention des étrangers en situation irrégulière
- . le placement d'office des malades mentaux dans les établissements spécialisés,
- . la levée du placement provisoire d'urgence prononcé par le maire.
- . la levée du placement d'office prononcé par le préfet.

ARTICLE 4 - Délégation de signature est donnée à M. Alain COULAS, Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE, à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence, pour assurer la permanence pour l'ensemble du département.

ARTICLE 5 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain COULAS, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par M. Salvador PEREZ.

Lorsque MM. Alain COULAS et Salvador PEREZ se trouveront simultanément absents ou empêchés, la même délégation de signature sera exercée par M. Eric CLUZEAU.

ARTICLE 6 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain COULAS, la délégation de signature qui lui est consentie au titre de l'article 1er sera exercée par M. Yves GUILLOUX, attaché de préfecture, exerçant les fonctions de Secrétaire Général de la sous-préfecture de FONTENAY LE COMTE, en ce qui concerne les attributions énumérées aux paragraphes I-2 à I-16 ; I-23 à I-31 et I-33 ; II-6 à II-11 ; III-6.

ARTICLE 7 - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Alain COULAS et de M. Yves GUILLOUX, cette délégation de signature sera exercée par M. Daniel BAZIN, secrétaire administratif de classe exceptionnelle ou par Mme Brigitte PATAULT,

secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 8 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.93 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée, le Sous-Préfet de FONTENAY LE COMTE et le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.159
portant délégation de signature à
M. Eric CLUZEAU, Directeur du Cabinet du Préfet

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU le décret du Président de la République en date du 28 juin 2001 portant nomination de M. Eric CLUZEAU en qualité de Sous-Préfet, Directeur du Cabinet du Préfet de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Eric CLUZEAU, Sous-Préfet, Directeur du Cabinet du Préfet de la Vendée à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et documents relatifs à l'organisation et au fonctionnement du service du cabinet et des services rattachés, ainsi que les mesures individuelles de suspension de permis de conduire prises pour des infractions commises dans le département de la Vendée.

ARTICLE 2 : Afin de pouvoir assurer la permanence préfectorale qu'il est amené à tenir pendant les jours non ouvrables (samedi, dimanche et jours fériés), M. Eric CLUZEAU, Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, a délégation de signature pour l'ensemble du département à l'effet de signer les décisions suivantes :

- . la suspension provisoire immédiate du permis de conduire (rétention immédiate) et la suspension provisoire d'urgence
- . les arrêtés de reconduite à la frontière et les arrêtés de mise en rétention des étrangers en situation irrégulière,
- . le placement d'office des malades mentaux dans les établissements spécialisés,
- . la levée du placement provisoire d'urgence prononcé par le maire,
- . la levée du placement d'office prononcé par le préfet.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est en outre donnée à M. Eric CLUZEAU, Sous-Préfet, Directeur du Cabinet du Préfet de la Vendée, à l'effet de prendre toute décision nécessitée par une situation d'urgence, pour assurer la permanence pour l'ensemble du département.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.94 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.160
portant délégation de signature à M. Jean-Yves MOALIC,
Directeur des Actions de l'Etat et des Politiques Interministérielles.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n°82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté du ministre de l'intérieur en date du 8 janvier 1988 portant nomination de M. Jean-Yves MOALIC au grade de directeur de préfecture,
VU l'arrêté préfectoral n° 99.SG.164 en date du 14 décembre 1999 modifiant l'arrêté n° 88.SG.007 modifié du 19 février 1988 portant réorganisation des services de la préfecture de la Vendée,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves MOALIC, directeur de préfecture, Directeur des Actions de

l'Etat et des Politiques Interministérielles, à l'effet de signer les documents suivants :

I - FINANCES DE L'ETAT

- I.1 - Les chèques, mandats, bordereaux d'émission imputés sur les finances de l'Etat,
- I.2 - Les états de traitement,
- I.3 - Les mémoires des fournisseurs,
- I.4 - Les bordereaux d'annulation et les ordres de reversement,
- I.5 - Les certificats de réimputation,
- I.6 - Les demandes de crédits,
- I.7 - Les bordereaux sommaires,
- I.8 - Les situations mensuelles trimestrielles ou annuelles d'emploi de crédits et de dépenses,
- I.9 - Les fiches d'opérations (fiches navettes - recensements annuels),
- I.10- Les bordereaux de crédits sans emploi,
- I.11- Les visas de cumuls,
- I.12 - Les relevés mensuels, trimestriels ou annuels des diverses cotisations versées aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales, à l'IPACTE et à l'IGRANTE,
- I.13 - Les certificats de paiement de subventions.
- I.14 - Les titres de perception à rendre exécutoire.

II - AFFAIRES GENERALES

- II.1 - Les ampliations et copies conformes de décisions ou d'actes préfectoraux,
- II.2 - Les accusés de réception, demandes de renseignements ou d'avis, réponses et notifications, bordereaux d'envoi et toutes correspondances ou documents administratifs courants à l'exception :
 - . des correspondances adressées aux parlementaires et aux conseillers généraux,
 - . des arrêtés,
 - . des circulaires aux maires,
 - . des correspondances comportant une décision.

II.3 - Les ordres de mission, pour les déplacements à l'intérieur du département, des agents placés sous son autorité.

ARTICLE 2 - Délégation est également donnée, chacun en ce qui concerne ses attributions, à :

- Mme Maryvonne RAYNAUD, attachée de préfecture, chef du 1er bureau,
- Mme Anne HOUSSARD, attachée principale de préfecture, chef du 2ème bureau,
- Mme Anne COUPE, attachée de préfecture, chef du 3ème bureau,
- Mlle Françoise BESSONNET, attachée de préfecture, chef du 4ème bureau.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Yves MOALIC, la délégation de signature qui lui est conférée au I.14 sera exercée par Mme COUPE, chef du bureau des actions financières de l'Etat.

ARTICLE 4 - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. MOALIC et de Mme COUPE, délégation de signature est donnée à M. Eric BION, secrétaire administratif de classe supérieure pour les matières énumérées en I, à l'exception de I.14.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. MOALIC, Mme COUPE et M. BION, délégation de signature est en outre donnée à Mme Evelyne RAMBAUD, secrétaire administrative de classe normale pour les matières énumérées en I, à l'exception de I.14.

ARTICLE 5 - En cas d'absence et d'empêchement simultané de M. MOALIC et du chef du bureau concerné, délégation de signature est, en outre, donnée pour les matières visées au II.1 et les bordereaux d'envoi de pièces à :

Pour le 1er bureau

- . Mme Patricia BODIN, secrétaire administrative de classe normale

Pour le 2ème bureau

- . Mme Nolwenn CORNILLET-DRIOL, attachée de préfecture, jusqu'au 30 août 2002.

Pour le 3ème bureau

- . M. Eric BION, secrétaire administratif de classe supérieure
- . Mme Evelyne RAMBAUD, secrétaire administrative de classe normale.

Pour le 4ème bureau

- . Mme Suzanne LANDEL, secrétaire administrative de classe normale.

ARTICLE 6 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEP/1.95 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 7 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEP/1.161
portant délégation de signature à M. Pascal HOUSSARD
directeur des relations avec les collectivités locales et de l'environnement.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans

les départements,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU la décision du préfet de la Vendée en date du 23 août 2001, portant nomination de M. Pascal HOUSSARD, attaché principal chargé des fonctions de directeur des relations avec les collectivités locales et de l'environnement,
VU l'arrêté du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, en date du 29 mai 2002 portant nomination au grade de directeur de préfecture de la Vendée M. Pascal HOUSSARD,
VU l'arrêté préfectoral n° 99.SG.164 en date du 14 décembre 1999 modifiant l'arrêté n° 88.SG.007 modifié du 19 février 1988 portant réorganisation des services de la préfecture de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Pascal HOUSSARD, directeur des relations avec les collectivités locales et de l'environnement, à l'effet de signer :

I - ENVIRONNEMENT (DRCLE-1)

- I.1 - Récépissés de déclaration pour l'ouverture des installations classées pour la protection de l'environnement
- I.2 - Permis de chasser
- I.3 - Licences de chasse aux étrangers non résidents en France
- I.4 - Agréments de gardes particuliers (chasse et pêche)
- I.5 - Certificats d'inscription au registre des entreprises agréées pour la manipulation des liquides frigorigènes
- I.6 - Arrêtés portant prorogation de délai d'instruction des demandes d'autorisation concernant les installations classées pour la protection de l'environnement
- I.7 - Agréments pour la collecte et l'élimination des huiles usagées
- I.8 - Récépissés de déclaration pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets
- I.9 - Récépissés de déclaration pour l'exercice de l'activité de négoce ou de courtage de déchets

II - AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET COOPERATION INTERCOMMUNALE (DRCLE-2)

- II.1 - Désaffectation et location des locaux scolaires
- II.2 - Classement et suppression de passages à niveau
- II.3 - Arrêtés autorisant la pénétration dans des propriétés privées
- II.4 - Visa ou approbation des actes intéressant les associations syndicales de propriétaires

III - FINANCES LOCALES (DRCLE-3)

- III.1 - Demandes de crédits, situations mensuelles et trimestrielles, bordereaux divers, fiches d'opération, se rapportant à la gestion des finances de l'Etat (Ministère de l'Intérieur) en ce qui concerne les crédits destinés aux collectivités locales et aux établissements publics.
- III.2 - Acomptes Dotation de Développement Rural (DDR)
- III.3 - Arrêtés de répartition du produit des amendes de police
- III.4 - Acomptes mensuels de versement de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) du département
- III.5 - Notification et versement des attributions au titre des Dotations Générales de Décentralisation :
 - Bibliothèques
 - Urbanisme
 - Ports
 - Dotation d'équipement des collèges (DDEC)

IV - AFFAIRES COMMUNES

- IV.1 - Les ordres de mission, pour les déplacements à l'intérieur du département, des agents placés sous son autorité.
- IV.2 - Tous documents, correspondances et pièces administratives se rapportant aux attributions du service, à l'exclusion des arrêtés non visés dans les paragraphes précédents du présent article, des circulaires et du courrier comportant une décision.
- IV.3 - Les ampliations et copies conformes de décisions ou d'actes préfectoraux.

ARTICLE 2 - Délégation de signature est également donnée, chacun en ce qui concerne ses attributions, à :

- DRCLE-1 : M. Jean-Paul TRAVERS, attaché de préfecture, et en cas d'absence ou d'empêchement M. Martial CAILLAUD, attaché de préfecture.
- DRCLE-2 : M. Hugues LAUCOIN, attaché de préfecture et en cas d'absence ou d'empêchement M. Jean-Jacques RAMA, attaché de préfecture.
- DRCLE-3 : M. Vincent DORÉ, attaché de préfecture.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal HOUSSARD, la délégation qui lui est conférée à l'article 1-IV (Affaires communes) du présent arrêté sera exercée par M. Hugues LAUCOIN ou, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Hugues LAUCOIN, par M. Vincent DORE, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent DORE par M. Jean-Paul TRAVERS ou, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul TRAVERS par M. Jean-Jacques RAMA.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est en outre donnée à :

- a) pour les matières objet du paragraphe IV.3 de l'article 1er et les demandes d'avis aux services déconcentrés :
 - M. Lucien CHENE et M. Pierre GERANTON, pour le 1er bureau, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul TRAVERS et de M. Martial CAILLAUD
 - M. Christian MASSON, Mme Chantal COIRIER et M. Jean-Claude PONS pour le 2ème bureau en cas d'absence ou d'empêchement de M. Hugues LAUCOIN et de M. Jean-Jacques RAMA
 - Mlle Françoise DALENÇON, pour le 3ème bureau, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent DORE.
- b) pour les matières objet des paragraphes I.1, I.2, I.3, I.5 de l'article 1er :
 - M. Lucien CHENE et M. Pierre GERANTON, pour le 1er bureau, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul TRAVERS et de M. Martial CAILLAUD.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.96 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.162
portant délégation de signature à M. Christian VIERS
directeur de la réglementation et des libertés publiques.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU la décision du Préfet de la Vendée, en date du 23 août 2001, portant nomination de M. Christian VIERS directeur de la réglementation et des libertés publiques,

VU l'arrêté préfectoral n° 99.SG.164 en date du 14 décembre 1999 modifiant l'arrêté n° 88.SG.007 modifié du 19 février 1988 portant réorganisation des services de la préfecture de la Vendée,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Délégation de signature est donnée à M. Christian VIERS, directeur de la réglementation et des libertés publiques à l'effet de signer :

I- Elections et Administration Générale

I.1 - Les récépissés de candidature aux élections.

I.2 - Les récépissés d'associations et de dossier de legs.

I.3 - Les pièces afférentes aux dépenses électorales.

I.4 - Les récépissés et visas afférents au financement des dépenses électorales des candidats et partis politiques.

I.5 - Les arrêtés accordant une indemnité en réparation de non concours de la force publique.

I.6 - Les arrêtés fixant l'indemnisation des commissaires enquêteurs.

I.7 - Les arrêtés d'autorisation d'épreuves sportives automobiles, cyclistes et pédestres, et les récépissés de déclarations de randonnées.

I.8 - Les arrêtés d'homologation des terrains de compétition de véhicules à moteur.

II - Police Générale, Etat Civil

II.1 - Les cartes nationales d'identité.

II.2 - Les passeports et laissez-passer pour les mineurs.

II.3 - Les oppositions de sortie du territoire national pour les mineurs.

II.4 - Les récépissés de demande de carte VRP et de revendeurs d'objets mobiliers.

II.5 - Les cartes professionnelles de VRP et de revendeurs d'objets mobiliers.

II.6 - Toutes les pièces et documents délivrés pour l'application de la loi n° 69.3 du 3 janvier 1969 relative à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France, sans domicile ou résidence fixe.

II.7 - Les pièces et titres relatifs à l'activité de commerce non sédentaire.

II.8 - Les attestations provisoires pour les commerçants non sédentaires.

II.9 - Les récépissés de déclarations et décisions relatives à l'acquisition, la détention d'armes et de munitions, le port d'armes.

II.10 - Les cartes européennes d'armes à feu.

II.11 - Les récépissés de déclaration de commerces d'armes.

II.12 - Les récépissés de déclaration de commerces et de munitions.

II.13 - Les décisions relatives à la remise des armes et munitions détenues par les personnes dont le comportement ou l'état de santé présente un danger grave et immédiat pour elles-mêmes ou pour autrui (application de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne).

II.14 - Les certificats d'acquisition, les bons de commandes d'explosifs et de détonateurs, ainsi que les habilitations à l'emploi d'explosifs.

II.15 - Les décisions relatives à l'utilisation des explosifs dès réception.

II.16 - Les décisions relatives à la création et à l'exploitation des dépôts d'explosifs.

II.17 - Les décisions relatives aux gardes particuliers à l'exception des gardes-chasse et des gardes-pêche.

II.18 - Les décisions relatives à l'ouverture de ball-trap.

II.19 - Les récépissés de déclaration de ball-trap temporaires.

II.20 - Les décisions relatives à l'ouverture temporaire au trafic aérien international des aérodromes de la Vendée ouverts à la circulation aérienne publique.

II.21 - Les décisions relatives aux manifestations aériennes.

II.22 - Les décisions relatives à la création de plates-formes aéronautiques.

- II.23 - Les décisions relatives au survol du département de la Vendée.
- II.24 - Les arrêtés de dérogation aux règles de survol.
- II.25 - Les décisions relatives à l'utilisation des hélicoptères.
- II.26 - Les décisions relatives au lâcher de ballons.
- II.27 - Les décisions relatives aux manifestations publiques de boxe.
- II.28 - Les décisions relatives aux autorisations de sépultures militaires.
- II.29 - Les décisions relatives à l'inhumation en terrain privé.
- II.30 - Les décisions relatives à l'habilitation des entreprises privées de pompes funèbres.
- II.31 - Les décisions relatives aux transports, à l'étranger, de corps après mise en bière ou de cendres.
- II.32 - Les arrêtés de dérogation aux délais légaux d'inhumation.
- II.33 - Les décisions relatives à la surveillance à partir de la voie publique.
- II.34 - Les décisions relatives aux systèmes de vidéosurveillance.
- II.35 - Les décisions relatives aux entreprises privées de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds. Les décisions relatives au recrutement de salariés par les entreprises privées de surveillance, de gardiennage et de transports de fonds- les décisions relatives aux convoyeurs de fonds.
- II.36 - Les récépissés de déclaration d'agents de recherches privées.
- II.37 - Les quêtes sur la voie publique.
- II.38 - Les récépissés de déclaration de vendeur de dixièmes de la Loterie Nationale.
- II.39 - Les loteries.
- II.40 - Les inscriptions et radiations du fichier national des personnes recherchées.
- II.41 - Les récépissés de colportage.

III - Circulation et usagers de la route

- III.1 - Les cartes grises.
- III.2 - Signature des procédures liées aux mesures d'exécution et d'opposition concernant les véhicules terrestres à moteur.
- III.3 - Les certificats internationaux et nationaux.
- III.4 - Les certificats de gage et de non gage.
- III.5 - Les arrêtés concernant l'autorisation de mise en circulation de petits trains routiers.
- III.6 - Les arrêtés concernant les agréments des centres de contrôle et des contrôleurs des installations de contrôle relatifs à l'organisation du contrôle technique périodique des véhicules dont le poids n'excède pas 3 T 5.
- III.7 - Les arrêtés portant création d'une fourrière automobile
- III.8 - Les arrêtés fixant la liste d'aptitude des experts habilités à procéder à l'examen des véhicules gravement accidentés.
- III.9 - Les cartes de taxis, de voitures de petites remises et de grandes remises.
- III.10 - Les agréments des centres de formation à la capacité professionnelle de chauffeur de taxi.
- III.11 - Les arrêtés portant sur l'organisation des sessions d'examens pour l'obtention de la capacité professionnelle de chauffeur de taxi.
- III.12 - Les arrêtés relatifs à l'admission des candidats à l'examen de capacité professionnelle de chauffeur de taxi.
- III.13 - Les permis de conduire nationaux et internationaux.
- III.14 - Les avertissements délivrés aux auteurs d'infractions réprimées par les dispositions du code de la route.
- III.15 - Les suspensions de permis de conduire pour des infractions au Code de la Route, ainsi que les arrêtés d'interdiction de se présenter à l'examen du permis de conduire.
- III.16 - Les arrêtés concernant les mesures administratives consécutives à un examen médical subi devant la commission médicale des conducteurs et des candidats au permis de conduire et les certificats de validité médicale nécessaires pour les conducteurs professionnels.
- III.17 - Gestion du permis à points :
 - . mesures de cessation de validité du permis de conduire par perte totale de points et de reconstitution du capital points.
 - . attestations de dispense d'épreuve pratique pour obtenir un permis, après annulation par perte totale de points ou après décision judiciaire.
 - . agréments des établissements chargés de l'organisation des stages de formation spécifique des conducteurs, en vue de la reconstitution partielle de leur capital points.
- III.18 - Les cartes professionnelles des enseignants de la conduite de véhicule à moteur.
- III.19 - Les arrêtés concernant l'enseignement de la conduite de véhicules à moteur :
 - les agréments des auto écoles.
 - les agréments des organismes de formation à la capacité de gestion.
 - les agréments des organismes de formation de moniteurs d'auto école.
- III.20 - Les agréments des organismes habilités à effectuer les tests psychotechniques prévus par le code de la route.
- III.21 - Les labellisations des organismes dispensant des stages aux conducteurs ayant moins de 2 ans de permis et aux conducteurs confirmés (plus de 10 ans).

IV - Réglementation professionnelle et touristique - Etrangers

- IV.1 - Les cartes professionnelles d'agents immobiliers.
- IV.2 - Les récépissés de déclaration d'activité (agents immobiliers).
- IV.3 - Les visas d'attestations délivrés par les agents immobiliers.
- IV.4 - Les saisines des fonctionnaires de police pour enquête administrative sur les agents immobiliers.
- IV.5 - Décisions relatives aux liquidations et aux ventes au débailage.
- IV.6 - Les décisions relatives aux demandes de validation de capacité professionnelle pour l'exploitation de la coiffure.
- IV.7 - Les décisions relatives à l'exercice de la profession de loueur d'alambic ambulante.
- IV.8 - Les décisions relatives aux fermetures tardives de débits de boissons

- IV.9 - Avertissements aux exploitants des débits de boissons.
- IV.10 - Fermeture administrative des débits de boissons.
- IV.11 - Décisions de classement, déclassement, modifications et attestations concernant les campings, parcs résidentiels de loisirs, villages de vacances, hôtels, résidences de tourisme, restaurants.
- IV.12 - Les attestations de classement d'établissements hôteliers.
- IV.13 - Délivrance, modification, suspension, retrait, extension des licences, habilitations, autorisations et agréments des personnes physiques et morales assurant l'organisation et la vente de voyages ou de séjours.
- IV.14 - Visa de déclaration d'ouverture de succursale d'agence de voyages.
- IV.15 - Décisions relatives aux conventions de mandat d'agent de voyages.
- IV.16 - Fixation du montant de la garantie financière des personnes physiques et morales assurant l'organisation et la vente de voyages ou de séjours.
- IV.17 - Les décisions relatives aux classements des meublés de tourisme.
- IV.18 - Les cartes de guides interprètes et conférenciers.
- IV.19 - Les récépissés de demandes de titres de séjour.
- IV.20 - Les décisions relatives aux demandes de titres de séjour.
- IV.21 - Les demandes de contrôle médical OMI.
- IV.22 - Les titres de séjour temporaire et les titres de résident.
- IV.23 - Les cartes de commerçants étrangers.
- IV.24 - Les titres de transports et de voyage (laissez-passer, sauf-conduit, bons de transports).
- IV.25 - Les documents de circulation pour étrangers mineurs et titre d'identité républicain.
- IV.26 - Les prolongations des visas de court séjour.
- IV.27 - Les inscriptions et radiations du fichier des personnes recherchées.
- IV.28 - Demandes de prolongation de la rétention administrative en cas de reconduite à la frontière.
- IV.29 - Les avis motivés sur les demandes de naturalisation et sur les demandes de visa long séjour.
- IV.30 - Les décisions relatives au regroupement familial.
- IV.31 - Les décisions relatives aux foires et salons.

V - Affaires communes

- V.1 - Le courrier ordinaire n'emportant pas décision.
- V.2 - Les visas des actes des autorités locales.
- V.3 - Les ampliements, copies conformes et pièces annexes de décisions et d'actes préfectoraux.
- V.4 - Les ordres de mission, pour les déplacements à l'intérieur du département, des agents placés sous son autorité.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est également donnée, chacun en ce qui concerne ses attributions à :

- M. Florent LERAY, attaché de préfecture, chef du 4ème bureau.
- Mme Annie-Françoise LACAULT, attachée de préfecture, chef du 3ème bureau.
- M. Yves CHARLES, attaché de préfecture, chef du 1er bureau.
- Mme Anne-Marie LOISY, attachée de préfecture, chef du 2ème bureau.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. VIERS, la délégation qui lui est conférée à l'article 1er du présent arrêté sera exercée par M. LERAY, ou en cas d'absence ou d'empêchement de M. LERAY, par Mme LACAULT, ou en cas d'absence ou d'empêchement de Mme LACAULT par M. CHARLES, ou, en cas d'absence ou d'empêchement de M. CHARLES par Mme LOISY.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est, en outre, donnée à :

- . M. Olivier GALLOT, pour les matières objet des paragraphes III - alinéas 13, 16, 18 et V alinéas 1 et 3.
- . Mme Marie-Noëlle NAULEAU et Mme Françoise GUILBAUD, pour les matières objet du paragraphe I, du paragraphe II alinéa 2, et du paragraphe V, alinéas 1 et 3.
- . M. Raymond BUSUTTIL et Mlle Rose-Marie LUX, pour les matières objet du paragraphe II alinéa 2, du paragraphe IV et du paragraphe V, alinéas 1 et 3.
- . M. Yves ROGNANT, pour les matières objet des paragraphes III - alinéas 1, 2, 3, 4 et V, alinéas 1 et 3.
- . Mme Josette TOURTEAU pour les ampliements d'arrêtés préfectoraux et les matières visées au paragraphe II - alinéas 2, 4, 6, 8 et 41.
- . M. Michel BROUSSOUS pour les ampliements d'arrêtés préfectoraux et les matières objets du paragraphe V alinéa 1.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.97 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.163
portant délégation de signature à M. Denis THIBAUT,
Chef du bureau du Cabinet

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU le décret n°82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU la décision du Préfet de la Vendée, en date du 27 décembre 2000, portant nomination de M. Denis THIBAUT, Chef du bureau du Cabinet, Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Denis THIBAUT, Chef du Bureau du Cabinet à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les légalisations de signature, la correspondance courante n'emportant pas l'exercice d'un pouvoir de décision, les notes de service, les ampliations et les copies ou extraits conformes des documents divers.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis THIBAUT, la délégation qui lui est conférée sera exercée par Mme Madeleine LERAY, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

ARTICLE 3 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEP/1.98 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEP/1.164 portant délégation de signature à Mme Marie-Andrée FERRE, Chef du bureau du fonctionnement interne et des moyens

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU le décret n°82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU l'arrêté préfectoral n° 99.SG.164 en date du 14 décembre 1999 modifiant l'arrêté n° 88.SG.007 modifié du 19 février 1988 portant réorganisation des services de la préfecture de la Vendée,

VU la décision d'affectation de Mme Marie-Andrée FERRE en date du 15 janvier 1996 et de M. Cyrille GARDAN en date du 15 janvier 2001.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à Mme Marie-Andrée FERRE, attachée principale, chef du bureau du fonctionnement interne et des moyens, à l'effet de signer tous documents, correspondances et pièces administratives ne portant pas décision et se rapportant aux attributions du bureau.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme FERRE, la délégation qui lui est conférée sera exercée par M. Cyrille GARDAN, attaché de préfecture.

ARTICLE 3 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEP/1.99 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEP/1.165 portant délégation de signature à M. Henri MERCIER, chef du service interministériel de défense et de protection civile.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 83.321 du 20 avril 1983 relatif aux attributions des préfets en matière de défense de caractère non militaire,

VU le décret n° 85.1174 du 12 novembre 1985 modifiant les articles 8 et 13 du décret n° 83.321 susvisé et instituant les services interministériels des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU l'arrêté préfectoral n° 86.CAB.021 en date du 22 décembre 1986 portant création du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile à la préfecture de la Vendée,

VU la décision du préfet de la Vendée en date du 21 juin 2001, portant nomination de M. Henri MERCIER, chef du service interministériel de défense et de protection civile,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à Monsieur Henri MERCIER, chef du SIDPC, à l'effet de signer, dans le cadre

de ses attributions :

- . les ampliations et copies conformes de décisions ou d'actes préfectoraux,
- . les brevets nationaux de secouristes et les mentions s'y rapportant,
- . arrêté fixant la composition des jurys d'examen de secouriste,
- . convocation des commissions de sécurité,
- . certificat de qualification au feu d'artifice,
- . récépissé de déclaration de feu d'artifice,
- . mise en pré-alerte et alerte des crues,
- . les accusés de réception, demandes de renseignements ou d'avis, avis, réponses et notifications, bordereaux d'envoi et toutes correspondances ou documents administratifs courants, à l'exception :
 - des correspondances adressées aux parlementaires et aux conseillers généraux,
 - des arrêtés,
 - des circulaires aux maires,
 - des correspondances comportant une décision.

ARTICLE 2 : En cas d'empêchement de Monsieur MERCIER, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article précédent du présent arrêté sera exercée par Monsieur Jean-Pierre MORNET, attaché.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM MERCIER et MORNET, la délégation de signature est donnée à Mademoiselle Frédérique CHAILLOUX, secrétaire administrative de classe normale pour ce qui concerne les attributions suivantes :

- . les ampliations et copies conformes de décisions ou d'actes préfectoraux
- . les brevets nationaux de secouristes et les mentions s'y rapportant
- . arrêté fixant la composition des jurys d'examen de secourisme
- . les accusés de réception, demandes de renseignements ou d'avis, avis, réponses et notifications, bordereaux d'envoi et toutes correspondances ou documents administratifs courants, à l'exception :
 - des correspondances adressées aux parlementaires et aux conseillers généraux,
 - des arrêtés,
 - des circulaires aux maires
 - des correspondances comportant une décision.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.100 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.166
portant délégation de signature à Mme Colette AUDRAIN
chef du bureau des ressources humaines et chef du service départemental d'action sociale.

LE PREFET DE LA VENDEE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n°82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté préfectoral n° 99.SG.164 en date du 14 décembre 1999 modifiant l'arrêté n° 88.SG.007 modifié du 19 février 1988 portant réorganisation des services de la préfecture de la Vendée,
VU la décision d'affectation de Mme Colette AUDRAIN en date du 17 mai 1996,
SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Délégation de signature est donnée à Mme Colette AUDRAIN, attachée de préfecture, chef du bureau des ressources humaines et chef du service départemental d'action sociale, à l'effet de signer :

- tous documents, correspondances et pièces administratives se rapportant aux attributions du bureau des ressources humaines et du service départemental d'action sociale, à l'exclusion des arrêtés, des circulaires et des lettres comportant une décision sauf en ce qui concerne les correspondances comportant une décision de refus opposée soit à une demande d'emploi, soit à une demande d'accueil en stage au sein des services de la préfecture, soit à une demande de formation présentée par un fonctionnaire,
- l'octroi des congés de maladie, des congés pour maternité et adoption, des congés de paternité, de réduction du temps de travail en cas de grossesse,
- l'octroi des prestations à caractère social,
- l'attribution de logements aux fonctionnaires,
- les ampliations et copies conformes d'actes, de décisions ou d'arrêtés préfectoraux,
- tous documents, correspondances, pièces administratives et bons de commande relatifs à la documentation se rapportant aux attributions de la formation, à l'exclusion des circulaires et des lettres comportant une décision.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme AUDRAIN, la même délégation est donnée à Mme Martine GILBERT,

secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à M. Paul HERBRETEAU, secrétaire administratif de classe normale, en ce qui concerne les attributions du bureau des ressources humaines.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme AUDRAIN, la même délégation est donnée à Mme Annick COUDRIN, secrétaire administrative de classe supérieure et à Mme Evelyne CAILLAUD, secrétaire administrative de classe normale, en ce qui concerne les attributions du service départemental d'action sociale.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme AUDRAIN, la même délégation est donnée à Mme Corinne LEBOI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, en ce qui concerne les attributions relatives à la formation.

ARTICLE 3 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.101 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.167
portant délégation de signature à M. Alain GUYOT,
Directeur départemental de la jeunesse et des sports.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et les décrets n° 97.1208 du 19 décembre 1997 et n° 97.1209 du 24 décembre 1997 pris pour son application,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU l'arrêté du 20 juin 1997 du Ministre de la Jeunesse et des Sports nommant M. Alain GUYOT directeur départemental de la jeunesse et des sports,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Alain GUYOT, directeur départemental de la jeunesse et des sports, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions suivantes :

1 - Décision d'opposition à l'ouverture, de fermeture temporaire ou définitive d'un établissement dans lequel sont organisées des activités physiques et sportives - Loi n° 84.610 du 16 juillet 1984 modifiée, article 48 ;

2 - Décision d'agrément et de retrait d'agrément des associations sportives - Loi n° 84.610 du 16 juillet 1984 modifiée, articles 8 et 48 ;

3 - Décision d'approbation des conventions signées entre les associations sportives et les sociétés qu'elles ont constituées - Loi n° 84.610 du 16 juillet 1984 modifiée, article 11 ;

4 - Décision d'agrément et de retrait d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire - Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, article 8 ;

5 - Délivrance de récépissés de déclaration de séjours de vacances pour les 4-18 ans, décision d'habilitation des centres de loisirs sans hébergement - Arrêté du 19 mai 1975 modifié, arrêté du 20 mars 1984 modifié ;

6 - Drogations provisoires aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours de vacances pour les 6-18 ans et aux conditions d'encadrement et de qualification du personnel des centres de loisirs sans hébergement - Arrêté du 26 mars 1993 modifié et arrêté du 20 mars 1984 modifié ;

7 - Décision d'opposition à l'ouverture, de fermeture provisoire d'un établissement ou d'un centre de placement de vacances, d'opposition à l'organisation d'un séjour de vacances pour les 4-18 ans, d'opposition au fonctionnement d'un centre de loisirs sans hébergement - Décret n° 60-94 du 29 janvier 1960 modifié, arrêté du 19 mai 1975 modifié, arrêté du 20 mars 1984 modifié ;

8 - Ouverture et instruction d'enquêtes administratives à l'encontre des personnes dont le maintien en activité présenterait des risques pour la santé et la sécurité physique ou morale des mineurs accueillis en centres de vacances et centres de loisirs sans hébergement - Arrêté du 3 mai 2002 ;

9 - Mesure de suspension d'exercice, en cas d'urgence, prise à l'encontre des personnes mentionnées à l'alinéa précédent - Arrêté du 3 mai 2002.

ARTICLE 2 - En outre, délégation est donnée à M. Alain GUYOT afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain GUYOT, la délégation qui lui est conférée sera exercée par M. Jean-Louis CHARLEUX, inspecteur principal de la jeunesse et des sports et M. Pierre CHARRIER, inspecteur de la jeunesse et des sports.

ARTICLE 4 - La présente délégation donnée à M. Alain GUYOT réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

Le directeur départemental rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 5 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.105 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 6 - Le Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée et le directeur départemental de la jeunesse et des sports,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.168
portant délégation de signature à M. Michel MONTALETANG
Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU la loi n° 96.369 du 3 mai 1996 modifiée relative aux services d'incendie et de secours et notamment son article 33,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté du Ministre de l'Intérieur en date du 4 juillet 2000 portant nomination du Lieutenant-Colonel Michel MONTALETANG en qualité de directeur départemental des services d'incendie et de secours du département de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Michel MONTALETANG, directeur départemental des services d'incendie et de secours, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions relevant de l'autorité du préfet de la Vendée, les correspondances, actes et documents administratifs courants se rapportant à l'activité de son service à l'exception :

- des documents ayant valeur juridique de décision,
- des courriers officiels aux Ministres et aux Parlementaires,
- des documents comptables.

ARTICLE 2 : En outre, délégation est donnée à M. Michel MONTALETANG afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel MONTALETANG, cette délégation de signature sera exercée par M. Maxence JOUANNET, directeur départemental adjoint.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.106 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.169
portant délégation de signature à M. Bernard JAVAUDIN, Inspecteur d'Académie,
Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU le décret du Président de la République en date du 30 octobre 1998, portant nomination de M. Bernard JAVAUDIN, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Bernard JAVAUDIN, Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Vendée, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

Enseignement du premier degré :

- . interdiction de l'usage de locaux scolaires présentant un danger pour les enfants,
- . conseil départemental de l'éducation nationale : communication des procès-verbaux du conseil départemental à des personnes étrangères à ce conseil, citations à comparaître,

Enseignement technique et professionnel :

- . délivrance des récépissés des déclarations d'ouverture des établissements d'enseignement privé,
- . notification des oppositions à ouverture.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard JAVAUDIN, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er du présent arrêté sera exercée par Mme Françoise GOURDON RENAZE, secrétaire générale.

ARTICLE 3 - La présente délégation donnée à M. Bernard JAVAUDIN réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

L'inspecteur d'académie rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 4 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.107 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PRÉFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.170 portant délégation de signature à M. Eric BINET Directeur Régional de l'Environnement

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions ;
Vu le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
Vu le règlement (CE) n° 338/97 du Conseil européen du 9 décembre 1996 modifié, relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ;
Vu le règlement (CE) n° 939/97 de la Commission européenne du 26 mai 1997 modifié, portant modalités d'application du règlement du Conseil européen du 9 décembre 1996 susvisé ;
Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.412-1 ;
Vu le code rural, notamment ses articles R.212-1 à R.212-7 ;
Vu la loi n° 77-1423 du 27 décembre 1977 autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ;
Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu le décret n° 78-959 du 30 août 1978 modifié portant publication de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ;
Vu le décret n° 91-1139 du 4 novembre 1991 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement ;
Vu le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
Vu le décret n° 94-37 du 12 janvier 1994 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement dans les régions d'outre-mer ;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 97-715 du 11 juin 1997 relatif aux attributions du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ;
Vu le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 pris pour l'application à la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu l'arrêté du 30 juin 1998 fixant les modalités d'application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et des règlements (CE) n° 338/97 du Conseil européen et (CE) n° 939/97 de la Commission européenne ;
Vu le décret du Président de la République, en date du 25 juin 2002, portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;
Vu l'arrêté ministériel du 14 novembre 1997 nommant M. Eric BINET, Directeur Régional de l'Environnement des Pays de la Loire ;
SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Eric BINET, Directeur Régional de l'Environnement, à l'effet de signer les autorisations accordées en application de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES) relevant de la compétence du département de la Vendée.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric BINET, la délégation de signature qui lui est consentie sera exercée par M. Jacques BUTEL, Directeur adjoint, ou par Mme Marie-Christine BRUN, chef de service ou par Mme Suzanne BASTIAN, chargée de mission.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.108 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur Régional de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEP/1.171
portant délégation de signature à M. Rémi STRUILLOU
Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 92.1057 du 25 septembre 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de certains corps des catégories A et B des services déconcentrés du Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
VU l'arrêté du 25 septembre 1992 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels de certains corps des catégories A et B des services déconcentrés du Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
VU le décret n° 92.738 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps communs des catégories C et D des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et des services déconcentrés des affaires sanitaires et sociales,
VU l'arrêté du 27 juillet 1992 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps communs des catégories C et D des services déconcentrés du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et des services déconcentrés des affaires sanitaires et sociales,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté ministériel du 3 juin 1999 nommant M. Rémi STRUILLOU directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Rémi STRUILLOU, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'effet de signer toutes décisions dans les matières suivantes :

I - GESTION DU PERSONNEL

I.1.- Dispositions concernant les personnels des catégories A et B

I.1.1 - La disponibilité de droit accordée en vertu des dispositions de l'article 47 du décret n° 85.986 du 16 septembre 1985.

I.1.2 - L'attribution des congés :

- . congé annuel, congé de réduction du temps de travail,
- . congé de maladie,
- . congé de longue durée, à l'exception de celui qui nécessite l'avis du comité médical supérieur,
- . congé de longue maladie, à l'exception de celui qui nécessite l'avis du comité médical supérieur,
- . congé pour maternité ou adoption, congé de paternité,
- . congé parental,
- . congé de formation professionnelle,
- . congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs,
- . congé sans traitement prévu aux articles 6, 9 et 10 du décret n° 49.1239 du 13 décembre 1949 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat.

I.1.3 - L'attribution d'autorisations :

- . autorisation spéciale d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse,
- . octroi et renouvellement d'autorisation de travail à temps partiel,
- . octroi d'autorisation de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur.

I.1.4 - Le détachement lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel.

I.1.5 - La mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire.

I.1.6 - L'imputabilité des accidents du travail au service.

I.1.7 - L'établissement des cartes d'identité de fonctionnaire.

I.1.8 - La cessation progressive d'activité.

I.2 - Dispositions concernant les personnels de catégorie C appartenant aux corps des adjoints administratifs et des agents administratifs.

I.2.1 - La titularisation et la prolongation de stage.

I.2.2 - La nomination après inscription au tableau d'avancement national ou sur la liste d'aptitude nationale, après réussite à un concours.

I.2.3 - La mise en disponibilité.

I.2.4 - L'octroi des congés :

- . congé annuel, congé de réduction du temps de travail,
- . congé de maladie,
- . congé de longue durée, à l'exception de celui qui nécessite l'avis du comité médical supérieur,
- . congé de longue maladie, à l'exception de celui qui nécessite l'avis du comité médical supérieur,

- . congé pour maternité ou adoption, congé de paternité,
- . congé parental,
- . congé de formation professionnelle,
- . congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs,
- . congé sans traitement prévu aux articles 6, 9 et 10 du décret n° 49.1239 du 13 décembre 1949 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat.

I.2.5 - L'octroi d'autorisations :

- . autorisation spéciale d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse,
- . octroi et renouvellement d'autorisation de travail à temps partiel,
- . octroi d'autorisation de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur.

I.2.6 - Le détachement lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel ainsi que le détachement auprès d'une administration dans un emploi conduisant à pension du code des pensions civiles et militaires de retraite.

I.2.7 - La mise à la retraite.

I.2.8 - La démission.

I.2.9 - La mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire.

I.2.10 - L'imputabilité des accidents du travail au service.

I.2.11 - L'établissement des cartes d'identité de fonctionnaire.

I.2.12 - La cessation progressive d'activité.

I.3 - Dispositions concernant les personnels de catégorie C et D appartenant aux corps des agents de service, agents des services techniques, téléphonistes :

I.3.1 - La disponibilité accordée en vertu des dispositions des articles 43 et 47 du décret n° 85.896 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines dispositions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonction.

I.3.2. - L'octroi des congés :

- . congé annuel, congé de réduction du temps de travail,
- . congé de maladie,
- . congé de longue durée, à l'exception de celui qui nécessite l'avis du comité médical supérieur,
- . congé de longue maladie, à l'exception de celui qui nécessite l'avis du comité médical supérieur,
- . congé pour maternité ou adoption, congé de paternité,
- . congé parental,
- . congé de formation professionnelle,
- . congé pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs,
- . congés sans traitement prévus aux articles 6, 9 et 10 du décret n° 49.1239 du 13 décembre 1949 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de l'Etat.

I.3.3 - L'octroi d'autorisations :

- . autorisation spéciale d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse,
- . octroi et renouvellement d'autorisation de travail à temps partiel,
- . octroi d'autorisation de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur.

I.3.4 - Le détachement lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel.

I.3.5 - La mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire.

I.3.6 - L'imputabilité des accidents du travail au service.

I.3.7 - L'établissement des cartes d'identité de fonctionnaire.

I.3.8 - La cessation progressive d'activité.

I.4 - Dispositions communes aux différentes catégories de personnel : Action sociale

Attribution de la subvention annuelle pour l'association du personnel

(circulaire du Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme et de la Décentralisation FP4 n°1880 du 15 mai 1996)

II - FONDS NATIONAL DE L'EMPLOI

II.1 - Conclusion et mise en oeuvre de l'ensemble des conventions, relevant du fonds national de l'emploi

Art. L322.1 à L 322.6 du Code du travail et règlements pris pour leur application.

III - PROMOTION DE L'EMPLOI

III.1 - Conclusion et mise en oeuvre des conventions de la ligne déconcentrée "promotion de l'emploi".

Circulaire du 25 avril 1997

III.2 - Délivrance de chèques conseils

Articles L 351-24, 7ème alinéa et R 351-49 du code du travail

IV - INDEMNISATION DU CHOMAGE TOTAL ET PARTIEL

IV.1 - Décisions d'attribution, de renouvellement du bénéfice des allocations d'insertion et de solidarité spécifique.

Art. L 351.9 à L 351 10 2 du Code du travail

- IV.2 - Suspension ou radiation du bénéfice du revenu de remplacement servi aux travailleurs privés d'emploi par les régimes d'assurance et de solidarité. Art. R 351.33 du Code du Travail.
- IV.3 - Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise. Gestion du dispositif EDEN Art. L 351.24 et R351.44.1 du Code du Travail.
- IV.4 - Versement de l'allocation spécifique du chômage partiel et le cas échéant de l'allocation complémentaire. Art. R 351.50 et suivants Art. R 141.3 et suivants.
- IV.5 - Conventions de chômage partiel. Art. L 322.11

V - FORMATION PROFESSIONNELLE

- V.1 - Décisions relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle et au remboursement de leurs frais de transport. Art. R 961.1 et suivants
- V.2 - Délivrance des diplômes de formation ou de perfectionnement des stagiaires de la formation professionnelle des adultes. Circulaire du 31 décembre 1968
- V.3 - Formation en alternance : habilitation en vue de la conclusion de contrats de qualification. Art. R 980.3 du Code du Travail.
- V.4 - Opposition à l'engagement ou au maintien d'un apprenti en cas de risque d'atteinte à son intégrité physique ou morale Art. L.117.5.1
- V.5 - Décisions d'octroi ou de retrait des aides forfaitaires versées aux employeurs de personnes en contrat d'apprentissage et en contrat d'insertion en alternance Art. 6 de la loi n° 93.953 du 27.07.93 et décret n° 93.958 du 27/07/93
- V.6 - Signature des conventions "actions de formation alternée" au bénéfice des jeunes demandeurs d'emploi dans le cadre des dispositions des articles L 900-1 et suivants du Code du Travail.
- V.7 - Décisions de retrait, de suspension et d'agrément des exploitants de débits de boisson en vue de l'emploi au service du bar, de jeunes mineurs de plus de 16 ans, en contrat par alternance ou accueillis en stage Art. L211-5, R211-1 et R261-1-1 du Code du Travail
- V.8 - Décisions initiales d'attribution de renouvellement ou de suppression de la bourse d'accès à l'emploi pour les jeunes bénéficiant d'actions d'accompagnement personnalisé et renforcé. Décret n°2002-4 du 03 janvier 2002

VI - DISPOSITIONS REGISSANT L'EMPLOI DE CERTAINES CATEGORIES DE TRAVAILLEURS

- VI.1 - Obligation d'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés : mise en œuvre de la pénalité administrative. Art. L 323.8 - 6 du Code du Travail.
- VI.2 - Mise en œuvre de la garantie de ressources au bénéfice des personnes handicapées exerçant une activité professionnelle. Art. 32 de la loi du 30 juin 1975. Décret n° 77.1465 du 28 décembre 1977 modifié.
- VI.3 - Mise en œuvre des aides à la réinsertion des travailleurs handicapés. Art. L 323.16 du Code du Travail.
- VI.4 - Main-d'œuvre étrangère : délivrance ou refus de délivrance des autorisations de travail : visa de contrats d'introduction de travailleurs saisonniers. Art. R 341.1 à R 341.7.2 du Code du Travail
- VI.5 - Conventions de développement et de consolidation d'activité pour l'emploi des jeunes Loi n° 97.940 du 16.10.1997 Décret n° 97.954 du 17.10.1997. Décret n° 2001.837 du 14.09.2001.

VII - DISPOSITIONS RELATIVES A LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

- VII.1 - Convention de réduction collective de la durée du travail Loi n° 98.461 du 13.06.1998 article 3-IV et V Décret n° 98.494 du 22.06.1998 article 1 Circulaire du 24.06.1998 - JO du 25.06.1998
- VII.2 - Convention d'appui et d'accompagnement à la réduction et à la réorganisation du temps de travail Loi n° 98.461 du 13.06.1998 article 3-VII Loi n°2000.37 du 19 janvier 2000 Article 19 et Décret n°2001.526 du 14 juin 2001

ARTICLE 2 : En outre, délégation est donnée à M. Rémi STRUILLLOU, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Rémi STRUILLLOU, cette délégation sera exercée par MM. Claude ROY et Lionel LASCOMBES, directeurs adjoints du travail.

ARTICLE 4 : En cas d'absence simultanée de MM. STRUILLLOU, ROY et LASCOMBES, elle sera exercée par Mmes Ghislaine VENTROUX, Corinne SAINT-BLANCAT, Marie-Josèphe BRILLET, MM. Jean-Michel LOIZEAU, Emmanuel DREAN et

André THIMOLEON, Inspecteurs du Travail, hormis les questions citées au point I de l'article 1er de l'arrêté.

ARTICLE 5 : En outre, délégation de signature est accordée pour le point V.8 à Mmes Anita CHARRIEAU et Cristine AUBERTIN, coordinatrices emploi formation et à M. Gérard MOREL, coordonnateur emploi formation.

ARTICLE 6 : La présente délégation donnée à M. Rémi STRUILLLOU réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

Le directeur départemental rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.109 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à La Roche sur Yon, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.172
portant délégation de signature de M. Jean-Hervé BLOUËT
Directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 1er août 1905 relative aux fraudes et falsifications en matière de produits ou de services,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret du 22 janvier 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes,

VU le décret n°82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU l'arrêté du 8 février 2001 du Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant nomination de M. Jean-Hervé BLOUËT en qualité de directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes dans le département de la Vendée,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Hervé BLOUËT, directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, à l'effet d'accuser réception des demandes de dérogation à la limitation de la hausse des prix déposées par des personnes de droit privé et de signer toutes correspondances nécessaires à l'instruction de ces demandes.

ARTICLE 2 : Délégation est également donnée à M. Jean-Hervé BLOUËT à l'effet de signer les décisions et documents relatifs à la recherche et la constatation des infractions à la loi du 1er août 1905, reprise par le Code de la Consommation (partie législative et partie réglementaire) ci-après énumérées :

I. PRELEVEMENT, ANALYSE ET EXPERTISE DES ECHANTILLONS

- | | |
|--|--|
| - réception et enregistrement des procès-verbaux | Décret du 22.1.1919, art 16. |
| - conservation des échantillons prélevés | " " " |
| - envoi aux laboratoires | " " " |
| - mesures concernant les échantillons non fraudés | Décret du 22.1.1919, art 22. |
| - transmission aux Parquets des dossiers concernant les échantillons présumés fraudés. | Décret du 22.1.1919,
Art.23 et 23 bis |

II HYGIENE ET SALUBRITÉ

- | | |
|--|--|
| - avertissements concernant les ateliers de pasteurisation du lait | Loi du 2.7.1935, art 6
Décret 771 du 21.5.55, art 18 |
| - vins de qualité produits dans des régions déterminées :
déclassement des V.Q.P.R.D. | Règlement CEE 28.3 du 20.12.79.
Décret 72.309 du 21.4.72, art. 7 P 2. |
| - enregistrement et délivrance de récépissé des
des déclarations d'installations : | |
| . fabricants de crèmes glacées et glaces | Décret 49.438 du 29.3.49, art 10. |
| . fabricants, distributeurs et vendeurs
en gros de produits surgelés | Décret 64.949 du 9.9.64, art 5 |
| . fabricants de lait destiné à la
consommation humaine et de lait fermenté | Décret 55.771 du 21.5.55, art 5
et 11. Décret 63.695 du 10.7.63, art.5. |
| . fabricants de lait stérilisé ou de lait aromatisé | Arrêté ministériel du 26.3.56. |
| . fabricants et importateurs de denrées alimentaires
et boissons destinées à une alimentation
particulière (déclaration d'un nouveau produit). | Décret 81.574 du 15.5.1981 |

- immatriculation :
 - . des ateliers de découpe et d'emballage des fromages
 - . des fromageries
 - . des ateliers de fabrication de yaourts et autres laits fermentés.
 - destruction et dénaturation des conserves présentant des signes correspondant à une altération du contenu.
 - opérations relatives à la vinification et à la conservation du vin.
 - Enregistrement et délivrance de récépissé de déclarations des importateurs et fabricants faisant commerce de produits et substances entrant dans la formulation des aliments composés et pour lesquels la teneur en éléments nuisibles doit être contrôlée.
- Décret du 23.6.1970, art 3
 Arrêté ministériel du 21.4.54.
 Arrêté ministériel du 23.7.63., art. 1

 Décret 55.241 du 10.2.55, art 4

 Décret du 19.8.1921 modifié, art.3

 Décret du 15.9.1986, art. 13.

ARTICLE 3 : Délégation est aussi donnée à M. Jean-Hervé BLOUËT, à l'effet de signer au titre des commandes publiques (livre IV de l'ancien code des marchés publics) pour l'exécution des marchés passés en application de l'ancien code des marchés publics :

- la désignation de coordonnateurs,
- les pièces relatives à l'ordonnancement du système de mutualisation des frais de fonctionnement,
- les pièces relatives à la fixation et au mandatement des indemnités de coordonnateurs.

ARTICLE 4 : En outre, délégation est donnée à M. Jean-Hervé BLOUËT afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 5 : En cas d'empêchement de M. Jean-Hervé BLOUËT, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par M. Claude ROYER, inspecteur principal.

ARTICLE 6 : La présente délégation donnée à M. Jean-Hervé BLOUËT réserve à la signature du Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires. Le Préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun. Le directeur départemental rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.110 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PRÉFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.173
portant délégation de signature à Mme Danielle HERNANDEZ,
Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 Vu la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
 VU la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983,
 VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
 Vu le décret n° 84.931 du 19 octobre 1984 relatif à la date et aux modalités de transfert aux départements des services de l'Etat chargés de la mise en œuvre des compétences transférées en matière d'action sociale et de santé,
 Vu le décret n° 86.565 du 14 mars 1986 relatif aux missions et attributions des directions régionales et départementales des affaires sanitaires et sociales,
 Vu la convention de transfert au département de la Vendée des services de l'Etat (D.D.A.S.S.) chargés de la mise en œuvre des compétences transférées en matière d'action sociale et de santé, entrée en vigueur le 22 juillet 1985,
 VU la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation des Pays de la Loire du 31 décembre 1996 entrée en vigueur le 24 mars 1997,
 VU le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et les décrets n° 97.1185 du 19 décembre 1997, n° 97.1186 du 24 décembre 1997 pris pour son application,
 VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
 VU l'arrêté n° 1131 du 2 juin 1998 de Mme la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité portant nomination de Mme Danielle HERNANDEZ en qualité de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Vendée,
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Danielle HERNANDEZ, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer dans le cadre des attributions dévolues à son service :

- 1) Toutes correspondances administratives à l'exception de celles visées à l'article 5 ci-après,

2) Toutes décisions concernant l'organisation et le fonctionnement du service sur lequel elle a autorité,

3) Toutes décisions dans les matières suivantes :

I - Gestion et formation des personnels :

Congés (y compris les congés de maladie) et ordres de mission accordés au personnel administratif, social, médical, paramédical de l'Etat, relevant de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Recrutement des contrats à temps incomplet.

II - Aide sociale relevant de la compétence de l'Etat :

II.1 - Décisions individuelles d'admission à l'aide sociale

II.2 - Déclaration de créances en récupération de successions.

II.3 - Recours devant les juridictions d'aide sociale (commission départementale d'aide sociale et commission centrale)

Art. 134-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles

II.4 - Désignation des fonctionnaires de l'Etat et du Commissaire du Gouvernement

Art. 134-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles

II.5 - Etablissement des cartes d'invalidité, décisions d'attribution et de délivrance des macarons de grands invalides civils (G.I.C.) et des cartes nationales de priorité des invalides du travail.

II.6 - Délivrance des prises en charge de personnes admises en centre d'hébergement et de réadaptation sociale.

Art. 345.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

II.7 - Décisions relatives à l'allocation du revenu minimum d'insertion :

Loi n° 88.1088 du 1er décembre 1988
Décret n° 88.111 du 12 décembre 1988
Circulaire du 14 décembre 1988
Circulaire du 9 mars 1989

- . avances sur droits supposés, acomptes, neutralisations facultatives de ressources, décisions d'opportunité, dispenses de poursuivre une créance alimentaire, réduction ou remise de dette
- . décisions d'attribution ou de rejet de l'allocation du RMI,
- . décisions de maintien ou de fin de droit à l'allocation du RMI.

II.8 - Conventions d'exécution du programme départemental d'insertion.

II.9 - Conventions relatives au financement d'entreprises d'insertion par l'économique.

Circulaire du 25 février 1992

II.10 - Mise en œuvre du plan départemental pour le logement des personnes défavorisées.

Loi n° 90.499 du 31 mai 1990

II.11 - Examen des droits à la protection complémentaire en matière de santé pour les personnes ne relevant pas des dispositions des articles R 861-11 et R 861-12 du Code de la Sécurité Sociale

Art. R861-13 du Code de la Sécurité Sociale

II.12 - Décisions initiales d'attribution, de renouvellement, ou de suppression de la bourse d'accès à l'emploi pour les jeunes bénéficiant d'actions d'accompagnement personnalisé et renforcé

Décret n°2002-4 du 3 janvier 2002

III - Contrôle des établissements de santé et des établissements et services sociaux et médico-sociaux

III.1 - Etablissements de santé

. Accusé de réception et contrôle de légalité des marchés, à l'exclusion de la saisine du Tribunal Administratif.

Article L.6145-6 du Code de la Santé Publique

. Décisions d'avancement d'échelon des praticiens hospitaliers.

. Nomination des praticiens hospitaliers à titre provisoire et suppléants.

. Organisation des concours pour le recrutement des personnels hospitaliers soumis au statut général visé à l'article L 792 du Code de la Santé Publique, lorsque le texte réglementaire relatif au concours prévoit que celui-ci est ouvert par arrêté du Préfet.

Décret n° 90.389 du 21 septembre 1990

. Approbation des contrats d'activité libérale des praticiens hospitaliers des établissements publics de santé.

Décret n° 87.944 du 25 novembre 1987

III.2 - Etablissements et services sociaux et médico-sociaux

. Accusé de réception et contrôle des délibérations

Chapitre V de la loi n° 75.535 modifiée

des conseils d'administration des établissements publics, à l'exclusion de la saisine du Tribunal Administratif et de la Chambre Régionale des Comptes.

- . Tarification des établissements publics et privés.
- . Notification des décisions d'autorisation, de refus d'autorisation ou de retrait d'autorisation.

du 30 juin 1975.
Décret n° 88.279 du 24 mars 1988

Loi n° 75.535, modifiée, du 30 juin 1975

IV - Professions médicales, para-médicales et sociales

IV.1 - Enregistrement des diplômes de médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes,

Art. L.4113-1 du Code de la Santé Publique

IV.2 - Enregistrement des diplômes requis pour l'exercice des professions paramédicales et d'assistantes sociales et établissement de la liste annuelle des titulaires de ces diplômes.

Art. L.4311-15 et L.4321-10 du Code de la Santé Publique

Art L.411-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles

IV.3 - Etablissements des tableaux annuels des praticiens

Art. L.4113-1 du Code de la Santé Publique

IV.4 - Autorisations délivrées à des étudiants en médecine pour le remplacement des praticiens ou le renforcement du corps médical en cas d'épidémie.

Art. L.4131-2 et 4 du Code de la Santé Publique

IV.5 - Enregistrement des déclarations d'exploitations des officines de pharmacie et enregistrement des demandes de création de pharmacie.

Art. L.5125-16 du Code de la Santé Publique

IV.6 - Autorisations de gérance temporaire des pharmacies.

Art. L.5125-21 et 32 du Code de la Santé Publique.

IV.7 - Signature des cartes professionnelles d'infirmiers et infirmières, d'assistantes ou d'assistants sociaux et de puéricultrices.

IV.8 - Décisions concernant les modifications de fonctionnement des laboratoires d'analyses de biologie médicale, à l'exclusion des décisions d'ouverture et de fermeture.

Articles L.6212-1 et L.6211-2 du Code de la Santé Publique

IV.9 - Incriptions ou modifications d'inscriptions sur la liste départementale des sociétés civiles professionnelles des professions paramédicales et des laboratoires d'analyses de biologie médicale

Article L.6212-1 et L.6211-2 du Code de la Santé Publique

IV.10 - Attestations d'agrément des entreprises et des véhicules de transports de corps avant la mise en bière.

Arrêté du 1er juin 1989

IV.11 - Etablissement des tours de garde des ambulanciers

Article L 51.2 du Code de la Santé Publique

IV.12 - Autorisation d'équipements de dispositifs spéciaux de signalisation et d'avertisseurs sonores spéciaux des ambulances de transport sanitaire et des véhicules des associations médicales concourant à la permanence des soins ou véhicules des médecins lorsqu'ils participent à la garde départementale.

Article 1er de l'arrêté du 30 octobre 1987

Article 3 de l'arrêté du 2 novembre 1987

IV.13 - Organisation des examens d'entrée aux écoles carrières paramédicales et sociales.

IV.14 - Délivrance des autorisations de remplacement pour les infirmiers ou les infirmières d'exercice libéral

Décret n° 93.221 du 16 février 1993

relatif aux règles professionnelles des infirmiers et des infirmières

Décret n° 93.221 du 16 février 1993

relatif aux règles professionnelles des infirmiers et des infirmières

des infirmiers et des infirmières

IV.15 - Délivrance des autorisations d'exercer dans un lieu secondaire pour les infirmiers ou les infirmières d'exercice libéral

IV.16 - Nomination du jury d'examen et délivrance du diplôme professionnel d'aide-soignant

Arrêté du 22 juillet 1994 - articles 30,37 et 38

Arrêté du 22 juillet 1994 - article 57

Article L.6312-2 du Code de la Santé Publique

Article L.4362-1 et 6 du Code de la Santé Publique

Article L.4362-1 et 6 du Code de la Santé Publique

Article L 510 du Code de la Santé Publique

Décret du 29 mars 1963 modifié (masseur-kinésithérapeute

Décret n° 81.306 du 2 avril 1981 (infirmier)

Décret n° 91.1008 du 2 octobre 1991

(pédicure-podologue)

(pédicure-podologue)

IV.20 - Autorisation d'exercer en qualité d'opticien-lunetier

IV.21 - Décisions relatives aux dispenses de scolarité délivrées aux diplômés non ressortissants de l'Espace économique européen et titulaires d'un diplôme délivré par un pays non membre de l'Espace européen

V - Promotion de la santé - Santé - Environnement

V.1 - Fonctionnement des services des épidémies	Article L.3114-4 du Code de la Santé Publique
V.2 - Application des mesures prescrites par les conventions sanitaires internationales	Article L.3113-1 du Code de la Santé Publique
V.3 - Surveillance sanitaire du personnel employé dans les organismes de la santé publique relevant des collectivités publiques ou subventionnés par elles.	
V.4 - Agrément des installations radiologiques	Arrêté du 9 avril 1962, art. 3
V.5 - Agrément des appartements de coordination thérapeutiques pour les malades du SIDA	Articles L 162-31 et R 162-46 du Code de la Sécurité Sociale
V.6 - Conventions et arrêtés de subvention relatifs à la gestion de la dotation d'actions de santé (chapitres budgétaires 47-15, 47-17, 47-18)	Article 1311-1-3 et 4 et 1336-3 du Code de la Santé Publique
V.7 - Assainissement, lutte contre la pollution et l'insalubrité. Application du règlement sanitaire départemental, bruit et habitat	1ère partie livre III, Titre III Chapitre II du Code de la Santé Publique
V.8 Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante	1ère partie, livre 3, titre 3 Chapitre 4 Code de la santé publique
V.9 Salubrité des immeubles et des agglomérations	1ère partie, livre 3, titre 3 chapitre 1 CSP
V.10 Rayonnements ionisants (radon)	1ère partie, livre 3, titre 3 Chapitre 3 CSP
V.11 Bruit, règles générales d'hygiène, application du règlement sanitaire départemental	1ère partie livre 3, titre 2 Chapitre 1 CSP
V.12 Contrôle des eaux d'alimentation	1ère partie, livre 3, titre 2, chapitre 1
V.13 Contrôle des piscines et baignades	1ère partie, livre 3, titre 3, chapitre 2

VI - Tutelle des pupilles de l'Etat et Action Sociale

VI.1 - Tutelle des pupilles de l'Etat.	Article L.224-1 à 3 et L.224-12 du Code de l'Action Sociale et des Familles
VI.2 - Conventions et arrêtés de subvention relatifs à la gestion de la dotation d'action sociale (chapitre budgétaire 46-81).	

ARTICLE 2 - En outre, délégation est donnée à Mme Danielle HERNANDEZ afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme HERNANDEZ, la délégation qui lui est conférée sera exercée par Mme Brigitte HERIDEL, Inspectrice Principale des Affaires Sanitaires et Sociales ou Mme Monique LAMOTHE, Attachée Principale.

ARTICLE 4 - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme HERNANDEZ, de Mme HERIDEL et de Mme LAMOTHE, la délégation consentie aux articles précédents sera exercée par :

- Mme Maryvonne GAUDART, Inspectrice des Affaires Sanitaires et Sociales, chargée des services de contrôle des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux, pour les matières énumérées aux paragraphes I alinéa 1er, II.7 alinéa 1er, III, IV.1 IV.2, IV 13, IV 16, IV 17.
- M. Jean-Paul HOFFMANN, Inspecteur des Affaires Sanitaires et Sociales, chargé du secrétariat de la Commission Départementale d'Aide Sociale et rapporteur des dossiers devant la dite commission pour les matières énumérées aux paragraphes I alinéa 1er, II.3, IV.1 et IV.2.
- Mme Anna PEROT, Inspectrice des Affaires Sanitaires et Sociales, Responsable Informatique et Organisation, pour les matières énumérées aux paragraphes I alinéa 1er, IV IV.1 et IV.2.
- M. Serge PEROT, Inspecteur des Affaires Sanitaires et Sociales, chargé des services de contrôle des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux, pour les matières énumérées aux paragraphes I alinéa 1er, II.7 alinéa 1er, III, IV.1, IV.2, IV 13, IV 16, IV 17.
- M. Gérard PENINON, Inspecteur des Affaires Sanitaires et Sociales, chargé des services de contrôle des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux, pour les matières énumérées aux paragraphes I alinéa 1er, II.5, II.7 alinéa 1er, III, IV.1 et IV.2.
- Mme Françoise THIMOLEON, Inspectrice des Affaires Sanitaires et Sociales, chargée des services de contrôle des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux, pour les matières énumérées aux paragraphes I alinéa 1er, II.7 alinéa 1er, III, IV.1 et IV.2.
- Mademoiselle le Docteur Gisèle ADONIAS, Médecin Inspecteur de Santé Publique, pour les matières énumérées au paragraphe I alinéa 1er, III, IV et V ; Mmes Christine TEILLET, secrétaire administratif, Fabienne GIRARD, adjoint administratif, Danièle PRIN, adjoint administratif, pour les matières énumérées aux paragraphes IV.1 et IV.2 ; Mme Pascale CHESSE, infirmière de santé publique pour les matières énumérées au paragraphe IV 16.
- M. Michel MARZIN, Ingénieur en Chef du Génie Sanitaire, pour les matières énumérées aux paragraphes I alinéa 1er, V.7 et V.8, V9, V10, V11, V12, V13
- Mme Claudie DANIAU, Conseillère Technique Départementale en Travail Social, pour les matières énumérées aux paragraphes I alinéa 1er, II.6 à II.8, II.10 à 12, et VI.
- M. Gérard PIGNON, animateur du dispositif départemental d'insertion, pour les matières énumérées aux paragraphes II.7 à II.9 et II.11. à II.12
- Mme Cécile ARNAL, assistante sociale pour les matières énumérées au II 12.

ARTICLE 5 - La présente délégation donnée à Mme Danielle HERNANDEZ réserve à la signature de M. le Préfet les

correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires. Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun. La directrice départementale rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où elle a délégué.

ARTICLE 6 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.111 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 7 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.174
portant délégation de signature à Mme Michèle JOIGNY
Directrice Départementale de l'Equipement

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
VU le décret n° 97.1198 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement du 1er de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
VU le décret n° 97.1199 du 24 décembre 1997 pris pour l'application au Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement de l'article 2 (2è) du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté en date du 22 décembre 2000 du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement portant nomination de Mme Michèle JOIGNY en qualité de Directrice Départementale de l'Equipement de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Michèle JOIGNY, Directrice Départementale de l'Equipement de la Vendée, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions suivantes :

I - ADMINISTRATION GENERALE

I.1 - Personnel

I.1.a -

- Gestion des conducteurs des travaux publics de l'Etat Décret n° 66.900 du 18 novembre 1966
- Gestion des contrôleurs des travaux publics de l'Etat Décret n° 88.399 du 21 avril 1988

I.1.b -

- Gestion des agents des travaux publics de l'Etat et des ouvriers professionnels des travaux publics de l'Etat Décret n° 66.901 du 18 novembre 1966 et arrêté du 20 août 1976 modifié

- Gestion des agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.

Décret n° 91.393 du 26 avril 1991

I.1.c -

- Gestion des dessinateurs, des adjoints administratifs et des agents administratifs. Décret n° 90.302 du 4 avril 1990
- Gestion de certains personnels non titulaires de l'Etat Décret n° 90.712 & 90.713 du 1er août 1990
- Attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels du Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement Décret n° 86.83 du 17 janvier 1986
Décret n° 2000.1129 du 20 novembre 2000
Décret n° 91.1067 modifié du 14 octobre 1991

I.1.d -

En ce qui concerne les fonctionnaires autres que ceux énumérés ci-dessus, les stagiaires et les agents non titulaires de l'Etat

Décret n° 86.351 du 6 mars 1986 -
Arrêtés n° 88.2153 du 8 juin 1988 &
n° 88.3389 du 21 septembre 1988
Arrêté du 31 décembre 1991

- Octroi du congé pour naissance d'un enfant "
- Octroi des autorisations spéciales d'absence pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte d'une maladie contagieuse. "
- Octroi des autorisations spéciales d'absence pour l'exercice du droit syndical et pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, ainsi que des congés pour formation syndicale et des congés "

en vue de favoriser la formation des cadres et d'animateurs	
- Octroi des congés de formation professionnelle	"
- Octroi des congés annuels, des congés de maladie "ordinaire", des congés pour maternité ou adoption, des congés occasionnés par un accident de service ou de travail ou une maladie professionnelle, des congés de longue maladie et de longue durée, des congés de grave maladie et des congés de maladie sans traitement et des congés susceptibles d'être accordés aux fonctionnaires réformés de guerre (article 41 de la loi du 18 mars 1928).	"
- Octroi du congé pour l'accomplissement du service national ou d'une période d'instruction militaire	"
- Affectation à un poste de travail lorsque cette mesure n'entraîne ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel :	"
. de tous les fonctionnaires de catégorie B, C, D	
. des fonctionnaires suivants de catégorie A :	
. Attachés Administratifs ou assimilés	
. Ingénieurs des travaux publics de l'Etat ou assimilés	
Toutefois, la désignation des chefs de subdivisions territoriales, qu'ils appartiennent à la catégorie A ou B, est exclue de la présente délégation	
. de tous les agents non titulaires de l'Etat	
- Octroi de disponibilité des fonctionnaires en application des articles 43 (mise en disponibilité d'office) et 47 (mise en disponibilité de droit) du décret n° 85.986 du 16 septembre 1985	"
- Octroi aux agents non titulaires des congés pour élever un enfant de moins de huit ans ou atteint d'une infirmité exigeant des soins continus, des congés pour raisons familiales.	Arrêté du 2 octobre 1989
- Octroi aux fonctionnaires stagiaires des congés sans traitement	"
- Octroi du congé parental	"
- Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel	"
- Réintégration des fonctionnaires, fonctionnaires stagiaires et agents non titulaires lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine dans les cas suivants :	"
. au terme d'une période de temps partiel	
. après accomplissement du service national (sauf pour les ingénieurs des T.P.E. & attachés administratifs des services extérieurs)	
. au terme d'un congé de longue durée, de longue maladie, de grave maladie	
. mi-temps thérapeutique après congé de longue maladie et de longue durée	
Il est dérogé aux dispositions précédentes à l'égard des fonctionnaires des corps techniques des Bâtiments de France	
I.1.e -	
- Liquidation des droits des victimes d'accidents du travail	Circulaire A 31 du 19 août 1947
I.1.f -	
- Concession de logement	Arrêté du 13 mars 1957
I.1.g -	
- Attribution des aides matérielles	Circulaires n° 77.57 du 28 mars 1977, n° 77.98 du 30 juin 1977 et lettre circulaire du 27 février 1986
I.2 - Responsabilité civile	
I.2.a -	
- Règlements amiables des dommages matériels causés à des particuliers	Circulaire n° 52.68.26 du 15 octobre 1968
I.2.b -	
- Règlements amiables des dommages subis ou causés par l'Etat du fait d'accidents de la circulation	Arrêté du 30 mai 1952
I.3 - Personnel du cadre départemental mis à disposition	
Toutes mesures d'ordre hiérarchique relatives à son emploi (présence, congés, propositions de notation) à l'exclusion des mesures de gestion qui relèvent du Président du Conseil Général	Convention en date du 22 décembre 1987 relative aux modalités de transfert et de mise à disposition du département des services extérieurs du Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports
I.4 - Organisation des services	
I.4.a	
- Attributions des unités d'un service	Décret du 20 octobre 1999 modifiant le décret du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets
- Mesures d'ajustement de l'organisation d'un service	

II - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE

II.1 - Gestion et conservation du domaine public routier national

II.1.a -

- Autorisations d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat

II.1.b - Cas particuliers

a) pour le transport du gaz

b) pour la pose de canalisations d'eau, de gaz et d'assainissement

c) pour l'implantation de distributeurs de carburants

. sur le domaine public (hors agglomération)

. sur terrain privé (hors agglomération)

. en agglomération (domaine public ou terrain privé)

d) délivrance, renouvellement et retrait des autorisations d'emprunt ou de traversée à niveau des routes nationales par des voies ferrées industrielles

e) approbation d'opérations domaniales

II.2 - Travaux routiers

II.2.a -

- Approbation technique des avants-projets sommaires et des avants-projets détaillés des équipements de catégorie 2 (routes nationales)

II.2.b -

- Désignation du fonctionnaire de la direction départementale de l'équipement responsable de l'enregistrement des plis dans le cas de marchés sur appel d'offres (routes nationales)

II.2.c -

- Passation des commandes de travaux, fournitures et prestations dans la limite des plafonds fixés par la réglementation pour le règlement des factures et mémoires.

II.2.d -

- Approbation des dossiers relatifs à la signalisation de direction sur le réseau national et dans les villes classées Pôles Verts

II.3 - Exploitation des routes

II.3.a -

- Autorisations individuelles de transports exceptionnels

II.3.b -

- Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers et de tous travaux annexes sur les routes nationales et les autoroutes et leurs dépendances, de toutes manifestations temporaires sur les routes nationales et leur dépendances, et pour les avis préalables délivrés en la matière sur les routes classées à grande circulation.

II.3.c -

- Etablissement des barrières de dégel sur les routes nationales et réglementation de la circulation pendant la fermeture.

II.3.d -

- Réglementation de la circulation sur les ponts situés sur les routes nationales et les routes départementales classées à grande circulation

II.3.e -

- Approbation des plans de dégagement déterminant les servitudes de visibilité (routes nationales)

II.3.f -

- Actes de procédure afférents aux acquisitions foncières relevant de la compétence de l'équipement :

. notification individuelle de l'ouverture de l'enquête parcellaire

. notification individuelle de l'arrêté de cessibilité

. notification individuelle de l'ordonnance d'expropriation

. notification individuelle des offres de l'administration

. notification individuelle du mémoire

. demande d'instance pour la fixation des indemnités

Code du domaine de l'Etat

Circulaire n° 80 du 24 décembre 1966

Circulaire n° 69.11 du 21 janvier 1969

Circulaire n° 51 du 9 octobre 1968

Arrêté préfectoral réglementaire du 15 janvier 1980

Circulaires TP n° 46 du 5 juin 1956 et n° 45 du 27 mai 1958

Circulaires interministérielles n° 71.79 du 26 juillet 1971 et n° 71.85 du 9 août 1971

Circulaires TP n° 62 du 6 mai 1954, n° 5 du 12 janvier 1955, n° 66 du 24 août 1960, n° 86 du 12 décembre 1960 et n° 60 du 27 juin 1961

Circulaire n° 69.113 du 6 novembre 1969

Circulaire n° 50 du 9 octobre 1968

Arrêté préfectoral réglementaire du 15 janvier 1980

Arrêté ministériel du 4 août 1948 - art. 1a modifié par arrêté du 23 décembre 1970

Décret n° 70.1047 du 13 novembre 1970

Circulaire n° 71.337 du 22 janvier 1971

Code des marchés - article 58 III, 61 III, 63 III

Circulaire n° 84.88 du 20 décembre 1984 (MULT) relative à la constatation et à la liquidation des dépenses (titres I à V)

Circulaire n° 91.1706 SR/RI du 20 juin 1991

Code de la route - Articles R 47 à R 52

Circulaire n° 45 du 24 juillet 1967

Code de la route - Articles R 225 et R 225.1

Décret n° 96.982 du 8 novembre 1996

Code de la Route - Article R.43.3

Code de la Route - Article R 45

Circulaire 123 du 9 décembre 1969

Code de la route - Article R 46

- . notification individuelle de la demande d'instance
- . notification individuelle de l'ordonnance de transport sur les lieux
- . notification individuelle du jugement fixant l'indemnité

II.3.g -

- Instruction des demandes et délivrance des autorisations exceptionnelles de circuler avec un véhicule routier de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge

Arrêté interministériel du 27 décembre 1974 modifié

II.3.h -

- Arrêtés et avis pris en application des articles R. 26, R. 26.1 et R. 27 (priorités de passage aux intersections), R. 225 (police de la circulation) du code de la route, sauf dans les cas où une divergence d'appréciation existerait avec les élus concernés

II.3.i -

- Dérogation à l'interdiction de l'usage des véhicules à des fins essentiellement publicitaires en bordure des routes nationales hors agglomération

Décret n° 82.764 du 6 septembre 1982 (article 1er)

III - DOMAINE PUBLIC MARITIME ET FLUVIAL

III.1 - Gestion et conservation du domaine public maritime

III.1.a -

- Actes d'administration du domaine public maritime

Code du domaine de l'Etat, Article R. 53

III.1.b -

- Autorisations d'occupation temporaire

Code du domaine de l'Etat, Article R. 53

III.1.c -

- Délimitation, côté terre, des lais et relais de mer

Décret n° 66.413 du 17 juin 1966 (article 2)

III.1.d -

- Désignation des terrains réservés en application de la loi n° 63.1178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime

Décret n° 66.413 du 17 juin 1966 (article 8)

III.1.e -

- Autorisations de construction ou addition de construction sur terrains réservés en application de l'article 4 (§ 3) de la loi n° 63.1178 du 28 novembre 1963 relative au domaine public maritime

Décret n° 66.413 du 17 juin 1966 (article 9)

III.2 - Gestion et conservation du domaine public fluvial

III.2.a -

- Actes d'administration du domaine public fluvial

Code du domaine de l'Etat, article R. 53

III.2.b -

- Autorisations d'occupation temporaire

Code du domaine de l'Etat, article R. 53

III.2.c -

- Autorisations de prise d'eau et d'établissement temporaire

Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, article 33

III.2.d -

- Autorisations des installations d'ouvrage, d'activité ou de travaux sur le domaine fluvial.

Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, article 33

III.3 - Cours d'eau non domaniaux pour leur partie urbaine

III.3.a -

- Police et conservation des eaux

Code rural, articles 103 à 113

III.3.b -

- Curage, élargissement et redressement

Code rural, articles 114 à 122

IV - CONSTRUCTION

IV.1 - Logement

IV.1.a - Prêts

IV.1.a.1 - P.L.A. - P.L.U.S.

- Décisions d'agrément relatives aux autres prêts locatifs sociaux
- Décisions de subvention et d'agrément relatives aux prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations
- Décisions de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière)
- Décisions de subvention pour l'acquisition de terrains ou d'immeubles bâtis
- Dérogation à la mise conformité avec les normes d'habitabilité en fonction de la structure de l'immeuble des logements acquis et améliorés
- Dérogation à l'ancienneté minimale de 20 ans requise pour les logements acquis et améliorés dans un immeuble

Article R. 331.17 du CCH

Article R. 331.1 du CCH

Article R. 331.24 du CCH

Article R. 331.25 du CCH

Arrêté du 10 juin 1996 (art 5)

Arrêté du 10 juin 1996 (art 9)

ancien

- Dérogation portant sur les caractéristiques techniques et dimensionnelles des logements foyers, décrites à l'annexe III de l'arrêté du 10 juin 1996
- Dérogation portant sur la mise en conformité avec les normes d'habitabilité pour les logements foyers pour personnes âgées et les résidences sociales réalisés en acquisition-amélioration

Arrêté du 10 juin 1996 (art 11 - paragraphe 1)

Arrêté du 10 juin 1996 (art 11 - paragraphe 2)

IV.1.a.2 - P.A.P.

- Décisions favorables au maintien, au transfert et à l'annulation des prêts aidés par l'Etat destinés à la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements en accession à la propriété en secteur groupé et en secteur diffus, dans le cadre du programme arrêté par l'autorité préfectorale.
- Autorisations de location et prolongation de 3 ans de la durée de location d'un logement ayant bénéficié d'un P.A.P.
- Autorisations de location pour une période maximale de 6 ans d'un logement ayant bénéficié d'un P.A.P. entre la date d'achèvement des travaux et l'occupation régulière par le bénéficiaire après sa mise à la retraite ou son retour d'outre-mer ou de l'étranger
- Décisions de maintien de prêts aidés par l'Etat au profit de l'organisme prêteur adjudicataire après saisie immobilière et transfert ultérieur à un acquéreur
- Régime du financement des logements n'ayant pas fait l'objet du transfert ou du maintien du préfinancement (PAP-locatif). Autorisation pour maintien ou transfert du préfinancement aux constructeurs.
- Autorisation pour le transfert des PAP locatifs aux investisseurs si le logement reste à usage locatif.

C.C.H. Article R. 331.32, R. 331.43, R. 331.44, R. 331.45, R. 331.47
Arrêté du 7 septembre 1978 (article 2)

C.C.H. - Article R. 331.43

C.C.H. - Article R. 331.41

Circulaire 120.86 du 27 janvier 1982
Circulaire 150.220 du 3 mai 1985

C.C.H. - Article R. 331.59.5

C.C.H. - Article R. 331.59.7, 2è tiret

IV.1.b - Prêts conventionnés

- Autorisations de location et prolongation de 3 ans de la durée de location d'un logement ayant bénéficié d'un prêt conventionné
- Dérogations aux surfaces minimales autorisées pour les opérations d'acquisitions et d'amélioration
- Dérogations aux normes minimales d'habitabilité requises pour les opérations d'acquisitions et d'amélioration
- Dérogations à l'ancienneté minimale de 20 ans prévue pour les opérations d'acquisition et d'amélioration

C.C.H. - Article R. 331.66

Arrêté du 1er mars 1978 (article 5)

Arrêté du 1er mars 1978 (article 5)

Arrêté du 1er mars 1978 (article 7)

IV.1.c - Primes

IV.1.c.1 -

- Décisions de maintien, transfert, modification, suspension et annulation de primes à la construction
- Autorisations de location de logements ayant bénéficié de primes à la construction

C.C.H. - Articles R. 311.17, 18, 19, 20, 21, 22, 30, 31, 33, 47, 48, 49, 56, 63

IV.1.c.2 - P.A.H.

- Décisions de principe d'octroi, de paiement, de rejet d'annulation et de remboursement de primes à l'amélioration de l'habitat
- Dérogations à l'ancienneté minimale de 20 ans requise pour les P.A.H. en fonction de l'urgence et de l'intérêt des travaux
- Dérogations à la mise en conformité totale avec les normes minimales d'habitabilité en fonction de la structure de l'immeuble
- Décisions d'octroi de paiement des primes à l'amélioration de l'habitat financées sur le fonds spécial grands travaux
- Autorisations de prorogation du délai dans lequel le bénéficiaire d'une P.A.H. est tenu de justifier de l'achèvement des travaux
- Autorisations de commencer les travaux avant la notification de la décision d'octroi de prime
- Autorisations de location d'un logement ayant bénéficié d'une P.A.H.
 - . soit pour la période de 3 ou 5 années qui s'écoule entre la date du versement du solde de la prime et celle de l'occupation régulière par le bénéficiaire après sa mise à la retraite ou son retour d'un département d'outre-mer ou de l'étranger
 - . soit lorsqu'il y a cessation d'occupation du logement, pour

C.C.H. - Articles R. 322.10, 13, 14, 15, 16

C.C.H. - Article R. 322.4

Arrêté du 20 novembre 1979 (article 2)

Décret n° 84.498 du 22 juin 1984 (article 1)
Décret n° 82.404 du 13 mai 1982
Instruction AFME du 26 juillet 1984
C.C.H. - Article R. 322.11

C.C.H. - Article R. 322.5

C.C.H. - Article R. 332.16

raisons professionnelles, limitée à une durée de 3 ans.
Cette durée peut être prolongée de 3 ans

IV.1.c.3 - P.A.H.R.

- Décisions de principe de paiement, d'annulation et de remboursement de primes à l'amélioration de l'habitat rural
- Autorisations de prorogation du délai dans lequel le bénéficiaire d'une P.A.H.R. est tenu de justifier de l'achèvement des travaux

C.C.H. - Articles R. 324.12, 14, 15, 16

C.C.H. - Article R. 324.12

- Autorisations de prorogation du délai au terme duquel le logement doit être occupé

C.C.H. - Article R. 324.14

- Autorisations de location d'un logement ayant bénéficié d'une P.A.H.R.

C.C.H. - Article R. 324.17

. soit pour la période de 3 ou 5 années qui s'écoule entre la date du versement du solde de la prime et celle de l'occupation régulière par le bénéficiaire après sa mise à la retraite ou son retour d'un département d'outre-mer ou de l'étranger

. soit lorsqu'il y a cessation d'occupation du logement, pour raisons professionnelles, limitée à une durée de 3 ans.

Cette durée peut être prolongée de 3 ans

IV.1.c.4 - Travaux pour insalubrité

- Décisions de principe et d'octroi, de rejet, de paiement d'annulation et de remboursement de subventions accordées aux personnes physiques effectuant des travaux tendant à remédier à l'insalubrité des logements dont elles sont propriétaires

C.C.H. - Articles R. 523.3, 7, 8, 10, 12

- Autorisations à titre exceptionnel de commencer les travaux avant la décision d'octroi de la subvention lorsque l'urgence et l'intérêt de ces travaux le nécessitent

C.C.H. - Article R. 523.5

- Autorisations pour raisons professionnelles ou familiales de louer le logement selon les conditions fixées par l'article R. 331.41 (2^e) alinéa 2

C.C.H. - Article R. 523.9

IV.1.c.5 - Primes de déménagement

- Primes de déménagement et de réinstallation

C.C.H. Articles L. 631.1, 2, 6

1) attribution

2) exemption de reversement par le bénéficiaire de la prime en cas de non exécution des engagements

- Primes complémentaires de déménagement, liquidation et mandatement

Arrêté du 12 novembre 1963 (article 6)

IV.1.d - P.A.L.U.LO.S.

- Décisions d'octroi des P.A.L.U.LO.S.

C.C.H. - Article R. 323.7

- Dérogations à la date d'achèvement avant le 31.12.1967 des immeubles bénéficiant de la P.A.L.U.LO.S.

C.C.H. - Article R. 323.3

- Dérogations à la mise en conformité totale avec les normes d'habitabilité en fonction de la structure de l'immeuble pour l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale

Arrêté du 30 septembre 1977 (article 2)

- Décisions d'octroi et de règlement des aides à l'amélioration thermique des logements sociaux financés sur le fonds spécial grands travaux

Décret n° 82.404 du 13 mai 1982 (article 14)

Décret n° 84.498 du 22 juin 1984 (article 1)

Circulaire n° 82.83 du 7 décembre 1982 (2.4)

Instruction AFME du 21 janvier 1983

Circulaire AFME du 27 juin 1984

C.C.H. - Article R. 323.24

- Décisions d'octroi de subventions relatives aux petits travaux d'amélioration de l'habitat et de la vie quotidienne

- Autorisations à titre exceptionnel de commencer les travaux avant la décision d'octroi de subvention

C.C.H. - Article R. 323.9 - Article 323.27

IV.1.e - Conventonnement

IV.1.e.1 -

- Conventions conclues en application de l'article 7, paragraphes 2, 3 et 4 de la loi 77.1 du 3 janvier 1977

C.C.H. - Article L. 351.2

IV.1.e.2 -

- Attestation d'exécution conforme des travaux d'amélioration de l'habitat en vue de la liquidation de l'A.P.L. dans le cadre du conventionnement.

C.C.H. - Articles R. 353.32, R. 353.57 et circulaire 79.06 du 11 janvier 1979

IV.1.f - Divers

IV.1.f.1 -

- Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire

C.C.H. - Article L. 641.8

IV.1.f.2 -

- Autorisations de transformation et changement d'affectation de locaux.

C.C.H. - Article R. 631.4

IV.1.f.3 -	
- Attribution aux bâtiments d'habitation d'un label "confort acoustique".	Arrêté du 10 février 1972 (article 18)
IV.1.f.4 -	
- Attribution aux bâtiments d'habitation d'un label "haute isolation".	Arrêté du 4 novembre 1980
IV.1.f.5 -	
- Décisions concernant les dossiers individuels de demande de financements au titre de la consultation lancée auprès des professionnels pour la promotion d'entreprises ou de groupements capables de fournir un service complet de travaux d'économie d'énergie.	Décret n° 81.150 du 16 février 1981 Arrêtés des 16 et 27 février 1981 Circulaire n° 81.14 du 2 mars 1981
IV.1.f.6 -	
- Autorisations de changement de destination	C.C.H. - Article L. 631.7
IV.1.f.7 -	
- Commission d'arrondissement pour l'accessibilité aux personnes handicapées :	Arrêté préfectoral 95 - C.A.B.O.M. 06 du 4 décembre 1995
a) P.V. des séances ayant pour objet l'étude d'un projet de construction, d'extension ou d'aménagement d'un établissement.	
b) PV des séances ayant pour objet de procéder à des visites de réception précédant l'ouverture d'un établissement.	
IV.2 - H.L.M.	
IV.2.a -	
- Accords préalables à la consultation des entreprises en vue de la passation des marchés de reconduction et à la passation de ces marchés par :	C.C.H. - Article R. 433.35
. les offices publics d'H.L.M.	
. les sociétés d'H.L.M.	
IV.2.b -	
- Accords préalables à la passation des marchés négociés sans limitation de montant par :	C.C.H. - Articles R. 433.29 & 433.33
. les offices publics d'H.L.M.	
. les sociétés d'H.L.M.	
IV.2.c -	
- Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupés dans le cadre départemental en vue de coordonner des projets de constructions, des études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	C.C.H. - Article 433.1
IV.2.d -	
- Délivrance des autorisations prévues en matière d'aliénation du patrimoine immobilier des organismes d'H.L.M.	C.C.H. - Articles L. 423.4 et R. 423.84 et arrêté du 20 octobre 1970
IV.2.e -	
- Autorisations accordées aux offices et sociétés d'H.L.M. de constituer des commissions spécialisées	Arrêté du 16 janvier 1962
IV.2.f -	
- Autorisations accordées aux offices et sociétés d'H.L.M. de traiter par voie de marché négocié pour la reconduction de projets pour des opérations de moins de 200 logements.	Arrêté du 15 octobre 1963
IV.2.g - Décisions de financement d'H.L.M.	
IV.2.g.1 - Bonifications	C.C.H. - Article R. 431.51
IV.2.g.2 -	
- Dans le cadre du programme approuvé par l'autorité préfectorale, prêts consentis par la caisse des prêts aux organismes d'H.L.M. pour les opérations du secteur locatif régionalisé, d'une part et, d'autre part, pour l'ensemble des opérations du secteur "accession à la propriété"	C.C.H. - Article R. 431.37
IV.2.g.3 -	
- Bonifications d'intérêt et prêts accordés en vue du financement de la construction d'immeubles H.L.M. locatifs ou destinés à l'accession à la propriété	Circulaire n° 69.20 du 18 février 1969
IV.2.g.4 -	
- Clôture financière des opérations de construction d'H.L.M.	Circulaire n° 72.15 du 2 février 1972
IV.2.g.5 -	
- Ajustement du prêt principal et des prêts à taux normal destinés à assurer l'équilibre financier des opérations locatives	Circulaire n° 71.128 du 19 novembre 1971
IV.2.g.6 -	
- Appréciation des cas particuliers lorsqu'il s'agit de déterminer la situation familiale pour l'obtention du prêt familial	Arrêtés des 21 mars 1966 et 21 mars 1968

V - AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME

V.1 - Règles d'urbanisme

V.1.a -

- Dérogations aux règles posées en matière d'implantation et de volume des constructions et aménagements des règles prescrites

C.U. - Article R. 111.20

V.1.b -

- Dérogations permettant l'octroi du permis de construire des terrains compris dans les emprises de routes nationales ou d'autoroutes projetées

Décret n° 58.1316 du 23 décembre 1958 (article 2)

V.1.c -

- Consultation des services de l'Etat sur le projet de P.L.U. arrêté par délibération du conseil municipal

Décret n° 83.813 du 9 septembre 1983

V.1.d -

- Diffusion des dossiers de P.L.U. approuvés auprès des différents services de l'Etat associés à l'élaboration

Décret n° 83.813 du 9 septembre 1983

V.1.e -

- Transmission des dossiers de permis de construire, permis de démolir, autorisations d'installations ou de travaux divers et autorisations de lotir au préfet de région (DRAC).

Décret n° 2002/89 du 16 janvier 2002 (article 3)

V.2 - Lotissements dans les communes où le transfert de compétences pour la délivrance des actes d'urbanisme est intervenu ainsi que dans les cas d'exception de l'article L.421.2.1 du code de l'urbanisme

V.2.a -

- Lettres indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision devra lui être notifiée et l'avisant que sous certaines réserves et à l'exception des cas cités à l'article R. 315.1 ladite lettre vaudra autorisation de lotir

C.U. - Articles R. 315.15 et R. 315.21

V.2.b -

- Lettres de demande de pièces complémentaires dans le cas où le dossier est incomplet, ou de dossier en nombre supplémentaire

C.U. - Article R. 315.16

V.2.c -

- Lettres rectificatives de la date à laquelle la décision devrait être notifiée

C.U. - Article R. 315.20

V.2.d -

- Autorisations de lotir, sauf pour les lotissements pour lesquels les avis du maire et du D.D.E. sont divergents

C.U. - Articles R. 315.31.4 & R. 315.40

V.2.e -

- Autorisations de modification de tout ou partie des documents concernant les lotissements

C.U. - Article L. 315.3

V.2.f -

- Autorisations de vendre ou de louer des lots d'un lotissement avant exécution des travaux de finition

C.U. - Article R. 315.33 paragraphe a

V.2.g -

- Autorisations de vendre ou de louer par anticipation des lots d'un lotissement

C.U. - Article R. 315.33 paragraphe b

V.2.h -

- Délivrance du certificat mentionnant l'exécution partielle ou totale des prescriptions imposées par l'arrêté d'autorisation

C.U. - Article R. 315.36 paragraphes a, b, c

V.3 - Actes d'occuper le sol ou de construire, dans les communes où le transfert de compétences pour la délivrance des actes d'urbanisme est intervenu ainsi que dans les cas d'exception de l'article L. 421.2.1 du code de l'urbanisme

V.3.a - Certificats d'urbanisme

- Délivrance des certificats d'urbanisme, sauf dans le cas où la Directrice Départementale de l'Equipement ne retient pas les observations du maire

C.U. - Article R. 410.23

V.3.b - Permis de construire

V.3.b.1 -

- Lettres indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision de permis de construire devra lui être notifiée et l'avisant que, à défaut de décision avant la date fixée, ladite lettre vaudra permis de construire

C.U. - Article R. 421.12

V.3.b.2 -

- Lettres de demande de pièces complémentaires nécessaires à l'instruction du dossier

C.U. - Article R. 421.13

V.3.b.3 -

- Lettres modifiant la date limite fixée pour la notification de la

C.U. - Article R. 421.18

décision de permis de construire

V.3.b.4 -

- Avis du service gestionnaire de la voirie nationale

C.U. - Article R. 421.15

V.3.b.5 -

- Avis du représentant de l'Etat dans le cas de constructions situées sur une partie du territoire non couverte par une carte communale, un P.L.U., ou un plan de sauvegarde ou dans un périmètre où des mesures de sauvegarde peuvent être appliquées (art. L.111.7)

C.U. - Article L. 421.2.2.b

V.3.b.6 -

- Décisions pour les permis objets des alinéas

C.U. - Article R. 421.36

1- constructions édifiées pour le compte de l'Etat, de la région ou du Département, de leurs établissements publics ou de leurs concessionnaires, à l'exception des logements sociaux supérieurs à 10 logements.

2 - constructions à usage industriel, commercial ou de bureaux lorsque la surface hors œuvre nette est supérieure ou égale à 1 000 m² et inférieure à 3 000 m²

3 - participation à :

3.1 - aires de stationnement

3.2 - dépenses d'équipements publics

3.3 - cessions gratuites de terrain à une collectivité publique autre que la commune

4 - dérogation ou adaptation mineure

5 - sursis à statuer

6 - ouvrages de production, transport, distribution et stockage d'énergie visés à l'article R.490-3 1°

7 - Changement de destination en application de l'article L. 631.7 du C.C.H.

8 - Cas prévus par l'article R. 421.38.8 (R. 421.38.2 à 7)

9 - constructions en secteur sauvegardé, avant publication du Plan de sauvegarde et de mise en valeur

V.3.b.7 -

- Prorogation des permis délivrés par l'autorité préfectorale

C.U. - Article R. 421.32

V.3.b.8 -

- Attestations délivrées à toute personne certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue ou indiquant les prescriptions inscrites dans le permis de construire

C.U. - Article R. 421.31

V.3.c - Permis de démolir

C.U. - Article R. 430.15.6

V.3.c.1 -

- Lettres de demandes des pièces obligatoires manquantes pour permettre l'instruction du dossier de permis de démolir

C.U. - Articles R. 430.8 - R. 430.10.8

V.3.c.2 -

- Avis du représentant de l'Etat dans le cas de l'article L. 430.1.a

C.U. - Article R. 430.10.2

V.3.c.3 -

- Avis du représentant de l'Etat dans le cas de constructions définies à l'article L. 421.2.2.b

C.U. - Article R. 430.10.3

V.3.c.4 -

- Décisions, sauf dans les cas où le maire et la Directrice Départementale de l'Équipement ont émis des avis opposés

C.U. - Article R. 430.15.4

V.3.c.5 -

- Attestations délivrées à toute personne certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue ou indiquant les prescriptions inscrites dans le permis de démolir

C.U. - Article R. 430.17

V.3.d - Déclarations préalables et clôture

V.3.d.1 -

- Lettres indiquant au pétitionnaire l'augmentation à 2 mois du délai à l'expiration duquel, s'il n'a pas reçu de réponse, les travaux pourront être exécutés

C.U. - Article R. 422.5 - 2^e alinéa

V.3.d.2 -

- Lettres déclarant le dossier incomplet et demandant la production de pièces obligatoires manquantes

C.U. - Article R. 422.5 - 1^{er} alinéa

V.3.d.3 -

- Décisions dans les cas énoncés aux alinéas 1,4, 5, 8, 10, 11 et 12 de l'article R. 421.36 du code de l'urbanisme :

C.U. - Articles R. 422.9 - R. 421.36

1 - travaux réalisés pour le compte de l'Etat, de la Région ou du Département, de leurs établissements publics et de leurs concessionnaires

4 - participation pour les aires de stationnement, dépenses

d'équipements publics, cessions gratuites de terrains à une collectivité autre que la commune

5 - dérogation ou adaptation mineure

8 - ouvrages de production, transport, distribution et stockage d'énergie visés à l'article R.490-3 1°

10 - changements de destination en application de l'article L.631-7 du C.C.H.

11 - cas prévus par l'article R. 421.38.2 à 8 du code de l'urbanisme

12 - Secteur sauvegardé avant publication du Plan de sauvegarde et de mise en valeur

V.3.e - Autorisations d'installations et travaux divers

V.3.e.1 -

- Lettres indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision d'autorisation d'installations et travaux divers devra lui être notifiée et l'avisant que, à défaut de décision avant la date fixée, ladite lettre vaudra autorisation

C.U. - Articles R. 442.4.4 et R. 441.6

V.3.e.2 -

- Lettres de demande de pièces obligatoires manquantes

C.U. - Articles R. 443.4.5 - R. 441.6.1

V.3.e.3 -

- Décisions relatives aux installations et travaux divers dans les cas 2è, 3è et 5è de l'article R.442-6-4

C.U. - Article R. 442.6.4

V.3.f - Autorisation de camping et de caravanage

V.3.f.1 -

- Lettres indiquant au pétitionnaire la date à laquelle la décision d'autorisation d'aménager le terrain de camping ou de caravanage devra lui être notifiée et l'avisant que, à défaut de décision avant la date fixée, ladite lettre vaudra autorisation

C.U. - Articles 443.7.2 - R. 421.12

V.3.f.2 -

- Lettres de demande de pièces complémentaires nécessaires à l'instruction du dossier

C.U. - Articles R. 443.7.2 - R. 421.13

V.3.f.3 -

- Lettres modifiant la date limite fixée pour la notification de la décision

C.U. - Articles R. 443.7.2 - R. 421.18

V.3.f.4 -

- Attestations délivrées à toute personne certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue ou indiquant les prescriptions inscrites dans la décision

C.U. - Articles R. 443.7.2 - R. 421.31

V.3.f.5 -

- Certificats constatant l'achèvement des travaux et tenant lieu de certificat de conformité

C.U. - Articles R. 443.8 - R. 460.1

V.3.g - Certificats de conformité

V.3.g.1 -

- Certificats positifs ou négatifs dans les communes sans P.L.U. approuvé

C.U. - Article R. 460.4.2

V.3.g.2 -

- Certificats positifs ou négatifs dans les communes avec P.L.U. approuvé dans les cas d'exception de l'article L. 421.2.1 ainsi que dans le cas prévu à l'article R.490-3

C.U. - Article R. 460.4.1.2è

VI - TRANSPORTS ROUTIERS

VI.1 - Réglementation des transports de voyageurs

Toutes décisions à prendre en application des articles 5, 8, 9 (inscriptions au registre des transports publics routiers de personnes); 33 à 40 (autorisations pour services occasionnels); 44 (contrôle du respect par les entreprises de la réglementation sociale) du décret n° 85.891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes.

VI.2 - Réglementation des transports de marchandises

Toutes décisions à prendre pour l'application des articles 23 2° et 3° (autorisation de transport) ; 25 à 27 (licences de transports et certificats d'inscription) ; 28 (autorisations au voyage pour des transports d'intérêt général lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent) ; 29 et 30 (inscriptions et licences à délivrer à la S.N.C.F.) ; 35 à 37 (inscription au registre des loueurs et exemptions d'inscription, certificats de licence de location) ; 42 (autorisations à accorder aux courtiers de fret et pour

l'exploitation des bureaux de ville) ; 48 (contrôle des entreprises)
du décret n° 49.1473 du 14 novembre 1949 modifié relatif à la
coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers.

VII - CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

VII.1 -

- Suppressions ou remplacements des barrières de passages à niveau Arrêtés T.P. des 23 août 1952 et 30 octobre 1962

VII.2 -

- Déclarations d'inutilité aux chemins de fer des immeubles
valant moins de 500 F Arrêté du 6 août 1963

VII.3 -

- Autorisations d'installation de certains établissements Arrêté T.P. du 6 août 1963

VII.4 -

- Alignement des constructions sur les terrains riverains Circulaire T.P. du 17 septembre 1963

VIII - DISTRIBUTIONS PUBLIQUES D'ENERGIE ELECTRIQUE

VIII.1 -

- Permissions de voirie pour les lignes électriques empruntant
le domaine public routier national Décret du 29 juillet 1927 modifié, article 6

VIII.2 -

- Approbation des projets et autorisations d'exécution des ouvrages
de distribution d'énergie électrique Décret du 29 juillet 1927 modifié, articles 49 & 50

VIII.3 -

- Autorisations de mise sous tension des ouvrages de distribution
d'énergie électrique Décret du 29 juillet 1927 modifié, article 56

VIII.4 -

- Injonctions de coupure de courant pour la sécurité et l'exploitation
des ouvrages de distribution d'énergie électrique Décret du 29 juillet 1927 modifié, article 63

IX - POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

IX.1 -

- Avis de réception des demandes d'autorisation en application
des articles L.214-1 à L.214-6 du Titre 1er Eaux et Milieux
Aquatiques du Livre II du Code de l'Environnement Décret n° 93-742 du 29 mars 1993, article 3

IX.2 -

- Récépissés de déclarations en application des articles L.214-1
à L.214-6 du Titre 1er Eaux et Milieux Aquatiques du Livre II du
Code de l'Environnement Décret n° 93-742 du 29 mars 1993, article 30

IX.3 -

- Projets d'autorisation de police de l'eau en application des articles
L.214-1 à L.214-6 du Titre 1er Eaux et Milieux Aquatiques du
Livre II du Code de l'Environnement Décret n° 93-742 du 29 mars 1993, articles 6, 7 et 8
du 1er alinéa et les deux derniers alinéas de l'article 32

IX.4 -

- Projets d'arrêtés d'immersion de déblais de dragages en
application des articles L.218-42 à L.218-45 du Titre 1er Eaux
et Milieux Aquatiques du Livre II du Code de l'Environnement Décret n° 82-842 du 29 septembre 1982, article 21 §3

IX.5 -

- Police de l'eau - assainissement urbain
Projets d'arrêtés délimitant les cartes d'agglomération et fixant
les objectifs de réduction de flux de substances polluantes Code Général des Collectivités Territoriales,
articles R.2224-10 et R.2224-17

ARTICLE 2 : En outre délégation est donnée à Mme Michèle JOIGNY afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés et documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Michèle JOIGNY, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er du présent arrêté sera exercée par M. Olivier TRETOUT, ingénieur des Ponts et Chaussées, adjoint à la directrice départementale de l'équipement.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme JOIGNY et de M. TRETOUT, délégation de signature est donnée, dans la limite de leurs attributions respectives à :

* M. GERARD Didier, ingénieur divisionnaire des T.P.E. et à MM. GUILLET Michel et GRELIER Claude, ingénieurs divisionnaires des T.P.E. lorsqu'ils assurent son intérim, pour les matières énumérées aux I.1, I.3, II.3.a, II.3.g.

* M. GRELIER Claude, ingénieur divisionnaire des T.P.E. et MM. VIAUD Jean-Robert et DETANTE Jean-Louis, ingénieurs divisionnaires des T.P.E. lorsqu'ils assurent son intérim, pour les matières énumérées aux I.2, II, V.3.b.4, VI, VII, VIII.

* M. VIAUD Jean-Robert, ingénieur divisionnaire des T.P.E., et à MM. GRELIER Claude et DETANTE Jean-Louis, ingénieurs divisionnaires des T.P.E. lorsqu'ils assurent son intérim, pour les matières énumérées aux I.2, II.

* M. GUILLET Michel, ingénieur divisionnaire des T.P.E. et à M. GERARD Didier, ingénieur divisionnaire et M. HAVAS Olivier, ingénieur des Ponts et Chaussées et M. MALFERE Vincent, ingénieur des Ponts et Chaussées, à compter du 5 août 2002, lorsqu'ils assurent son intérim, pour les matières énumérées aux II.3.a, II.3.g et IV.

* M. HAVAS Olivier, ingénieur des Ponts et Chaussées et M. MALFERE Vincent, ingénieur des Ponts et Chaussées, à compter

du 5 août 2002, et M. DETANTE Jean-Louis lorsqu'ils assurent son intérim, pour les matières énumérées lorsqu'ils assurent son intérim, pour les matières énumérées aux I.2., III, IX 1 à 5.

* M. DETANTE Jean-Louis, ingénieur divisionnaire des T.P.E. et à M. HAVAS Olivier, ingénieur des Ponts et Chaussées et M. MALFERE Vincent, ingénieur des Ponts et Chaussées, à compter du 5 août 2002 et M. GUILLET Michel, ingénieur divisionnaire des T.P.E., lorsqu'ils assurent son intérim, pour les matières énumérées aux II.3.a, II.3.g, V.

* M. CHAROUSSET Jean, ingénieur des T.P.E., pour les matières énumérées aux II.3.a, II.3.g et VI et en cas d'absence ou d'empêchement à M. FUSELIER André, secrétaire administratif de classe supérieure des services déconcentrés.

* Mme VIAUD Marie-Annick, attachée administrative des services déconcentrés, pour les matières énumérées au VIII et en cas d'absence ou d'empêchement à M. CHAROUSSET Jean, Ingénieur des T.P.E.,

* M. BENOITEAU Jean-Christophe, attaché administratif des services déconcentrés et Mme DROUET Nadège, secrétaire administrative, pour les matières énumérées aux V.1.e, V.2.a à c, V.3.a, V.3.b.1 à 3 et 5, V.3.b.6 (3.1, 3.2, 3.3 et 8), V.3.c.1 et 3, V.3.d.1 à 3, V.3.e.1 et 2, V.3.f.1, 2, 3 et 5, V.3.g.1 et 2.

* M. COMMARD Jean-Claude, technicien supérieur en chef, pour les matières énumérées aux V.1.e, V.3.f.1, 2, 3 et 5.

* M. BOURLOIS Jacques, Ingénieur des T.P.E., pour les matières énumérées au IV.1.f.7.a et en cas d'absence ou d'empêchement à Mme LECLERCQ Géraldine, Ingénieure des T.P.E.,

* M. SOULARD René, Ingénieur des T.P.E., pour les matières énumérées au IX 1 et 3.

* MM. BERTAUD Patrice, BRU Paul, CARMOUET Alain, GANDON Benoît, GUILBAUD Vincent, LE MAITRE Loïc MEGNET Jacques, YON Marc, ZAMBON David, ingénieurs des T.P.E., MM. BRETIN Jean-Louis, POISSONNIER Marc et HEGRON Lionel, techniciens supérieurs en chef pour les matières énumérées aux II.1.a, II.1.b.b, II.2.c, II.3.b, IV.1.f.7b, V.1.e, V.3.a, V.3.b.1 à 5, V.3.b.6 (3.1, 3.2, 3.3 et 8), V.3.c.1 et 3, V.3.d.1 à 3, V.3.e.1 et 2, V.3.f.1, 2, 3 et 5, V.3.g.1 et 2 de l'article premier et pour les décisions concernant les lotissements et reprises aux V.2.a, V.2.b, V.2.c, V.2.e, V.2.f, V.2.g, V.2.h.

En cas de congés annuels, d'absences en raison d'une autorisation exceptionnelle dans la limite de 3 jours, de congés de maladie dans la limite de 5 jours, d'absences pour un motif lié à la formation et en dehors d'une vacance de poste ou de congés de longue durée, les délégations de signature accordées aux chefs de subdivisions de la direction départementale de l'équipement seront subdélégées à leurs adjoints nommément désignés conformément au tableau ci-après :

* pour les matières énumérées aux II.1.a, II.1.bb, II.2.c, II.3.b

Beauvoir les Iles

Challans

Chantonnay

Fontenay le Comte

Les Herbiers

Luçon-Sainte Hermine

Mareuil sur Lay

Montaigu

Pouzauges - La Châtaigneraie

La Roche sur Yon

Les Sables d'Olonne

Saint Gilles Croix de Vie

* pour les matières énumérées aux II.2.b, M. TOURNIER Yves, technicien supérieur en chef.

* pour les matières énumérées aux V.1.e, V.3.a, V.3.b.1 à 5, V.3.b.6 (3.1, 3.3, et 8), V.3.c.1 et 3, V.3.d.1 à 3, V.3.e.1 et 2, V.3.f.1, 2, 3 et 5, V.3.g.1 et 2 et pour les décisions concernant les lotissements et reprises aux V.2.a, V.2.b, V.2.c, V.2.e, V.2.f, V.2.g, V.2.h, V.2.i.

Beauvoir les Iles

Challans

Chantonnay

Fontenay le Comte

Les Herbiers

Luçon-Sainte Hermine

Mareuil-sur-Lay

Montaigu -

Pouzauges - La Châtaigneraie

La Roche sur Yon

Les Sables d'Olonne

Saint Gilles Croix de Vie

ARTICLE 5 : La présente délégation donnée à Mme Michèle JOIGNY réserve à la signature du Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le Préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

La Directrice Départementale rendra compte périodiquement au Préfet les décisions intervenues dans les domaines où elle a délégation.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.112 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et la Directrice Départementale de l'Equipement, sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.175
portant délégation de signature à M. Thierry HECKMANN
Directeur des services d'archives de la Vendée.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU la loi n° 79.18 du 3 janvier 1979 sur les archives ;
VU le décret n° 79.1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publics et à la coopération entre administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques, et l'ensemble des textes visés par ce décret ;
VU le décret n° 79.1038 du 3 décembre 1979 relatif à la communicabilité des documents d'archives publiques ;
VU le décret n° 79.1040 du 3 décembre 1979 relatif à la sauvegarde des archives publiques ;
VU le décret N° 86.102 du 20 janvier 1986 relatif à l'entrée en vigueur du transfert de compétence dans le domaine de la culture ;
VU le décret n° 88.849 du 28 juillet 1988 relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat sur les archives des collectivités territoriales ;
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté ministériel du 29 juillet 1988 nommant M. Thierry HECKMANN, directeur des services d'archives du département de la Vendée ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Thierry HECKMANN, directeur des services d'archives du département de la Vendée, à l'effet de signer dans le cadre des attributions dévolues à son service et relevant de la compétence de l'Etat dans le département :

Toutes décisions dans les matières suivantes :

- contrôle des archives publiques, autres que celles relevant du département, définies par la loi n° 79.18 du 3 janvier 1979 susvisée et dans les conditions fixées par le décret n° 88.849 du 28 juillet 1988 susvisé ;
- traitement de ces archives après leur remise à titre temporaire ou définitif aux archives du département ;
- sauvegarde des archives privées et contrôle des archives privées classées dans les conditions fixées par le décret n° 79.1040 du 3 décembre 1979 précité.

ARTICLE 2 - En outre, délégation est donnée à M. Thierry HECKMANN afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry HECKMANN, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par Mlle Claude-Sophie LARONZE, documentaliste au service des archives départementales.

ARTICLE 4 - La présente délégation donnée à M. Thierry HECKMANN réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

Le directeur rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 5 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.113 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le directeur des services d'archives du département de la Vendée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.176
portant délégation de signature à M. Guy SAINT-BONNET,
Architecte des bâtiments de France, Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et notamment ses articles 13 ter et 30,
VU la loi du 4 août 1962 sur les secteurs sauvegardés et les articles L 313.2, L 313.11, R 313.14, R 422.2, R 441.12 du code de l'urbanisme,
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 79.180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 84.145 du 27 février 1984 portant statut particulier du corps des architectes des bâtiments de France,

VU le décret n° 88.1124 du 15 décembre 1988 modifiant la loi du 2 mai 1930 et portant déconcentration de la délivrance d'autorisations exigées en vertu des articles 9 et 12 de cette loi,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté de la Ministre de la Culture et de la Communication en date du 10 avril 1998, nommant M. Guy SAINT-BONNET, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Guy SAINT-BONNET, architecte des bâtiments de France, chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine pour la correspondance courante relevant du service, les décisions concernant la gestion du personnel ainsi que pour exercer les attributions visées aux articles :

. 13 ter, 30 et 30 bis de la loi du 31 décembre 1913 sur la protection des monuments historiques et de leurs abords,

. L 313.2, L 313.II, R 313.14, R 422.2 et R 441.12 du code de l'urbanisme pour les travaux situés en secteur sauvegardé qui ne ressortissent pas au permis de construire.

. ainsi que pour la délivrance des autorisations visées par le décret n° 88.1124 du 15 décembre 1988.

ARTICLE 2 - En outre, délégation est donnée à M. Guy SAINT-BONNET afin de signer toutes ampliements et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 - La présente délégation donnée à M. Guy SAINT-BONNET réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

Le chef du service départemental rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 4 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.114 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.177 portant délégation de signature à M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

LE PREFET DE LA VENDEE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 84.1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt,

VU le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et les décrets n° 97.1202 du 19 décembre 1997 et n° 97.1203 du 24 décembre 1997 pris pour son application,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU l'arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche en date du 18 avril 2000, nommant M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Vendée,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marie ANGOTTI, Ingénieur en chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences tous actes et décisions suivants :

I - AFFAIRES GENERALES - GESTION DU PERSONNEL

- Octroi aux fonctionnaires des catégories A, B, C et D dans les conditions fixées à l'article 1er du décret

n° 69.503 du 30.05.1969, des congés et autorisations d'absence suivants :

a) congé annuel

b) congé de maladie

c) aménagement et réduction du temps de travail de la fonction publique de l'Etat

fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation

d) autorisations d'absence

Décret n° 69.503 du 30.05.1969 et
circulaire ministérielle n° 1360 du 13.08.1969

Décret n° 84.972 du 26 octobre 1984
Art. 36 - 2° - al. 1er de l'ordonnance du 4.02.1959
Décret n° 2000-815 du 25.08.2000

Arrêté ministériel du 18.10.2001

Note de service du 12.10 2001
Décret n° 84-972 du 26.10 1984

- e) congé de maternité
 - f) congé de paternité
 - g) période militaire
 - h) mise en position de disponibilité des femmes fonctionnaires
- Recrutement externe sans concours dans divers corps de catégorie C

Art. 36 - 4° de l'ordonnance du 4.02.1959
 Loi n° 2001-1246 du 21.12. 2001
 Art. 47 de l'ordonnance du 4.02.1959
 Art. 44, dernier alinéa de l'ordonnance du 4.02.1959
 Art. 26 al. 1er du décret n° 59.309 du 14.02.1959
 Loi n° 2001-2 du 3.01. 2001, art. 17, pour l'accès au corps des agents administratifs et des agents des services techniques des services déconcentrés
 Décret n° 2002-121 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat et de l'arrêté interministériel du 22.02.2002 modifié.

II- RESTRUCTURATION FONCIERE, AMENAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS ET AMENAGEMENT DES STRUCTURES ECONOMIQUES

II-A-1-a Arrêtés d'envoi en possession provisoire, en matière de remembrement	Code Rural - Art. L 123-10
II-A-1 -b Arrêtés de désignation des communes dans lesquelles il y a lieu d'instituer des commissions d'aménagement foncier en vue des dispositions des Art. L 123-24, L 123-26 et L 133-1 à 6 du Code Rural	Code Rural - Art. R 123-30
Arrêtés relatifs à l'institution et à la modification des Commissions communales et intercommunales d'aménagement Foncier	Code Rural - Art. L 121-2 à L121-6
II-A-1-c Arrêtés réglementant la destruction des différents types de boisement à l'intérieur du projet de périmètre d'aménagement foncier	Code Rural - Art. L 121-19
II-A-1-d Arrêtés ordonnant des opérations d'aménagement foncier	} Code Rural - Art. L 121-14
Arrêtés fixant le périmètre et modification du périmètre	
Arrêtés portant modification des limites intercommunales	
Arrêtés de clôture d'opérations	
Arrêtés de constitution d'associations foncières de remembrement ou de réorganisation foncière	
Arrêtés de dissolution des associations foncières de remembrement ou de réorganisation foncière	Code Rural - Art. R 133-9
Arrêtés de renouvellement du bureau des Associations Foncières	Code Rural - Art. L 122-9 et L 123-9
II-A-2- Décisions en matière d'échanges d'immeubles ruraux	Code Rural - Art. L 124-3
II-A-3- Mise en demeure des propriétaires en matière de mise en valeur des terres incultes récupérables	Code Rural - Art. L 125-5
Délimitation des terres agricoles et forestières	Code Rural - Art. L 126-1
Délimitation des zones de réglementation ou d'interdiction de boisement	Code Rural - Art. L 126-8
II-A-4- Décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation d'exploiter des biens agricoles	Art. L 331-1 à L 331-11 du Code Rural
Mise en demeure de cesser d'exploiter des terres agricoles	Art. L 331-7 du Code Rural
Mise en demeure de présenter une demande d'autorisation d'exploiter	Art. L 331-7 du Code Rural
Mise en demeure de se conformer aux conditions posées par une autorisation d'exploiter	Art. L 331-7 du Code Rural
Décisions abrogeant une autorisation ou un refus d'autorisation d'exploiter	Art. L 331-1 à L 331-11 du Code Rural
Décisions prononçant une sanction pécuniaire en cas d'exploitation irrégulière de biens agricoles	Art. L 331-7 du Code Rural
II-A-5- Lettres de notification des décisions prises par le Comité Départemental d'Agrément et relatives à l'agrément ou au retrait d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun (G.A.E.C.)	Décret n° 64.1193 du 3.12.1964 (DDAF)
II-A-6- Arrêtés portant agrément, refus d'agrément ou retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles dont la circonscription territoriale est au plus égale à celle du département ou dont la circonscription s'étend au plus à un arrondissement d'un département voisin.	Art. L 525.1 du Code Rural Art. R* 525.1 à R* 525.17 du Code Rural

Décisions relatives à la prorogation de la durée et aux modifications statutaires des sociétés coopératives.

II.A-7- Délivrance des récépissés des demandes de reconnaissance en qualité de groupements de producteurs. Lettres notifiant les arrêtés de reconnaissance, de retrait de reconnaissance ou de suspension de reconnaissance en qualité de groupement de producteurs et faisant obligation de publicité aux frais du groupement

II.A-8 - Lettres de notification des avis émis par le comité technique départemental appelé à se prononcer en matière de travaux d'amélioration

II.A.9 - Décisions d'attribution ou de refus d'attribution d'une indemnité à l'abandon définitif total ou partiel de la production laitière.

II.A.10 - Décisions de transfert de quantités de références laitières.

II.A.11 - Propositions d'attribution de quantités de références laitières supplémentaires

II.A.12 - Décisions d'autorisation ou de refus d'autorisation de regroupements d'ateliers laitiers

II.A.13 - Décisions sur la recevabilité d'un programme d'extensification de la production de viande bovine et d'octroi de l'aide.

II.A.14 - Décisions d'attribution ou de refus d'attribution de la prime au maintien des systèmes d'élevage extensifs (prime à l'herbe)

II.A.15 - Régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables : décisions, arrêtés de mise en oeuvre

II.A.16 - Décisions d'octroi ou de refus relatif au transfert des droits à primes dans les secteurs bovin, ovin et caprin.

II.A.17 - Autorisations de poursuivre la mise en valeur de l'exploitation.

II.A.18- Interdiction de culture de plantes destinées à la replantation.

II.A.19 - Arrachage et destruction des plantes reconnues contaminées par les maladies ou ravageurs de " quarantaine ".

II.A.20 - Obligation d'effectuer des traitements collectifs contre certains ennemis de cultures

II. A.21 - Refus d'agrément de personnes ou d'entreprises habilitées à utiliser des gaz toxiques en agriculture

II.A.22 - Autorisations d'utilisation de semences et plants issus du mode de production biologique

II.A.23 - Octroi de dérogations relatives à la provenance des produits aux sociétés coopératives agricoles agréées par le Préfet

II.A.24 - Autorisations d'exploitation des centres d'inséminations : production et/ou mise en place de la semence

II.A.25 - Délivrance de certificat d'aptitude aux fonctions d'inséminateur

II.A.26 - Octroi de licences d'inséminateurs ou de chef de centre d'insémination

II.A.27 - Autorisations de plantation nouvelle (vignes à vins de table, raisin de table et vignes mères de porte-greffe)

II.A.28- Autorisations d'achat et de transfert de droits de replantation pour la production de vins d'appellation d'origine

II.A.29 - Autorisations de replantation interne aux exploitations de vignes aptes à produire du vin d'appellation d'origine

II.A.30 - Autorisation de plantations nouvelles de vignes aptes à produire du vin d'appellation d'origine

Art. L 551.1 du Code Rural
Art. R* 551.1 à
R* 551.12 du Code Rural

Art. L.411.73 du Code Rural
Art R.411.20 à R.411.27 du Code Rural
Décret n°86.881 du 28.07.1986

Décret n° 96.47 du 22.01.1996

Décret n° 91-157 du 11.02.1991

Art. L 654-28 du Code Rural

Décret n° 90.81 du 22.01.90

Décret n° 98-196 du 20.03.1998.

Règlement (CE) n° 1251.99 du Conseil du
17.05.1999

Règlement (CE) n° 2316/99 de la Commission
du 22.10.1999

Décret n° 93.1260 du 24.11.1993

Art. L 732-40 et R 353-12 du Code Rural

Code rural, article 352

Code rural, article 352

Code rural, article 352

Arrêté ministériel du 4.08.1986

Règlement CEE n° 2092/91

Loi n°47-1775 du 10.09.1947, art. 3

Art. L. 521-3-b du Code rural

Art. L. 522-5-du Code rural

Art. R. 521-2 du Code rural

Loi sur l'élevage du 28.12.1966

Décret 69-258 du 22.03.1969

Arrêté du 21.11.1991, modifié par arrêté
du 30.05.1997

Loi sur l'élevage du 28.12.1966

Décret 69-258 du 22.03.1969

Arrêté du 21 novembre 1991, modifié par arrêté
du 30 mai 1997

Circulaire ONIVINS/DPE du 4.02. 1993

Décret n° 87-128 du 25.02.1987

Règlement CEE n° 3302/90 du 15/11/90

Décret n° 87-128 du 25.02.1987

Décret n° 87-128 du 25 février 1987

II.A.31 - Arrêtés fixant le ban des vendanges

Décret n°79-868 du 4.10.1979 et
Arrêté interministériel du 4.10.1979
Décret n° 56-777 du 29.06.1956
Arrêté du 19.04.955, modifié par
arrêté du 22.11.967

II.A.32 - Agrément des intermédiaires pour la collecte des oléagineux

III - INSTALLATION DES AGRICULTEURS, MODERNISATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET INTERVENTIONS ECONOMIQUES DIVERSES

III-B-1-a Décisions d'attribution ou de refus de la dotation d'installation des jeunes agriculteurs

Décret n° 88.176 du 23.2.88-Art. 17

III-B-1-b-1 Agrément des contrats territoriaux d'exploitation et de leurs avenants

Décret N°99.874 du 13.10.1999

III-B-1-b-2 Décisions de reversement des primes C.T.E.

Décret N°99.874 du 13.10.1999

III-B-1-c Décisions d'attribution ou de refus de l'aide à la transmission d'exploitation

Décret n°2000-963 du 28.11.2000

III-B-1-d Autorisations de financement par des prêts bonifiés

Décret N°89-946 du 22.10.1989

III-B-2- Décisions de recevabilité ou de non-recevabilité des dossiers d'amélioration matérielle

Décret n° 85.1144 du 30.10.85,

III-B-3- Décisions de recevabilité ou de non-acceptation des plans d'investissements présentés par les C.U.M.A. pour bénéficier de prêts moyen terme spéciaux (prêts M.T.S. - C.U.M.A.)

notamment art. 21

Décret n° 91.93 du 23.1.91

III-B-4- Mise en oeuvre de la procédure relative aux calamités agricoles

Loi n° 64.706 modifiée du 10.07.1964

III-B-5. Visas des bordereaux communaux récapitulant les frais administratifs des commissions communales de calamités agricoles en vue de la prise en charge par le Fonds National de garantie.

Décret n° 79.823 du 21.09.1979 (Art. 26)

III-B-6. Notifications de rejet aux demandeurs dont les dossiers sont irrecevables ou non justifiés sur le plan réglementaire.

Décret n° 79.823 du 21.09.79 (Art. 32)

III-B-7- Demandes d'admission ou de refus d'admission au bénéfice des aides transitoires favorisant l'adaptation de l'exploitation agricole.

Décret n° 90.687 du 1.08.90

III-B-8- Demandes d'admission ou de refus d'admission au bénéfice de l'aide à la réinsertion professionnelle des agriculteurs en difficulté appelés à cesser leur activité agricole.

Décret n° 88.529 du 4.05.1988

III.B-9 - Décisions d'agrément de maître exploitant

Décret n° 88.176 du 23.02.1988
et arrêté du 14.01.91

III.B.10 - Décisions d'attribution d'une indemnité de tutorat au maître exploitant

III.B.11 - Décisions de validation du stage de 6 mois

Décret n° 88.176 du 23.02.1988
et arrêté du 14.01.91

III-B-12 - Décisions d'attribution d'une bourse aux jeunes réalisant le stage de six mois.

Décret n° 95.1067 du 2.10.1995.

III.B.13 - Décisions d'octroi ou de refus d'attribution de l'allocation de préretraite agricole.

Décret n° 92.187 du 27.02.92 modifié par
Décret n° 95.290 du 15.03.1995.

III.B.14 - Décisions d'attribution ou de refus de subventions ou de primes en matière d'opérations groupées d'aménagement foncier (OGAF)

Décret n° 70.488 du 8.06.1970

III.B.15-Décisions d'attribution ou de refus de primes liées au programme régional Agri-environnement

Règlement CEE n° 2078-92 et circulaire
DEPSE/SDEEA/C94 n° 7005
Décret n° 70.488 du 8.06.1970

III.B.16 - Signature des conventions de participation du FEOGA au titre du développement régional des Pays de la Loire (objectif 2) et de leurs avenants

Décision de la commission européenne
du 22.03.2001 portant approbation
du document unique de programmation

III.B.17 - Décisions d'octroi d'aides à la mise en conformité des élevages (P.M.P.O.A.)

Loi n° 76.663 du 19.07.1976
Loi n° 64.1245 du 16.12.1964

Directive CEE n° 91.676

Règlement CEE n° 2328-91

Décret n°2002-26 du 4.01.2 relatif aux
aides pour la maîtrise des pollutions liées aux
effluents d'élevage

Arrêté du 26.02.2002 relatif aux travaux de

maîtrise des pollutions liées aux effluents d'élevage

Arrêté du 7.03. 2002 relatif au projet

d'amélioration des pratiques agronomiques

III.B.18 - Visas des états d'achèvement des travaux (fonds d'amortissement des charges d'électrification).

Circulaire interministérielle E2-HC-0F91 du 13.05.1991

III.B.19 - Décisions relatives à la modulation des paiements accordés aux agriculteurs au titre des régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune

Règlement (CE) du Conseil n°1259/1999 du 17.05.1999

Décret n°2000-280 du 24.03.2000

Arrêtés ministériels des 25.04 et 12.05. 2000

IV - PROTECTION DE LA NATURE, REGLEMENTATION DE LA CHASSE ET DE LA PECHE EN EAU DOUCE.

IV-C - CHASSE

IV-C-1- Autorisation de destruction à tir, par battues individuelles, des animaux classés nuisibles

Art. R 227.18 et R 227.22 du Code Rural

IV-C-2- Arrêtés d'octroi aux lieutenants de louveterie de battues administratives de destruction des animaux classés nuisibles.

Art. L 227-6 et L 227-7 du Code Rural

IV-C-3- Autorisations de capture et de transport de gibier vivant dans un but de repeuplement.

Art 11 de l'arrêté ministériel du 1.08.86 modifié

IV-C-4- Autorisations de capture et de transport de gibier vivant destiné au repeuplement dans les réserves de chasses approuvées sous le régime de l'arrêté ministériel du 2.10.1951.

Art.12 de l'arrêté ministériel du 1.08.86 modifié

IV-C-5- Autorisations d'entraînement de chiens d'arrêt, d'épreuves de chiens d'arrêt.

Circulaires des 20.03.1931, 24.04.1933 et 28.04.1979

IV-C-6- Signature des livrets journaliers des gardes nationaux de la chasse et de la faune sauvage.

Art. 26 de l'ordonnance du 1.08.1827

IV-C-7.a Agrément des piégeurs des populations animales (nuisibles)

Art.6 et 10 de l'arrêté ministériel du 23.05.84 modifié.

IV-C-7.b Retrait/suspension de l'agrément

Art.10 de l'arrêté ministériel du 23.05.84 modifié.

IV-C-8- Baguage, délivrance et validation annuelle des cartes d'identité des rapaces valant autorisations de détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol.

Art.2 de l'arrêté ministériel du 30.07.81 modifié le 14.03.86

IV-C-9.a Proposition de plan de chasse départemental du grand gibier et du petit gibier au ministère chargé de l'environnement.

Art. R 225.2 du Code Rural

IV-C-9.b Délivrance des arrêtés de plan de chasse individuels de grand gibier et du petit gibier.

Art. R 225-8 du Code Rural

IV-C-9.c Traitement des recours gracieux relatifs au plan de chasse au grand gibier et au petit gibier.

Art. R 225-9 du Code Rural

IV-C-10-Autorisations de limitation des populations de certaines espèces d'oiseaux piscivores, notamment les autorisations individuelles de destruction par tir.

Arrêté du 20.12.1983

IV-C-11-Autorisations d'importation, de colportage, de mise en vente ou d'achat de spécimens des espèces d'oiseaux dont la chasse est autorisée

Article R. 224-14 du Code rural

IV-C-12-Autorisations exceptionnelles de capture définitive de gibier vivant à des fins scientifiques ou de repeuplement

IV-C-13 - Etablissements d'élevage, de vente ou de transit des espèces de gibier dont la chasse est autorisée : Délivrance des autorisations d'ouverture

Articles L213-1 à L 213-5 et R213-30 à R213-33 du Code Rural

Articles L213-2 ET R213-24 à R213-26 du Code Rural

Délivrance des certificats de capacité

IV-D - PECHE

IV-D-1 Autorisations individuelles de pêche de l'anguille d'avalaison.

Art. R 236.37 du Code Rural

IV-D-2-Autorisations de pêche extraordinaire de poisson destiné à la reproduction, au repeuplement, à des fins sanitaires et en cas de déséquilibre biologique.

Art. L 236.9 et R 236.67 à R 236.73 du Code Rural

IV-D-3-Interdictions temporaires de la pêche

Art. R 236.15 et R 236.91 du Code Rural

IV-D-4-Droits, concessions ou autorisations portant sur des plans d'eau : certificat attestant la validité des droits

Art. L 231.8 et R 231.37 du Code Rural

IV-D-5-Agrément des associations de pêcheurs amateurs

Art. R 234.23 du Code Rural

V- PROBLEMES DE L'EAU

Police de l'eau et des milieux aquatiques

V-E-1- Arrêtés concernant l'entretien des cours d'eau (élargissement, curage, redressement, faucardement)

Code de l'Environnement - Art. L 215.15

V-E-2- Police et conservation des eaux	Code de l'Environnement - Art. L 215.7
V-E-3- Autorisations d'occupation temporaire et de stationnement	Loi du 29.12.1892, Art. 1er
V-E-4- Installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 .01.992 sur l'eau : avis de réception des demandes d'autorisation et récépissés de déclarations	Décret n° 93.742 du 29.03.1993 Art. 3 et 30
V-E-5- Prélèvement à usage agricole dans les eaux superficielles correspondant à une activité saisonnière pour une durée maximale de 6 mois	Décret n° 93.742 du 29.03.1993 Art. 20, 21 et 22
V-E-6- Police de l'eau - assainissement urbain Arrêtés délimitant les cartes d'agglomération	Décret n° 94.469 du 3.06.1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux Art L.372-1 et L 372-3 du code des communes (Art.5). Art. 8, 1er alinéa du décret 93-742 du 29.03.1993
V-E-7- Autorisations de police de l'eau	

Cours d'eau domaniaux - Gestion du domaine public fluvial
tableau B du décret du 29.11.1962

V-E-8 - Occupations temporaires du domaine public	Art. R 53 du Code du Domaine de l'Etat
V-E-9 - Tous actes d'administration du domaine public fluvial	Art. R 53 du Code du Domaine de l'Etat
V-E-10 - Autorisations de prises d'eau et d'établissements temporaires dans les conditions fixées à l'article 33 du Code des voies navigables	
<u>Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales</u>	
V-E-11 - Recouvrement des redevances sur les consommations d'eau potable provenant des distributions publiques	Instruction ministérielle du 01.06.1955

VI - INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES

VI.F.1 - Opposition à l'engagement d'apprentis	Art. L 117-5, alinéa 5, Code du Travail
VI.F.2 - Décision concernant la poursuite des contrats d'apprentissage en cours en cas d'opposition à l'engagement d'apprentis.	Art. L 117.18 du Code du Travail

VII - INTERVENTIONS DIVERSES

VII.G.1 - Décisions d'attribution ou de refus de prime au boisement de terres agricoles et procès-verbal de réception des travaux.	Règlement CEE n° 2080-92 Décret n° 2001-359 du 19.04.2001
VII.G.2 - Autorisations de plantations d'arbres sur les berges des cours d'eau non domaniaux	Décret n° 59.56 du 07.01. 1959 Décret n° 60.419 du 25.04.1960
VII.G.3 - Résiliation, transfert à un nouveau bénéficiaire, modification du montant d'un prêt sous forme de travaux du Fonds Forestier National et décision modificative de la surface boisée objet de ce prêt	Loi n° 61-1173 du 31.10.1961 Art. 28 à 30 du décret n° 66-1077 du 30.12.1966
VII.G.4 - Décisions refusant une association syndicale de gestion forestière à adhérer à une société coopérative	
VII.G.5 - Agrément des commissaires de courses de chevaux.	

ARTICLE 2 : En outre, délégation est donnée à M. Jean-Marie ANGOTTI afin de signer toutes ampliatiions et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie ANGOTTI, les délégations de signature consenties au présent arrêté sont dévolues à M. Xavier DESURMONT, Administrateur Civil Hors Classe.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de MM. Jean-Marie ANGOTTI et Xavier DESURMONT, la délégation consentie au présent arrêté sera exercée par :

- a) M. Didier NEAU, attaché administratif principal, pour les matières énumérées au paragraphe I.
- b) M. Stéphan GAROT, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Ruraux, pour les matières énumérées aux paragraphes: V-E-1 à V-E-10 et à l'article 2.

En cas d'empêchement ou d'absence de M. Stéphan GAROT, la délégation qui lui est accordée sera exercée par M. Solen HERCENT, Ingénieur des Travaux Ruraux, pour les matières énumérées aux paragraphes V-E-2 à V-E-7, V-E-10 et à l'article 2.

c) M. René COTTREAU, Chef de Mission, pour les matières énumérées aux paragraphes: II-A-4 à II-A-32, III-B-1 à III-B-15 et III-B-19 et à l'article 2.

En cas d'empêchement ou d'absence de M. René COTTREAU, la délégation qui lui est accordée sera exercée par Mme Reine DUPAS, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Agricoles, M. Alain FRADET, Ingénieur des Travaux Agricoles et M. Jean-Jacques TRUCHOT, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Agricoles.

d) M. Maurice AVENEL, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Ruraux, pour les matières énumérées aux paragraphes V-E-3 et à l'article 2.

e) M. Thierry GROULT, Ingénieur Agronome, pour les matières énumérées aux paragraphes III-B-1-b-1 à III-B-1-b-2, III-B-14 à III-B-16 et à l'article 2.

f) Mme Aline BAGUET, Ingénieur du Génie Rural des Eaux et des Forêts, pour les matières énumérées aux paragraphes II-A-1 à II-A-2, III B17 et à l'article 2.

g) M. Marc DROULIN, Chef du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles, pour les matières énumérées aux paragraphes VI-F-1 et VI-F-2.

En cas d'empêchement ou d'absence de M. Marc DROULIN, la délégation qui lui est accordée sera exercée par M. Jack GUILBAUD, Inspecteur du Travail.

ARTICLE 5 : La présente délégation donnée à M. Jean-Marie ANGOTTI réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires. Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

Le directeur départemental rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.116 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.178
portant délégation de signature à M. Sébastien ROUX
Adjoint au Directeur départemental des Affaires Maritimes

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 84.43 du 18 janvier 1984 complétant l'annexe II du décret n° 60.516 du 2 juin 1960 portant harmonisation des circonscriptions administratives,

VU le décret n° 97.156 du 19 février 1997 portant organisation des services déconcentrés des affaires maritimes,

VU le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et les décrets n° 97.1202 du 19 décembre 1997 et n° 97.1203 du 24 décembre 1997 pris pour son application,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU la décision n° 934 du Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement, en date du 20 mai 1998, nommant Mme Marie-Henriette CHAMBON, directrice départementale des Affaires Maritimes,

VU la décision du Ministère de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer nommant Mme Marie-Henriette CHAMBON conseiller technique au cabinet du Secrétaire d'Etat aux transports et à la mer,

VU la décision du Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement/DPS, en date du 10 septembre 1999, nommant l'administrateur des affaires maritimes Sébastien ROUX, en résidence à l'île d'Yeu,

VU la décision n° 37 DPS/GA1 du Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement, en date du 22 mai 2001, nommant l'administrateur des affaires maritimes Aurélie CUBERTAFOND, chef du service "cultures marines", en résidence à Noirmoutier, et l'administrateur des affaires maritimes Luc BRIAND, en résidence aux Sables d'Olonne,

VU l'arrêté du Ministère de l'Equipement, des Transports et du Logement/DPS n° 00001951 en date du 11 avril 2000, nommant l'inspecteur des affaires maritimes Gildas HOUEL, en résidence aux Sables d'Olonne,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Sébastien ROUX, adjoint au directeur départemental des affaires maritimes, à l'effet de signer les décisions relatives aux matières énoncées ci-après.

a) Achats et ventes de navires

- Visa des actes d'achat et de vente de navires entre français pour tous navires jusqu'à 200 tonneaux de jauge brute.

Décret du 13.10.1921 et du 24.7.1923
modifié par le décret n° 94.268 du 25.5.1994
Circulaire du 12.4.1969.

- Visa des actes d'achat et de vente à l'étranger de navires de plaisance de moins de 25 mètres.

Circulaires du 2.7.1974 et du 3.10.1985.

- Mutation de propriété entre français et vente à l'étranger de navires de pêche d'occasion de moins de 30 mètres.

Circulaire du 4.8.1989.

b) Police des épaves maritimes

- Décision de concession d'épaves complètement immergées.

Circulaire du 22.8.1974.

- Sauvegarde et conservation des épaves, mises en demeure des propriétaires, interventions d'office.

Décret du 26.12.1961 modifié par le décret n° 85.632 du 21.6.1985.

- Décision concernant les modalités de vente d'épaves.

Arrêté du 4.2.1965 (art. 17 et 24).

c) Commissions nautiques

- Nomination de membres temporaires des commissions.

Décret n° 86.606 du 14.6.1986 art. 5.

d) Pilotage

Régime disciplinaire des pilotes

- réprimande et blâme en dehors de l'exercice du service à bord d'un navire.
- délivrance et renouvellement des licences de capitaine pilote.

Décret du 19.5.1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux marines.
Décret n° 69.515 du 19.5.1969 modifié par décret n° 86.0663.
Arrêté du 18.4.1986.

e) Contrôle de la gestion financière des comités locaux des pêches maritimes

- approbation des projets de budgets et visa des comptes financiers des comités locaux des pêches maritimes du département de la Vendée.

Circulaire n° 1809 du 6.8.1993 relative au contrôle et à la gestion financière et comptable des comités régionaux et locaux des pêches maritimes et des élevages marins.

f) Coopération maritime

- contrôle des coopératives maritimes, des coopératives d'intérêt maritime et de leurs unions.
- décisions concernant l'agrément et le retrait d'agrément des coopératives maritimes, des coopératives d'intérêt maritime et de leurs unions.
- agrément des groupements de gestion

Décret n° 87.368 du 1.6.1987.
Circulaire n° 1709 du 20.8.1992.

Circulaire n° 1617 P.1 du 24.6.1986.

g) Domanialité publique maritime (cultures marines)

- décisions relatives aux ouvertures d'enquêtes publiques
- décisions d'octroi et de rejet de demandes d'autorisation d'exploitation de cultures marines
- décisions relatives aux autorisations d'exploitation de cultures marines (annulation, transfert, renouvellement, suspension, retrait, substitution, échange, prise d'eau de mer, vivier...)
- autorisation de faire exploiter par un tiers ou par une société concessionnaire
- agrément d'une personne morale de droit privé pour obtenir une autorisation d'exploitation de cultures marines
- reconnaissance d'un brevet pour accéder au domaine public maritime et suivre un stage "cultures marines"

Décret n° 83.228 du 22.3.1983 modifié par le décret n° 87.756 du 14.9.1987, le décret n° 97-156 du 19 février 1997

h) Conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants

- fermeture temporaire des zones de production et de reparcage et conditions d'exploitation de ces zones.

Décret n° 94.340 du 28.4.1994 relatif aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants.

- réouverture.
- conditions sanitaires d'exploitation des bancs et gisements naturels coquilliers.
- collecte des juvéniles en zone D en vue de transfert.
- agrément des installations de renouvellement d'eau destinées au transport de mollusques et crustacés.

Décret n° 95.100 du 26.1.1995 modifié par le décret n° 98-391 du 19 mai 1998 relatif aux conditions de police sanitaire de l'aquaculture des mollusques et crustacés marins vivants.
Loi n° 93.1313 du 20.12.1993 et décret n° 94.594 du 15.7.1994.

i) Contrat de qualification maritime

j) Pêches maritimes

- délivrance de licences annuelles pour exercice du chalutage, du dragage ou de la pose de filets
- autorisations de la pose de filets fixes dans les zones de balancement des marées
- autorisations de pêche à l'intérieur des installations portuaires
- autorisations de pêche de poissons de taille non conforme à la réglementation (objectif exclusivement scientifique).
- délivrance des permis de pêche maritime à pied à titre professionnel

Décret n° 90.94 du 25.1.1990 (art. 10 et 11).

Décret n° 90.94 du 25.1.1990 (art. 9).

Décret n°90.94 du 25.1.1990 (art.20)

Décret n° 89.1018 du 22.12.1989.

Décret n°2001-426 du 11.5.2001

ARTICLE 2 : En outre, délégation est donnée à M. Sébastien ROUX afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 : Délégation permanente est accordée à Melle Aurélia CUBERTAFOND, administrateur des Affaires Maritimes en résidence à Noirmoutier, pour les points visés à l'article 1er, paragraphes g) et h).

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien ROUX, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 1er du présent arrêté sera exercée par Melle Aurélie CUBERTAFOND, administrateur des Affaires Maritimes ou par M. Luc BRIAND, administrateur des Affaires Maritimes ou par M. Gildas HOUËL, inspecteur des Affaires Maritimes.

ARTICLE 5 : En outre, délégation permanente est accordée :

- ♦ pour le point b) à Mme Claudine ESSEUL, contrôleur des affaires maritimes.
- ♦ pour le point a) aux contrôleurs et syndics des gens de mer affectés aux stations de l'Aiguillon-sur-Mer et Saint-Gilles Croix de Vie et au service "Matricule Navigation Plaisance" du service des affaires maritimes des Sables d'Olonne, aux contrôleurs et syndics affectés à la station de Beauvoir sur Mer et dans les services des affaires maritimes de Noirmoutier et de l'Île d'Yeu, chacun en ce qui concerne sa station ou son service.
- ♦ pour les points g) et h) aux contrôleurs des affaires maritimes - spécialité " cultures marines ".

ARTICLE 6 : La présente délégation réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le Préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

L'adjoint au directeur départemental rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 7 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.117 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et M. Sébastien ROUX, adjoint au directeur départemental des affaires maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à La Roche sur Yon, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N°02.DAEPI/1.179
portant délégation de signature à M. Alain JANTON,
Directeur des services fiscaux de la Vendée.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté interministériel du 18 septembre 1974 rendant applicable dans le département le régime des procédures foncières institué par les articles R.176 à R.184 du Code du Domaine de l'Etat et par le décret n° 67.568 du 12 juillet 1967 relatif à la réalisation d'acquisitions foncières pour le compte des collectivités publiques dans certains départements,
VU l'arrêté du Directeur général des Impôts du 17 juillet 2000 désignant les fonctionnaires habilités à agir en justice conformément aux articles R 177 et R 179 du code du domaine de l'Etat et 4 du décret n°67.568 du 12 juillet 1967 susvisé,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté ministériel du 18 mai 2000 nommant M. Alain JANTON en qualité de directeur des Services Fiscaux de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er.- Délégation de signature est donnée à M. Alain JANTON, Directeur des Services Fiscaux de la Vendée, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et compétences, les décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale, tous les actes se rapportant aux questions, affaires ou matières suivantes :

- | | |
|--|---|
| 1 - Toutes opérations se rapportant à la passation et à la signature, au nom de l'Etat des actes de gestion et de réalisation des biens domaniaux | Art. L 69 et 69-1 - R 32, R 66, R 76-1, R 78, R 128-3, R 128-7, R 129, R 130, R 144, R 148, R 148-3, A 102, A 103, A 115 et 115-1, A 116 du Code du Domaine de l'Etat |
| 2 - Stipulation au nom de l'Etat dans les actes d'acquisition et de prise en location d'immeubles et de droits immobiliers ou de fonds de commerce intéressant les services publics civils ou militaires de l'Etat | Art. R 18 du Code du Domaine de l'Etat |
| 3 - Autorisation d'incorporation au Domaine Public des biens du domaine privé de l'Etat. | Art. R 1 du Code du Domaine de l'Etat |
| 4 - Acceptation de remise au domaine des biens immobiliers et constatation des remises d'immeubles aux services publics affectataires. | Art. R 83-1 et R 89 du Code du Domaine de l'Etat |
| 5 - Arrêtés d'affectation définitive ou provisoire et arrêtés portant changement d'utilisation des immeubles domaniaux ou des immeubles détenus en jouissance par l'Etat | Art. R 83 et R 84 du Code du Domaine de l'Etat |
| 6 - Octroi des concessions de logement. | Art. R 95 (al.2) et A 91 du Code du Domaine de l'Etat |
| 7 - Instances domaniales de toute nature autres que celles qui se rapportent à l'assiette et au recouvrement des droits, redevances et produits domaniaux | Art. R 158 1° et 2°, R 158.1, R 159, R 160 et R 163 du Code du Domaine de l'Etat |

8 - Participation du service des domaines à certaines adjudications d'immeubles dont les propriétaires avaient bénéficié de prêts spéciaux à la construction garantis par l'Etat.

Art. R 105 du Code du Domaine de l'Etat

9 - Gestion des biens dépendant de patrimoines privés dont l'administration ou la liquidation ont été confiées au Service des Domaines.

Loi validée du 5 octobre 1940
Loi validée du 20 novembre 1940
Ordonnance du 5 octobre 1944
Décret du 23 novembre 1944
Ordonnance du 6 janvier 1945
Art. 627 à 641 du Code de procédure pénale
Art. 287 à 298 du Code de Justice Militaire
Art. R 176 à R 178 et R 181 du Code du Domaine de l'Etat
Décret n° 67.568 du 12 juillet 1967

10 - Dans les départements en " service foncier " tous actes de procédure et toutes formalités relatifs aux acquisitions d'immeubles, de droits immobiliers ou de fonds de commerce poursuivies soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation à l'exclusion de ceux visés aux articles R 179 et R 180 du Code du Domaine de l'Etat.

Art.10 du décret n° 82.389 du 10 mai 1982

Dans le cas d'opérations poursuivies pour le compte de départements, de communes ou d'établissements publics dépendant de ces collectivités, signature de la convention conclue avec ces collectivités ou établissements en vue de l'accomplissement de ces opérations par les services de la Direction Générale des Impôts

11 - Arrêtés rendant exécutoire les rôles relatifs aux impôts directs et taxes assimilées

Art 1658 du Code Général des Impôts

ARTICLE 2 : En outre, délégation est donnée à M. Alain JANTON afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain JANTON, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er du présent arrêté sera exercée par M. Jean-Georges DEROCHE, directeur départemental des impôts, ou à défaut, par Mme Anick DESSIRIEIX, MM. Jean-Yves ALLUAUME, Marc BERAU, Bernard JANAILHAC, directeurs divisionnaires.

En ce qui concerne les attributions visées sous le n° 10 de l'article 1er, la délégation de signature conférée à M. Alain JANTON sera exercée à défaut des fonctionnaires ci-dessus désignés, par M. Bernard BRILLET, inspecteur principal, Mme Marie-Ange VERGNAULT, MM. Yannick GUILLET, Michel COUTANCEAU et Bertrand DE SAINT LEGER, inspecteurs des impôts.

En ce qui concerne les attributions visées sous les numéros 1, 2, 6 et 9 de l'article 1er, la délégation de signature conférée à M. Alain JANTON sera exercée par M. Jean Louis MULLER, responsable de centre du centre des impôts fonciers de LA ROCHE SUR YON, ou à son défaut, par Mme Marie-Ange VERGNAULT, M. Yannick GUILLET, inspecteur des impôts.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est donnée pour agir devant la juridiction de l'expropriation au nom des expropriants, à M. Bernard BRILLET, inspecteur principal, MM. Bertrand DE SAINT-LEGER, Michel COUTANCEAU et Mme Marie-Ange VERGNAULT, inspecteurs, désignés à cet effet par arrêté du Directeur Général des Impôts en date du 17 juillet 2000.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est également donnée à M. Jean Louis CHARDONNEAU, Commissaire aux Ventes des Domaines de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales lui permettant d'autoriser directement les destructions de matériels remis.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est donnée pour toutes opérations se rapportant à la gestion de la cité administrative Travot, 10 rue du 93ème RI à LA ROCHE SUR YON, dans la limite du budget de fonctionnement annuel (circulaire du 21 février 1992), à M. Alain JANTON ou en cas d'absence ou d'empêchement à M. Jean-Georges DEROCHE, directeur départemental, ou à son défaut à Mme Anick DESSIRIEIX, MM. Jean-Yves ALLUAUME, Marc BERAU ou Bernard JANAILHAC Directeurs divisionnaires.

ARTICLE 7 : La présente délégation donnée à M. Alain JANTON réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

Le directeur rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 8 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.118 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur des Services Fiscaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.180
portant délégation de signature à M. Jean-François GOAOC,
Chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des pays de la Loire.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté ministériel du 19 août 1994 nommant M. Jean-François GOAOC, directeur du travail de 1ère classe, chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Pays de la Loire,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Jean-François GOAOC, directeur du travail, chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Pays de la Loire, à l'effet de signer, dans le cadre des attributions dévolues à son service et concernant le département de la Vendée :

- 1 - Toutes correspondances administratives, à l'exception de celles destinées :
 - . aux parlementaires
 - . au président du conseil général et aux conseillers généraux
 - . aux maires pour les lettres présentant une réelle importance.
- 2 - Toutes décisions concernant l'organisation et le fonctionnement des services sur lesquels il a autorité.
- 3 - Tous actes, décisions et documents administratifs, dans les matières suivantes :
 - a) les états exécutoires de recouvrement des cotisations d'assurances sociales, d'allocations familiales et d'assurance vieillesse agricoles (articles L. 725-4, L.725-5 et L. 725-6 du code rural),
 - b) l'agrément des agents de contrôle de la caisse de mutualité sociale agricole (article L.724-7 du Code Rural et arrêté ministériel du 21 février 2001).

ARTICLE 2 - En outre, délégation est donnée à M. Jean-François GOAOC afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François GOAOC, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er, sera exercée par M. Yvonnick ESNAULT, directeur du travail.

ARTICLE 4 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEP/1.119 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur du travail, chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEP/1.181 portant délégation de signature à M. Marcel LINET directeur départemental de l'équipement des DEUX SEVRES

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté du 18 juin 2002 du Ministre de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer portant nomination de M. Marcel LINET, directeur départemental de l'équipement des Deux-Sèvres,

Considérant que le Directeur Départemental de l'Equipement des Deux-Sèvres a, dans ses attributions, la gestion et la conservation des domaines publics maritime et fluvial de la Sèvre Niortaise,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Marcel LINET, Directeur Départemental de l'Equipement des Deux-Sèvres, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, toutes décisions suivantes en ce qui concerne la partie de la Sèvre Niortaise et de ses affluents située en Vendée :

1 - Gestion et conservation du domaine public maritime :

- A.11 - Autorisations d'occupation temporaire (code du domaine de l'Etat - Art. R 53).
- A.12 - Actes d'administration du domaine public maritime (code du domaine de l'Etat - Art. R 53).

2 - Gestion et conservation du domaine public fluvial :

- A.14 - Autorisations d'occupation temporaire (code du domaine de l'Etat - Art. R 53).
- A.15 - Actes d'administration du domaine public fluvial (code du domaine de l'Etat - Art. R 53).
- A.16 - Autorisations de prises d'eau et d'établissements temporaires (code du domaine de l'Etat - Art. R 53 et code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure - Art. 25 et 33 - Loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau).

ARTICLE 2 - A l'initiative et sous la responsabilité de M. Marcel LINET, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er du présent arrêté pourra également être exercée par M. Jean-Claude VEYRIÉAS, adjoint au directeur départemental ou M. Pierre BONNICEL, chef du service de l'action territoriale ;

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Marcel LINET, de M. Jean-Claude VEYRIÉAS et de M. Pierre

BONNICEL, la délégation de signature qui leur est conférée sera exercée par M. Alain DUCLOUX, Ingénieur des T.P.E., chargé de la subdivision Sèvre et Marais.

ARTICLE 3 - La présente délégation donnée à M. Marcel LINET réserve à la signature du Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

Le directeur départemental rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 4 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.120 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur Départemental de l'Equipeement des Deux-Sèvres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.182
portant délégation de signature à M. Thierry DAVERDISSE
Directeur du Service Départemental de l'Office National
des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU l'arrêté du 5 juillet 2001 du directeur général de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre nommant M. Thierry DAVERDISSE, Directeur du Service Départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Thierry DAVERDISSE, Directeur du Service Départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre à l'effet de signer toutes décisions dans les matières suivantes :

A - Pupilles de la Nation sous tutelle :

- Opérations de dépenses concernant la gestion des biens des pupilles de la Nation mineurs sous tutelle.

B - Délivrance de documents :

- Etablissement et signature des cartes de pupilles de la Nation, des cartes d'invalidité avec apposition éventuelle de la mention "station debout pénible" et du timbre piscicole, des cartes de priorité aux grands invalides bénéficiaires de l'article L.18 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, des attestations en vue de l'immatriculation à la sécurité sociale des victimes de guerre et de leurs ayant droits (veuves, orphelins, ascendants) des attestations nécessaires aux grands mutilés et invalides de guerre susceptibles de bénéficier des avantages accordés dans le cadre du service universel des télécommunications.

C - Délivrance de titres après délibération des commissions départementales spécialisées :

a)- Etablissement et signature des cartes du combattant, des cartes de combattant volontaire de la résistance, des cartes de réfractaire et des attestations modèle T.11 aux titulaires du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi,

b)- établissement des diplômes d'honneur de porte-drapeau.

D - Secours, aides ménagères, subventions et prêts, après délibération du conseil départemental de l'Office national des Anciens Combattants et Victimes de Guerre :

- Attribution de secours d'urgence, ordinaires et exceptionnels, d'aides ménagères, de subventions ordinaires et exceptionnelles, d'avances remboursables et de prêts au mariage aux ressortissants de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre.

E - Gestion du Service départemental :

a) - transcription de la mention d'enregistrement sur les titres de reconnaissance de la Nation,

b) - certification des demandes de retraite du combattant formulées par les titulaires de la carte du combattant,

c) - signature de tous documents se rapportant au fonctionnement du conseil départemental et des diverses commissions et, en particulier, leurs convocations et la notification des décisions,

d) - signature du courrier ordinaire se rapportant à la gestion du Service Départemental, à destination soit de l'administration centrale de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, soit de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux anciens combattants auprès de la Ministre de la Défense, soit de ses ressortissants, soit des administrations départementales ou extérieures, de même que les demandes d'enquêtes administratives adressées aux Maires,

e) - notation et appréciation écrite des personnels du Service Départemental, de catégories B et C et attribution des congés annuels, de maladies ou de cures,

f) - présidence des commissions départementales spécialisées du service :

"commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant",

"commission départementale chargée de l'attribution du titre de combattant volontaire de la résistance",

"commission départementale chargée de l'attribution du titre de réfractaire",
"commission départementale chargée de l'attribution du titre de personne contrainte au travail en pays ennemi",
"commission Mémoire et Solidarité",
"conseil départemental des anciens combattants et victimes de guerre",
"commission départementale chargée de l'examen des demandes de diplôme d'honneur de porte-drapeau des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre",
"commission départementale de l'information historique (sauf séances plénières)",
"commission départementale médicale, chargée de statuer sur l'attribution de la carte d'invalidité à double barre rouge et sur l'apposition, sur la carte d'invalidité, de la mention "station debout pénible".

ARTICLE 2 - En outre, délégation est donnée à M. Thierry DAVERDISSE afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry DAVERDISSE, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par M. Yannick PEULT, secrétaire administratif de classe normale, mandataire du régisseur d'avances et de recettes. En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. DAVERDISSE et de M. PEULT, cette délégation sera exercée par Mme Ghislaine GOBIN, adjointe administrative.

ARTICLE 4 - La présente délégation donnée à M. Thierry DAVERDISSE réserve à la signature du Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le Préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

M. DAVERDISSE rendra compte périodiquement au Préfet des décisions intervenues dans les domaines où il a délégation.

ARTICLE 5 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.121 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 6 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur du Service Départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.183
portant délégation de signature à M. Jean-Jacques CHABOT,
Directeur Régional de la Protection Judiciaire de la Jeunesse pour la Bretagne et les Pays de la Loire

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34,

VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée et complétée par la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983,

VU la loi n° 86.17 du 6 janvier 1986, adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé, et notamment les articles 6, 18, 19 et 49,

VU la loi d'orientation n° 92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, modifié par le décret n° 88-199 du 29 février 1988 et le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

VU le décret n° 88.949 du 6 octobre 1988 relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs,

VU le décret n° 90-166 du 21 février 1990 relatif à l'organisation du ministère de la justice et ses articles 1 et 4 remplaçant "éducation surveillée" par "protection judiciaire de la jeunesse",

VU le décret du Président de la République, en date du 25 juin 2002, portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU l'arrêté de Mme la Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, en date du 29 août 2001, portant nomination de M. Jean-Jacques CHABOT, en qualité de directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Bretagne-Pays de la Loire,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Jacques CHABOT, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Bretagne-Pays de la Loire, à l'effet de signer les correspondances relatives à l'instruction des dossiers pour les établissements et services relevant conjointement du Préfet et du Président du Conseil Général.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques CHABOT, directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Bretagne et Pays de la Loire, délégation de signature est donnée, à l'effet de signer, au nom de M. le Préfet, les documents visés à l'article 1er du présent arrêté à M. Michel GUYON, directeur adjoint.

ARTICLE 3 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.122 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le directeur régional de la protection judiciaire de la jeunesse de la région Bretagne - Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.184
portant délégation de signature à M. Eric SESBOÛÉ
Directeur de l'Aviation Civile Ouest

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Aviation Civile,
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 60-516 du 2 juin 1960, modifié notamment par le décret n°93-479 du 24 mars 1993, portant harmonisation des circonscriptions administratives,
VU le décret n° 60-652 du 28 juin 1960, portant organisation des services déconcentrés métropolitains de l'Aviation Civile, modifié notamment par le décret n°93-478 du 24 mars 1993,
VU le décret n° 97-1199 du 24 décembre 1997, pris pour l'application au ministre de l'équipement, des transports et du logement de l'article 2 (2°) du décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU la décision n° 14934 du ministre de l'équipement, des transports et du logement en date du 19 octobre 1998 portant nomination de M. Eric SESBOÛÉ, Directeur de l'Aviation Civile Ouest,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Eric SESBOÛÉ, Directeur de l'Aviation Civile Ouest en vue :

1. de procéder à la rétention d'aéronefs en cas de contrôle technique défavorable dans le département de la Vendée,
2. de procéder à l'élaboration de servitudes aéronautiques de dégagement, aux autorisations de travaux et aux mesures provisoires de sauvegarde sur les ouvrages frappés de servitudes ainsi que les décisions prescrivant le balisage des obstacles dangereux dans le département de la Vendée,
3. de soumettre à l'avis du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne la création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique,
4. de délivrer, suspendre ou retirer l'agrément d'organismes exerçant l'activité d'assistance en escale sur les aérodromes de la Vendée,
5. de mettre en place les jury, organiser les examens, délivrer, retirer et suspendre les agréments pour les personnels chargés de la mise en œuvre du service sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs (SSLIA), contrôler le respect des dispositions réglementaires (décret 2001-26 du 9 janvier 2001),
6. de délivrer et retirer les titres d'accès en zone réservée des aérodromes de Vendée (décret 2002-24 du 3 janvier 2002 relatif à la police des aérodromes et modifiant le Code de l'Aviation Civile 2ème partie art 213-6 et circulaire interministérielle) DGAC 99-126/DG du 26 janvier 2000.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric SESBOÛÉ, la délégation prévue à l'article 1er est conférée pour :
L'alinéa 1 et 5 : à M. Patrick MOUYSSET, Délégué Régional Aviation Civile des Pays de la Loire.

L'alinéa 6 : à M. Patrick MOUYSSET, Délégué Régional et M. Guy FRANGIN, chef de la division sûreté (DAC) pour ce qui concerne les titres d'accès en zone réservée.

ARTICLE 3 : Restent soumis à la signature du préfet :

Mise en application du plan de servitude

Interdiction de survol

Décollage hors aérodrome pour un avion

Dérogation aux règles de survol pour les aéronefs civils des agglomérations

Autorisation d'atterrir hors d'un aérodrome douanier

Création d'un aérodrome de catégorie D destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique en l'absence d'opposition d'un département ministériel lors de l'examen au conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (CSINA)

Ouverture et fermeture des plates-formes ULM

Ouverture et fermeture aérodrome privé

Police des aérodromes

Autorisation d'outillage privé avec obligation de service public sur les aérodromes appartenant à l'Etat dans le cadre des concessions conformes aux cahiers des charges types lorsque l'aérodrome concerné a assuré, en moyenne, au cours des trois dernières années civiles connues, un trafic de moins de 200 000 passagers embarqués ou débarqués

Art. R243-1 du Code de l'Aviation Civile

Art. R131-4 et L131-3 du Code de l'Aviation Civile et instruction du 20 juin 1980

Art. D132-2 du Code de l'Aviation Civile et les arrêtés du 13 mars 1986 (ULM) - 15 juillet 1968 (avion traitement aérien) - 20 juin 1986 (planeurs treuils) - 6 mai 1995 (hélicoptères) - 20 juin 1986 (aérostats non dirigeables) et 13 mars 1986 (hydrosurface)

Arrêté du 10 octobre 1957 du Ministère de l'Intérieur et des Travaux Publics et arrêté du 17 novembre 1958

Art. R132-3 du code de l'Aviation Civile et arrêté interministériel du 20 avril 1998

Décret n° 97-1198 du 19 décembre 1997 du Ministère de l'Equipement

Arrêté interministériel du 13 mars 1986

Art. D233-2 du Code de l'Aviation Civile

Art. L213-2 et R213-2 et suivants du Code de l'Aviation Civile

Art. R223-3 et R223-2 du Code de l'Aviation Civile

Décret n°97-1198 du 19 décembre 1997 du Ministère de l'Equipement

Approbation des tarifs des redevances pour les plates-formes accueillant moins de 200 000 passagers par an	Art. R224-2 du Code de l'Aviation Civile
Approbation des tarifs des redevances pour les autres services rendus aux usagers, des loyers et autres prix de prestation pour les plates-formes accueillant moins de 200 000 passagers par an Hélisturfaces et Hélistations	Art. R224-3 du Code de l'Aviation Civile
Autorisation de manifestations aériennes	Art. D132-6 du Code de l'Aviation Civile et arrêté du 6 mai 1995 Art. R131-3 du Code de l'Aviation Civile et arrêté du 4 avril 1996 Art. R133-6 du Code de l'Aviation Civile
Transport d'explosifs, d'armes, de munitions, de pigeons voyageurs et d'appareils photographiques	Art. D133-10 du Code de l'Aviation Civile
Autorisation d'usage d'appareils photographiques ou cinématographiques	Décret n° 91-739 du 18 juillet 1991 (J.O. du 1er août 1991)
Approbation du budget exécuté pour les aéroports (hors groupe 1)	Art. D 233-4 du Code de l'Aviation Civile
Installation d'aides à la navigation aérienne, visuelles ou radioélectriques ou dispositif de télécommunications aéronautiques sur les aérodromes à usage privé	Art. D 232-4 du Code de l'Aviation Civile
Installation d'aides à la navigation aérienne, visuelles ou radioélectriques ou dispositif de télécommunications aéronautiques sur les aérodromes à usage restreint	
ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.123 en date du 16 mai 2002 est abrogé.	
ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur de l'Aviation Civile Ouest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vendée.	

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.185
accordant délégation de signature à Mme Michèle JOIGNY
Directrice Départementale de l'Equipement
pour l'exercice des attributions de la personne responsable des marchés

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 2001.210 du 7 mars 2001 portant code des marchés publics et notamment l'article 20, titre 3, chapitre 1er, section I,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté en date du 22 décembre 2000 du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement portant nomination de Mme Michèle JOIGNY en qualité de Directrice Départementale de l'Equipement de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Michèle JOIGNY, Directrice Départementale de l'Equipement de la Vendée, à l'effet de signer les marchés publics de l'Etat et tous les actes dévolus à la personne responsable des marchés par le code des marchés publics et les cahiers des clauses administratives générales, pour les affaires relevant des ministères chargés de :

- l'Equipement, des Transports et du Logement,
- la Mer,
- l'Environnement,
- la Justice,
- l'Education Nationale.

Cette délégation s'applique à l'ensemble des marchés, sans préjudice du visa préalable résultant des dispositions de l'arrêté préfectoral relatif à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.
Cette délégation est également donnée :

Pour les marchés sans formalités préalables inférieurs à 90 000 Euros hors taxe
aux chefs de service suivants :

- M. DETANTE Jean-Louis, ingénieur divisionnaire des TPE, Chef du Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement (SUA),
- M. GERARD Didier, ingénieur divisionnaire des TPE, Secrétaire Général (SG),
- M. GUILLET Michel, ingénieur divisionnaire des TPE, Chef du Service de l'Habitat et de l'Equipement des Collectivités (SHEC),
- M. GRELIER Claude, ingénieur divisionnaire des TPE, Chef du Service Infrastructures Routières et Exploitation (SIRE),
- M. HAVAS Olivier, ingénieur des ponts et chaussées, Chef du Service Maritime (SM),
- M. MALFERE Vincent, ingénieur des ponts et chaussées, à compter du 5 août 2002,

M. VIAUD Jean-Robert, ingénieur divisionnaire des TPE, Chef du Service Mission Grands Travaux (MGT),

Pour les marchés sans formalités préalables inférieurs à 50 000 Euros hors taxe

aux responsables de subdivision suivants :

M. CHAUVET Christian, technicien supérieur en chef , MGT/BETR
Mme MAISONROUGE Dominique, attachée des SD, SG/PVS
M. VINCELOT Michel, technicien supérieur principal, SG/CL
M. YON Marc, ingénieur des TPE, SHEC/CP pour intérim
Mme ARNOUIL Sarah, ingénieur des TPE, SIRE/EROABA
M. CHAROUSSET Jean, ingénieur des TPE, SIRE/CDES
Mme VIAUD Marie-Annick, attachée des SD, SIRE/BAC
M. GUILLEMOT Bernard, ingénieur divisionnaire des TPE, SIRE/Parc départemental
Mme. BILLAULT Michèle, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, SM/AG-DPM
M. KOPFF Jacques, ingénieur des TPE, SM/PHARES et BALISES
M. SOULARD René, ingénieur des TPE, SM/CQEL
M. SAINT IGNAN Robert, ingénieur des TPE, SUA/SIGTE
M. MEGNET Jacques, ingénieur des TPE, subdivision de BEAUVOIR-LES-ILES
M. BRETIN Jean-Louis, technicien supérieur en chef, subdivision de CHALLANS
M. HEGRON Lionel, technicien supérieur en chef, subdivision de CHANTONNAY
M. BERTAUD Patrice, ingénieur des TPE, subdivision de FONTENAY LE COMTE
M. ZAMBON David, ingénieur des TPE, subdivision des HERBIERS
M. CARMOUET Alain, ingénieur des TPE, subdivision de LUCON - STE HERMINE
M. LEMAITRE Loïc, ingénieur des TPE, subdivision de MAREUIL-SUR-LAY
M. GANDON Benoît, ingénieur des TPE, subdivision de MONTAIGU
M. POISSONNIER Marc, technicien supérieur en chef , subdivision de POUZAUGES/LA CHATAIGNERAIE
M. YON Marc, ingénieur des TPE, subdivision de LA ROCHE SUR YON
M. GUILBAUD Vincent, ingénieur des TPE, subdivision des SABLES D'OLONNE
M. BRU Paul, ingénieur des TPE, subdivision de St GILLES-CROIX-DE-VIE

Pour les marchés sans formalités préalables inférieurs à 6 500 Euros hors taxe

aux collaborateurs des chefs de service ou de subdivision suivants :

M. MOUSSION Hubert, technicien supérieur , MGT/BETR
Mme MALOUDA Rolande, attachée des SD, SG/FP
M. GENDRONNEAU Patrice, secrétaire administratif des SD, SG/CL
M. DELARETTE Gilbert, ingénieur des TPE, SG/CI
M. VRIGNAUD Albert, technicien supérieur, SIRE/EROABA
M. GOARANT Loïc, technicien supérieur en chef, SIRE/CDES
M. BOUQUET Daniel, secrétaire administratif des SD, SIRE/BAC
M. PHILIPPOT Daniel, technicien supérieur principal, SIRE/Parc départemental
M. VAIRE Jean, technicien supérieur en chef, SM/BIL
M. VERDON Jean-Pierre, technicien supérieur, SM/PHARES et BALISES
Mme BONNAUD Pascale, secrétaire administrative des SD, SM/CQEL
M. MAZERE Jean-Noël, technicien supérieur principal, subdivision de BEAUVOIR-LES-ILES
M. QUEMERE Hervé, technicien supérieur en chef, subdivision de BEAUVOIR-LES-ILES
M. ROBARD Daniel, contrôleur des TPE, subdivision de BEAUVOIR-LES-ILES
M. CHAILLOU André, contrôleur des TPE, subdivision de CHALLANS
M. JAMIN Joël, technicien supérieur, subdivision de CHALLANS
M. TRICHET Jean, secrétaire administratif des services déconcentrés, subdivision de CHALLANS
Mlle FLOCZEK Adeline, secrétaire administrative des services déconcentrés, subdivision de CHANTONNAY
M. MEUNIER Jean-Michel, technicien supérieur en chef, subdivision de CHANTONNAY
M. POIRAUD Christophe, contrôleur principal des TPE, subdivision de CHANTONNAY
M. CHARTIER Lionel, technicien supérieur principal, subdivision de FONTENAY-LE-COMTE
M. GASSE Gérard, secrétaire administratif de classe supérieure, subdivision de FONTENAY-LE-COMTE
M. GENDRON Jean-Pierre, contrôleur principal des TPE, subdivision de FONTENAY-LE-COMTE
M. COSTE Olivier, contrôleur principal des TPE, subdivision des HERBIERS
M. GUILLOU Jean-Pierre, technicien supérieur principal, subdivision des HERBIERS
M. JEZEQUEL Ronan, technicien supérieur, subdivision des HERBIERS
M. FAIVRE Christian, technicien supérieur principal, subdivision de LUCON-SAINT HERMINE
M. LOGEAS Jacky, contrôleur principal des TPE, subdivision de LUCON-SAINT HERMINE
M. THIBOUT Alain, secrétaire administratif de classe supérieure, subdivision de LUCON-SAINT HERMINE
M. REY Olivier, secrétaire administratif de classe normale des services déconcentrés
M. GAUVIN Patrice, contrôleur principal des TPE, subdivision de MAREUIL-SUR-LAY
Mme BARON Jeanine, secrétaire administratif de classe exceptionnelle des services déconcentrés, subdivision de MONTAIGU
M. HERVOUET Hubert, technicien supérieur, subdivision de MONTAIGU
M. DAVIET Pascal, contrôleur principal des TPE, subdivision de MONTAIGU
M. JARNY Daniel, contrôleur principal des TPE, subdivision de POUZAUGES/LA CHATAIGNERAIE
M. LEMARCHAL Antoine, technicien supérieur, subdivision de POUZAUGES/LA CHATAIGNERAIE
M. SOUCHET Jean-Luc, technicien supérieur, subdivision de POUZAUGES/LA CHATAIGNERAIE

M. BOURIEAU Jean-Luc, contrôleur principal des TPE, subdivision de LA ROCHE-SUR-YON
M. GRELLIER Jean-Michel, technicien supérieur, subdivision de LA ROCHE-SUR-YON
M. TEXIER Michel, technicien supérieur en chef, subdivision de LA ROCHE-SUR-YON
M. JACQUES François, technicien supérieur, subdivision des SABLES d'OLONNE
Mme LECLERCQ Sylviane, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, subdivision des SABLES d'OLONNE
M. PIET Patrice, technicien supérieur, subdivision des SABLES d'OLONNE
Mlle CORBEL Anne, technicienne supérieure en chef, subdivision de ST GILLES CROIX DE VIE
M. GRABOWSKI Philippe, contrôleur principal des TPE, subdivision de ST GILLES CROIX DE VIE
M. RAVON Patrice, technicien supérieur en chef, subdivision de ST GILLES CROIX DE VIE
M. GRASLEPOIS Serge, responsable de travaux, SIRE/Parc Départemental
M. POUPELIN Philippe, responsable de travaux, SIRE/Parc Départemental
M. TEXIER Jacques, chef d'atelier, SIRE/Parc Départemental
M. POULAILLEAU Jean-Luc, responsable du magasin, SIRE/Parc Départemental
M. VOISIN Robert, technicien supérieur en chef, SG/ICA

Cette délégation s'applique à l'ensemble des actes, sans préjudice du visa préalable résultant des dispositions des arrêtés préfectoraux relatifs à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.124 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée, le Trésorier Payeur Général et la Directrice Départementale de l'Équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.186
portant délégation de signature à M. Jean-Paul JACOB,
Directeur Régional des Affaires Culturelles

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983,
VU la loi d'orientation n° 92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU l'ordonnance n°45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée relative aux spectacles,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration,
VU le décret n° 86.192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme,
VU le décret n° 2000-609 du 29 juin 2000 pris en application des articles 4 et 10 de l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté de la ministre de la culture et de la communication en date du 13 août 2001 portant nomination de M. Jean-Paul JACOB en qualité de directeur régional des affaires culturelles des Pays de la Loire,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul JACOB afin de signer, dans le cadre de ses attributions dévolues à son service, et pour ce qui concerne les affaires relatives au département de la Vendée toutes correspondances à l'exception de celles adressées

- . aux parlementaires,
- . au président du conseil général,
- . aux conseillers généraux,
- . aux présidents des assemblées consulaires.
- . aux maires et présidents des organismes de coopération intercommunale pour toutes les matières autres que celles énumérées ci-après :
- les avis concernant les demandes de lotir, de permis de construire, permis de démolition se rapportant à des opérations situées à l'intérieur de périmètres de protection archéologique ou historique.

ARTICLE 2 - En outre, délégation est donnée à M. Jean-Paul JACOB pour signer les arrêtés d'attribution, de suppression et de retrait des licences d'entrepreneurs de spectacles des catégories 1, 2 et 3.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul JACOB, la délégation qui lui est consentie pourra être exercée par :

- M. Bernard MANDY, conservateur régional de l'archéologie pour l'article 1er,
- M. Antoine LATASTE, adjoint au Directeur, pour l'article 2.

ARTICLE 4 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.125 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur Régional des Affaires Culturelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEP/1.187
portant délégation de signature à M. Stéphane CASSEREAU,
Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
de la région des Pays de la Loire.

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, modifiée et complétée par la loi du 22 juillet 1983,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret n° 83.567 du 27 juin 1983 fixant le ressort territorial des services extérieurs du ministère de l'industrie et de la recherche,
VU le décret n° 83.568 du 27 juin 1983 modifié par le décret n° 92.626 du 6 juillet 1992 relatif aux missions et à l'organisation des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002, portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement et du secrétaire d'Etat à l'industrie, en date du 5 juillet 2001, portant nomination de M. Stéphane CASSEREAU, ingénieur en chef des mines, en qualité de directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région des Pays de la Loire .
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Stéphane CASSEREAU, ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région des Pays de la Loire, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et de ses compétences, les correspondances et décisions suivantes :

TOUTES CORRESPONDANCES ADMINISTRATIVES A L'EXCEPTION :

- a) de celles destinées :
 - aux Parlementaires
 - au Président du Conseil Général et aux Conseillers Généraux
- b) des circulaires aux Maires
- c) des correspondances adressées aux Maires et qui représentent une réelle importance.

TOUTES DECISIONS ET TOUS DOCUMENTS DANS LES MATIERES MENTIONNEES CI-APRES DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES LES REGLEMENTANT AINSI QUE DES ARRETES S'Y RAPPORANT :

1) Métrologie, contrôles :

- métrologie légale, loi du 4 juillet 1837
- répression des fraudes, loi du 1er août 1905
- publicité mensongère, loi du 27 décembre 1973
- répartition des produits industriels et de l'énergie, ordonnance 58.1331 du 23 décembre 1958
- sécurité des produits industriels, loi 78.23 du 10 janvier 1978.

2) Qualité, normalisation :

- Loi validée du 24 mai 1941 concernant la normalisation.

3) Application de la politique du ministère chargé de la recherche et de la technologie en matière de recherche.

4) Application de la politique du ministère chargé de l'industrie et du ministère chargé de la recherche et de la technologie en matière de technologie.

5) Application de la politique du ministère chargé de l'industrie, en matière de développement industriel.

6) Exploitation du sol et du sous-sol : (code minier, police)

- mines, recherche et exploitation d'hydrocarbures, carrières,
- stockages souterrains de gaz et d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés,
- eaux minérales,
- eaux souterraines.

7) Production, transport et distribution du gaz et de l'électricité

- Loi du 15 février 1941 relative au gaz,
- Loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie,
- Loi du 8 avril 1906 sur les canalisations d'électricité et de gaz,
- Application du statut national des industries électriques et gazières et droit du travail.

8) Utilisation de l'énergie :

- Loi 96.1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie.

9) Canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et de produits chimiques :

- Loi 58.336 du 29 mars 1958 relative aux canalisations et aux pipe-lines,
- Décret 59.998 du 14 août 1959 portant réglementation de sécurité,
- Loi 65.498 du 29 juin 1965 pour la construction des canalisations.

10) Appareils et canalisations sous pression de vapeur ou de gaz :

- Loi 571 du 28 octobre 1943 modifiée relative aux appareils à pression de vapeur employés à terre et aux appareils à pression de gaz employés à terre ou à bord des bateaux de navigation intérieure,
- Décret du 2 avril 1926 modifié portant règlement sur les appareils à vapeur autres que ceux placés à bord des bateaux,
- Décret 63 du 18 janvier 1943 portant règlement sur les appareils à pression de gaz,
- Décret 99.1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression.

11) Véhicules (code de la route).

12) Matières dangereuses (règlement pour le transport des matières dangereuses).

13) Délégués mineurs (code du travail).

ARTICLE 2 : En outre, délégation est donnée à M. Stéphane CASSEREAU afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 : Sont exceptées des délégations ci-dessus les décisions qui :

- mettent en jeu le pouvoir de contrôle vis-à-vis des communes,
- font intervenir une procédure d'enquête publique instruite par les services de la Préfecture, notamment en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, d'occupation temporaire et d'institution de titres miniers ou de titres concernant des stockages souterrains et d'autorisations de gravières ou carrières.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane CASSEREAU, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1er, pourra être exercée :

● *pour les correspondances administratives :*

- par les agents désignés dans les alinéas ci-dessous et par :
- M. Serge WATTELIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, secrétaire général à Nantes.

● *pour les domaines visés au paragraphe 1 de l'article 1er,* par M. Jean-Paul NAYROLLES, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de mission, M. André VALIERE, ingénieur de l'industrie et des mines, à Nantes, M. Michel ROSE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, MM. Alain BOQUET et Joël DUMONT, ingénieurs de l'industrie et des mines, à La Roche sur Yon,

● *pour les domaines visés au paragraphe 2 de l'article 1er,* par M. Dominique GEFFROY, ingénieur des télécommunications, M. Jean-Paul NAYROLLES, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de mission, M. Jean-Jacques JUSTOME, attaché principal d'administration centrale, M. Patrick EPICIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, M. Marc GILLIER, ingénieur de l'industrie et des mines et M. Olivier VAN DE VOORDE, attaché d'administration centrale, à Nantes,

● *pour les domaines visés aux paragraphes 3 et 4 de l'article 1er,* en ce qui concerne l'application de la politique du ministère chargé de la recherche et de la technologie, par M. Yves THOMAS, professeur des Universités, à Nantes,

● *pour les domaines visés aux paragraphes 4 et 5 de l'article 1er,* en ce qui concerne l'application de la politique du ministère chargé de l'industrie, par M. Dominique GEFFROY, ingénieur des télécommunications, à Nantes,

● *pour les domaines visés au paragraphe 6 de l'article 1er,* par M. Youenn DUPUIS, ingénieur des mines, MM. Olivier LEGIER, Jean-Pierre GAILLARD, MMmes Christiane POHLENZ et Annabelle GUIVARC'H, ingénieurs de l'industrie et des mines et M. Dominique ROINE, technicien en chef de l'industrie et des mines, à Nantes, M. Michel ROSE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, MM. Alain BOQUET et Joël DUMONT, ingénieurs de l'industrie et des mines, à La Roche sur Yon,

● *pour les domaines visés au paragraphe 7 de l'article 1er,* (sauf en ce qui concerne les autorisations de mise en service des installations de réception, de stockage et de re-gazéification de gaz naturel liquéfié) par M. André CATILLION, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat (Equipement) et M. Pascal PELISSIER, ingénieur des Travaux Publics de l'Etat, à Nantes,

● *pour les domaines visés au paragraphe 8 de l'article 1er,* par M. André CATILLION, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat (Equipement), à Nantes,

● *pour les domaines visés au paragraphe 9 de l'article 1er,* par M. André CATILLION, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat (Equipement), M. Jean-Paul NAYROLLES, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de mission et M. Pascal PELISSIER, ingénieur des Travaux Publics de l'Etat, à Nantes,

● *pour les domaines visés au paragraphe 10, 11 et 12 de l'article 1er,* par M. Jean-Paul NAYROLLES, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de mission, MM. André VALIERE, André PERRIER et Stéphane LE GAL, ingénieurs de l'industrie et des mines, à Nantes, M. Michel ROSE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, MM. Alain BOQUET et Joël DUMONT, ingénieurs de l'industrie et des mines, à La Roche sur Yon,

● *pour les domaines visés au paragraphe 13 de l'article 1er,* par M. Youenn DUPUIS, ingénieur des mines, M. Dominique ROINE, technicien en chef de l'industrie et des mines, à Nantes, M. Michel ROSE, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, à La Roche sur Yon.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des chefs d'unité désignés ci-après, la subdélégation de signature qui peut lui être conférée dans son domaine spécifique d'activité, en application de l'un des alinéas de l'article 4, pourra être exercée par l'un ou l'autre des chefs d'unité présents :

- M. Serge WATTELIER, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, secrétaire général,
- M. Dominique GEFFROY, ingénieur des télécommunications, chef de la division développement industriel régional,
- M. André CATILLION, ingénieur divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat (Equipement), chef de la division énergie et affaires nucléaires,
- M. Youenn DUPUIS, ingénieur des mines, chef de la division environnement et sûreté industriels,
- M. Jean-Paul NAYROLLES, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines, chef de mission, chef de la division techniques industrielles et qualité.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.126 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région des Pays de la Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

**ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.188
portant organisation de l'ingénierie publique
et délégation de signature**

**LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans la Région, notamment l'article 14 conférant au Préfet de Région des fonctions d'ordonnateur secondaire unique des services extérieurs des Administrations Civiles de l'Etat dans la région, et l'article 16 prévoyant dans ce domaine, la possibilité de donner délégation de signature,
VU la loi d'orientation n° 92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,
VU le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration,
VU l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 modifié par l'arrête du 4 janvier 1984 (urbanisme logement) portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués,
VU décret n° 2001-210 du 7 mars 2001 portant Code des Marchés Publics,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 nommant M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté ministériel du 18 février 1999 nommant Monsieur Philippe REDOULEZ, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de l'Ouest à Nantes,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation est donnée aux personnes mentionnées ci-dessous pour signer toutes les pièces relatives aux procédures engageant l'Etat pour la réalisation de missions d'ingénierie en application du code des marchés publics.

- A Monsieur Philippe REDOULEZ, directeur du CETE de l'Ouest, quel que soit le montant du marché.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe REDOULEZ, la délégation de signature sera exercée par :

- Monsieur Michel BARNETTE, Secrétaire Général
- Monsieur Gilles KERFANT, Chargé de Mission auprès du directeur
- Monsieur Alain LAVILLE-FOURNIER, Chef de la Division Urbaine

- Aux collaborateurs suivants du directeur du CETE, dans la limite de leurs attributions et compétences respectives, pour les marchés d'un montant inférieur à 45 000 Euros HT:

. Monsieur Michel BARNETTE	Secrétaire Général du CETE
. Monsieur Jacques BELLANGER	Directeur Adjoint au Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées d'Angers
. Monsieur Yves BIDEAU	Directeur du Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Saint-Brieuc
. Monsieur Michel COLCANAP	Chef de la Division Informatique, Organisation et Gestion Ingénieur
. Monsieur Thierry DUBREUCQ	Directeur adjoint du Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de Saint Brieuc
. Monsieur Robert GUINEZ	Directeur Adjoint au Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées d'Angers.
. Monsieur Gilles KERFANT	Chargé de Mission auprès du Directeur
. Monsieur Rolf KOBISCH	Directeur Adjoint au Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées de St Brieuc
. Monsieur Alain LAPLANCHE	Responsable du groupe Aménagement, Economie, Habitat à la Division Urbaine
. Monsieur Michel LAUDE	Chef de la Division Ouvrages d'Art
. Monsieur Régis LECLERCQ	Responsable du groupe déplacement Transport à la Division Urbaine
. Monsieur Alain LAVILLE-FOURNIER	Chef de la Division Urbaine
. Monsieur Guy MARTIN	Chef de la Division Sécurité Techniques Routières
. Monsieur Bernard MASSON	Directeur du Laboratoire Régional des Ponts et Chaussées d'Angers
. Monsieur Michel MASSON	Consultant Expert
. Monsieur Luc PHILIPPOT	Consultant Expert
. Monsieur Serge VILLETTE	Chef de la Division Infrastructures et Environnement

ARTICLE 2: Pour les marchés supérieurs à 90 000 Euros HT les personnes mentionnées ci-dessus ne pourront engager l'Etat, dans le cadre de leur délégation, qu'après accord préalable de M. le Préfet.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.147 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vendée et notifié au directeur du Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement de l'Ouest.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.189
portant délégation de signature relative
à l'ingénierie publique

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
VU la loi d'orientation n° 92.125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 67.278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;
VU les décrets n° 82.389 et 82.390 du 10 mai 1982 modifiés, relatifs aux pouvoirs des Préfets et à l'action des Services et organismes publics de l'Etat dans les départements tels qu'ils ont été modifiés et complétés par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 84.1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt ;
VU le décret n° 2000.257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;
VU le décret n° 2001.210 du 7 mars 2001 portant Code des Marchés Publics ;
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté du 22 décembre 2000 du ministre de l'équipement, des transports et du logement, nommant Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'équipement de la Vendée ;
VU l'arrêté du 18 avril 2000 du ministre de l'agriculture et de la pêche nommant M. Jean-Marie ANGOTTI, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Vendée ;
VU l'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.174 du 15 juillet 2002 portant délégation de signature à Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'équipement ;
VU l'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.177 du 15 juillet 2002 portant délégation de signature à M. Jean-Marie ANGOTTI, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
VU les avis des comités techniques paritaires de la direction départementale de l'équipement et de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt sur le projet de document de stratégies locales en ingénierie publique ;
VU l'arrêté préfectoral n°01.DAEPI/1.429 du 27 septembre 2001 portant approbation du document de stratégies locales en ingénierie publique commun à la DDE et à la DDAF
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Délégation est donnée aux personnes mentionnées ci-dessous pour signer toutes les pièces relatives aux procédures engageant l'Etat pour la réalisation de missions d'ingénierie en application du code des marchés publics.

ARTICLE 2 : Pour la direction départementale de l'équipement

- A Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'équipement, quel que soit le montant du marché.
- Aux chefs de services suivants, dans la limite de leurs attributions et compétences respectives, pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000 Euros HT:

- M. Jean-Louis DETANTE, chef du service Urbanisme et Aménagement
- M. Didier GERARD, Secrétaire Général
- M. Claude GRELLIER, chef du service des infrastructures routières et exploitation
- M. Michel GUILLET, chef du Service Habitat et Equipement des Collectivités,
- M. Olivier HAVAS, chef du Service Maritime,
- M. Vincent MALFERE, ingénieur des Ponts et Chaussées, à compter du 5 août 2002,
- M. Jean Robert VIAUD, chef de la Mission Grands Travaux,

- Aux chefs de subdivisions suivants, dans la limite de leurs attributions et compétences respectives, pour les marchés d'un montant inférieur à 10 000 Euros HT:

- M. Jacques MEGNET, Beauvoir S/Mer,
- M. Jean Louis BRETIN, Challans,
- M. Lionel HEGRON, Chantonnay,
- M. Patrice BERTAUD, Fontenay le Comte
- M. David ZAMBON, Les Herbiers,
- M. Alain CARMOUET, Luçon,
- M. Loïc LE MAITRE, Mareuil S/Lay,
- M. Benoit GANDON, Montaigu
- M. Marc POISSONNIER, Pouzauges,
- M. Marc YON, La Roche S/Yon,
- M. Vincent GUILBAUD, Les Sables d'Olonne,
- M. Paul BRU, Saint Gilles Croix de Vie.

ARTICLE 3 : Pour la direction départementale de l'agriculture et de la forêt

- A M. Jean Marie ANGOTTI, directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, quel que soit le montant du marché.
Cette délégation est également exercée par M. Xavier DESURMONT, directeur départemental adjoint.

- Aux chefs de services suivants, dans la limite de leurs attributions et compétences respectives, pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000 Euros HT:

MM. Maurice AVENEL, chef du service Equipements Publics Ruraux, Stéphane GAROT chef du service Eau.

ARTICLE 4 : Pour les marchés supérieurs à 90 000 Euros HT les personnes mentionnées ci-dessus ne pourront engager l'Etat, dans le cadre de leur délégation, qu'après accord préalable du Préfet.

ARTICLE 5 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.148 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, la directrice départementale de l'équipement de Vendée et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Vendée sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vendée et notifié :

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.191
portant délégation de signature à Madame Christine MOURRIERAS
Directrice Départementale des Services Vétérinaires

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Rural modifié,
VU le Code de la Santé Publique modifié,
VU le Code de l'environnement,
VU le Code de la Consommation,
VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, notamment les articles 17, 30 et 31,
VU le décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles et les décrets n° 97.1202 du 19 décembre 1997 et n° 97.1203 du 24 décembre 1997 pris pour son application,
VU le décret n° 2002-234 du 20 février 2002 portant création de directions départementales des services vétérinaires et modifiant le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture,
VU le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions de directions départementales des services vétérinaires,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté ministériel du 7 Mars 2002 portant nomination du Docteur Christine MOURRIERAS, Inspectrice en Chef de la Santé publique vétérinaire, Directeur Départemental des Services Vétérinaires de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Délégation de signature est donnée à Madame Christine MOURRIERAS, Inspectrice en Chef de la Santé Publique Vétérinaire, Directrice Départementale des Services Vétérinaires de la Vendée, à l'effet de signer les décisions et les documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité énumérés ci-après :

I - AFFAIRES GENERALES - GESTION DU PERSONNEL

1- Octroi aux fonctionnaires des catégories A, B, C et D dans les conditions fixées à l'article 1er du décret n° 69.503 du 30.05.1969, des congés et autorisations d'absence suivants :

- a) congé annuel
- b) congé de maladie
- c) aménagement et réduction du temps de travail de la fonction publique de l'Etat
fixation du règlement intérieur d'aménagement local temps de travail et de l'organisation
- d) autorisations d'absence
- e) congé de maternité
- f) congé de paternité
- g) période militaire
- h) mise en position de disponibilité des femmes fonctionnaires

- Recrutement externe sans concours dans divers corps de catégorie C

Décret n° 69.503 du 30.05.1969 et circulaire ministérielle n° 1360 du 13.08.1969

Décret n° 84.972 du 26 octobre 1984
Art. 36 - 2° - al. 1er de l'ordonnance du 4.02.1959
Décret n° 2000-815 du 25.08.2000

Arrêté ministériel du 18.10.2001

Note de service du 12.10.2001
Décret n° 84-972 du 26.10.1984
Art. 36 - 4° de l'ordonnance du 4.02.1959
Loi n° 2001-1246 du 21.12.2001
Art. 47 de l'ordonnance du 4.02.1959
Art. 44, dernier alinéa de l'ordonnance du 4.02.1959
Art. 26 al. 1er du décret n° 59.309 du 14.02.1959
Loi n° 2001-2 du 3.01.2001, art. 17, pour l'accès au corps des agents administratifs et des agents des services techniques des services déconcentrés
Décret n° 2002-121 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de

- 2 - Arrêtés portant commissionnement aux techniciens supérieurs des services vétérinaires, aux agents techniques sanitaires, aux contrôleurs sanitaires.
- 3 - Arrêtés portant nomination d'un inspecteur de la santé publique vétérinaire vacataire, ou d'un contrôleur sanitaire vacataire dans la limite des crédits délégués à cet effet.

fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat et de l'arrêt interministériel du 22.02.2002 modifié .
Loi n° 72.1030 du 15 novembre 1972
Loi n° 89.412 du 22 juin 1989
Code Rural, art. L.221-5 à L.221-10
Code Rural, art. 214-19 à L.214-24
Décret n° 67-295 du 31 mars 1967
Décret n° 69-503 du 30 mai 1969

II - DISPOSITIONS TECHNIQUES ET REGLEMENTAIRES

A - SANTE ANIMALE : POLICE SANITAIRE ET PROPHYLAXIES COLLECTIVES **EXERCICE DE LA MEDECINE ET DE LA CHIRURGIE DES ANIMAUX**

- 1 - Enregistrement des diplômes de vétérinaire ou de docteur vétérinaire.
- 2 - Etablissement et diffusion de la liste des vétérinaires ou docteurs vétérinaires résidant dans le département.
- 3 - Arrêtés portant attribution du mandat sanitaire aux vétérinaires, aux docteurs vétérinaires et anciens élèves des Ecoles Nationales Vétérinaires.

Code Rural, art. L.241-1
Code Rural, art. L.241 et suivants
Code Rural, art. L.221-11
Décrets n° 90-1032 et 90-1033 du 19 novembre 1990
Arrêté du 31 décembre 1990
Arrêté du 1er mars 1991

GENERALITES PROPHYLAXIE ET POLICE SANITAIRE

- 4 - Arrêtés relatifs aux mesures de Police Sanitaire des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints d'une maladie réputée contagieuse.
- 5 - Arrêtés créant une commission chargée d'émettre un avis sur le recours aux fonctionnaires pour l'exécution des mesures de prophylaxie collective.
- 6 - Arrêtés rendant obligatoire des mesures collectives de prophylaxie.
- 7 - Arrêtés précisant les conditions techniques, administratives et financières des mesures de prophylaxie collective.
- 8 - Arrêtés créant une commission chargée d'émettre un avis sur le recours aux fonctionnaires pour l'exécution des mesures de prophylaxie collective.
- 9 - Arrêtés portant réquisition de service pour exécution des mesures de prophylaxie d'office et des mesures de lutte contre les Maladies Réputées Contagieuses.
- 10 - Arrêtés fixant les mesures particulières en matière de foires, concours et expositions.
- 11 - Agrément des négociants et centre de rassemblement.

Code Rural, art. L.221-1 à L.225-1
Décret du 6 octobre 1904
Décret du 2 mars 1957
Arrêté du 9 mai 1964
Décret n° 80.516 du 4 juillet 1980
Décret n° 81.857 du 15 septembre 1981
Décret n° 80.516 du 4 juillet 1980
Décret n° 80.516 du 4 juillet 1980
Code Rural, articles L. 224-3 -L 223-21
Ordonnance n° 59-63 du 6 janvier 1959
Code Rural, art. L.223-22, L.223-7 et L.214-17
Note de Service du 28 juin 1978
Note de Service du 27 octobre 1981
Code Rural, article L.233-3

DESINFECTION

- 12 - Arrêtés fixant les mesures relatives au nettoyage et à la désinfection des véhicules routiers, des wagons et des locaux servant au transport ou à l'hébergement des animaux.
- 13 - Arrêtés autorisant des entreprises publiques et privées à pratiquer la désinfection des exploitations.
- 14 - Arrêtés prescrivant les travaux d'aménagement nécessaires à l'assainissement des locaux infectés de Brucellose.

Code Rural, articles L. 221-3 et L. 214-16
Décret du 6 octobre 1904
Arrêté du 28 février 1957
Arrêté du 28 février 1957
Décret n° 65-1177 du 31 décembre 1965 modifié

IDENTIFICATION

- 15 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière d'identification des bovins.
- 16 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière de petits ruminants.

Code Rural L. 221-1
Décret n° 98-764 du 28 août 1998
Arrêtés du 18 juillet 1969
Arrêté du 3 septembre 1998 modifié
Code Rural l. 221-4
Arrêté Ministériel du 1er juin 1987 modifié

INDEMNISATION DES ANIMAUX

- 17 - Arrêtés fixant la liste des experts chargés d'estimer la

Arrêté du 30 mars 2001

valeur des animaux abattus au titre de la lutte contre les maladies animales.

- 18 - Décisions relatives à l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration et notification à leurs propriétaires.

Arrêté du 30 mars 2001

REPRODUCTION

Insémination artificielle :

- 19 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière d'Insémination Artificielle.

Décret n° 69-258 du 22 mars 1969
Décret n° 69-667 du 14 juin 1969
Arrêté du 16 mars 1976
Arrêté du 16 février 1984
Arrêté du 21 janvier 1988 modifié
Arrêté du 21 juillet 1989

Monte publique :

- 20 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière de Monte Publique.

Décret n° 69-257 du 22 mars 1969
Décret n° 86-1131 du 15 octobre 1986
Arrêté du 16 février 1984
Arrêté du 28 octobre 1988
Arrêté du 4 décembre 1990

Délivrance d'agrément ou d'autorisations :

- 21 - Agrément sanitaire des centres de collecte de sperme de l'espèce porcine.
22 - Agrément sanitaire des centres de collecte de sperme des espèces bovine, ovine et caprine.
23 - Autorisation sanitaire d'utilisation de verrat pour la production de semence.
24 - Autorisation sanitaire d'utilisation et autorisation d'admission en centre des reproducteurs des espèces suivantes :
- espèce bovine
- espèce caprine
- espèce ovine.
25 - Agrément sanitaire communautaire des équipes de transfert embryonnaire bovin, ovin, caprin :
- espèce bovine
- espèces ovine et caprine.
26 - Agrément sanitaire communautaire :
- des équipes de collecte d'ovules et d'embryons équins
- des centres de collecte de semence de l'espèce équine.

Arrêté du 16 novembre 1992

Arrêté ministériel du 12 juillet 1994
Arrêté ministériel du 30 mars 1994
Arrêté ministériel du 29 mars 1994
Arrêté du 16 novembre 1992

Arrêté du 12 juillet 1994 modifié
Arrêté du 29 mars 1994 modifié
Arrêté du 30 mars 1994 modifié

Arrêté du 13 juillet 1994 modifié
Arrêté du 31 mars 1994 modifié

Arrêté du 11 mars 1996
Arrêté du 8 mars 1996

TUBERCULOSE

- 27 - Arrêtés fixant les mesures techniques, administratives et financières de lutte contre la tuberculose bovine et caprine.
28 - Arrêtés portant attribution de la patente sanitaire et de la patente vétérinaire et médicale.
29 - Arrêtés réglementant la circulation, le transport et l'accès à certains lieux des bovins non reconnus indemnes de tuberculose.
30 - Arrêtés fixant la liste des abattoirs sur lesquels doivent être dirigés les bovins reconnus tuberculeux.
31 - Décisions d'abattage total d'un cheptel atteint de tuberculose.

Décret n° 63.301 du 19 mars 1963
Arrêté ministériel du 16 mars 1990
Arrêté ministériel du 6 juillet 1990
Arrêté ministériel du 11 juillet 1990
Arrêté ministériel du 4 mai 1999
Décret n° 65-140 du 12 février 1965
Arrêté ministériel du 3 août 1984
Décret n° 63.301 du 19 mars 1963

Décret n° 63.301 du 19 mars 1963

Arrêté ministériel du 16 mars 1990

BRUCELLOSE BOVINE, OVINE ET CAPRINE

- 32 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière de Brucellose bovine, ovine et caprine.

Code Rural articles L. 223-6, L. 233-8
Décret n° 65-1166 du 24 décembre 1965
Décret n° 65-1177 du 31 décembre 1965
Arrêté du 28 février 1957
Arrêté du 20 mars 1990 modifié
Arrêté du 13 juillet 1990
Arrêté du 13 octobre 1998
Arrêté du 20 mars 1990 modifié

- 33 - Décisions d'abattage total d'un cheptel atteint de Brucellose.

FIEVRE APHTEUSE

- 34 - Arrêtés fixant le lieu et les conditions de l'abattage des animaux atteints ou contaminés de fièvre aphteuse.
- 35 - Arrêtés fixant les mesures techniques et financières applicables en cas de fièvre aphteuse.

Décret n° 91.1318 du 27 décembre 1991

Décret n° 91.1318 du 27 décembre 1991
Arrêté ministériel du 23 novembre 1994
Arrêté ministériel du 18 mars 1993

FIEVRE CATARRHALE DU MOUTON

- 36 - Arrêtés fixant les mesures de police sanitaire.

Arrêtés interministériels des 21 août 2001 et 12 septembre 2001

LEUCOSE BOVINE ENZOOTIQUE

- 37 - Arrêtés fixant les mesures techniques et financières applicables en matière de lutte contre la leucose bovine enzootique.

Décret n° 90-1223 du 31 décembre 1990
Arrêté ministériel du 31 décembre 1990

ENCEPHALOPATHIE SPONGIFORME BOVINE

- 38 - Arrêtés fixant les mesures techniques et financières applicables en matière de lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine.

Décret n° 90-478 du 12 juin 1990
Arrêté ministériel du 3 décembre 1990 modifié
Arrêté ministériel du 4 décembre 1990 modifié

TREMBLANTE OVINE ET CAPRINE

- 39 - Arrêtés fixant les mesures techniques et financières applicables en matière de lutte contre la tremblante ovine et caprine.

Décret n° 96-528 du 14 juin 1996
Arrêtés Ministériels du 15 Mars 2002

PESTE PORCINE CLASSIQUE

- 40 - Arrêtés fixant les mesures applicables en matière de peste porcine classique.
- 41 - Arrêtés fixant la liste des experts chargés d'estimer la valeur des porcins abattus dans le cadre de la lutte contre la peste porcine classique.

Arrêté ministériel du 22 février 1982
Arrêté ministériel du 29 juin 1993
Arrêté ministériel du 2 février 1982

PESTE PORCINE AFRICAINE

- 42 - Arrêtés fixant les mesures applicables en matière de peste porcine africaine.

Arrêté ministériel du 22 juillet 1974
Arrêté ministériel du 4 juin 1982

MALADIE D'AUJESZKY

- 43 - Arrêtés fixant les mesures applicables en matière de lutte contre la maladie d'Aujeszky.
- 44 - Arrêtés portant dérogation à l'interdiction de vaccination contre la maladie d'Aujeszky.

Arrêté ministériel du 6 juillet 1990
Arrêté ministériel du 8 juillet 1990
Arrêté ministériel du 27 février 1992
Arrêté ministériel du 2 mars 1998

MALADIE VESICULEUSE DES SUIDES

- 45 - Arrêtés fixant les mesures particulières en matière de maladie vésiculeuse des suidés.

Décret n°75-53 du 21 janvier 1975
Arrêté ministériel du 8 juin 1994

METRITE CONTAGIEUSE DES EQUIDES

- 46 - Arrêtés fixant les mesures techniques et financières applicables en matière de lutte contre la métrite contagieuse des équidés.

Décret du 13 janvier 1992
Arrêtés ministériels du 7 février 1992
Arrêté ministériel du 29 avril 1992

ANEMIE INFECTIEUSE DES EQUIDES

- 47 - Arrêtés fixant les mesures techniques et financières applicables en matière de lutte contre l'anémie infectieuse des équidés.

Décret n° 92-1029 du 23 septembre 1992
Arrêtés ministériels du 23 septembre 1992

MENINGO-ENCEPHALO-MYELYTE

- 48 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière de méningo-encéphalo-myélite des équidés.

Décret n° 76-135 du 5 février 1976
Arrêté du 14 février 1977
Arrêté du 15 février 1977

PESTE EQUINE

- 49 - Arrêtés fixant les mesures applicables en matière de peste équine

Décret n° 96-24 du 11 janvier 1996
Arrêté du 2 février 1996

GIBIER

- 50 - Arrêtés fixant les mesures particulières du Contrôle Officiel

Circulaire n° 4029 du 17 juillet 1956

des élevages de gibier de repeuplement.	Circulaire n° 827 du 29 août 1968 Arrêté du 28 novembre 1994 Arrêté du 18 mars 1993 Arrêté du 8 octobre 1982 modifié
51 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière d'élevage de sangliers dont autorisation de transport et de commercialisation.	
52 - Arrêtés d'autorisation d'ouverture d'élevages de gibiers	Code Rural, articles R. 213-24 à R. 213-36
53 - Décisions d'attribution de certificat de capacité pour l'élevage de gibier.	Décret N° 94-198 du 8 mars 1994
54 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière de vente, d'achat et de détention de gibier.	Décret n° 57-85 du 25 janvier 1957 Arrêté du 28 février 1962 modifié Arrêté du 12 août 1994
55 - Mises en demeure de régularisation.	Code Rural, articles R 213-44 et R. 213-47
RAGE	
56 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière de rage.	Code Rural Décret n° 96-596 du 27 juin 1996 Arrêté du 6 février 1984 Arrêtés du 21 avril 1997
57 - Arrêtés habilitant les personnes chargées d'assister les fonctionnaires et les lieutenants de louveterie dans l'exécution ou le contrôle de la destruction des animaux sauvages vecteurs de la rage.	Décret n° 76.867 du 13 septembre 1976
AVICULTURE	
58 - Arrêtés portant organisation d'un contrôle officiel hygiénique et sanitaire des établissements producteurs d'œufs à couver et des établissements d'accouaison.	Décret du 21 août 1948 Arrêté ministériel du 22 avril 1991 Note de service n° 91/8126 du 1er juillet 1991
59 - Conventions passées à titre individuel entre le propriétaire des animaux soumis à l'application d'un protocole de contrôle des maladies aviaires ou à des mesures d'abattage.	Arrêté ministériel du 22 avril 1991 Note de service n° 82/8164 du 30 décembre 1982
60 - Arrêtés fixant les mesures applicables en matière de salmonellose aviaire.	Décret n° 95-218 du 27 février 1995 Arrêté ministériel du 26 octobre 1998
61 - Arrêtés fixant les mesures applicables en matière de maladie de Newcastle et d'influenza aviaire	Décret du 21 août 1948 Arrêté ministériel du 8 juin 1994
PISCICULTURE - AQUACULTURE	
62 - Agréments des établissements de pisciculture ou d'aquaculture.	Décret n° 90.804 du 7 septembre 1990
63 - Arrêtés fixant les mesures applicables en matière de maladies réputées contagieuses des salmonidés.	Décret n° 99-822 du 16 septembre 1999 Arrêté du 22 septembre 1999 Arrêté du 23 septembre 1999
64 - Arrêtés fixant les mesures de lutte contre les maladies réputées contagieuses des poissons	Décret n°99-822 du 16 septembre 1999 Arrêtés ministériels du 22 septembre 1999 et 23 septembre 1999
APICULTURE	
65 - Arrêtés fixant les distances à observer entre les ruches d'abeilles et les propriétés voisines de la voie publique.	Code Rural, art. L. 211-6
66 - Arrêtés relatifs à l'application des dispositions sanitaires.	Décret n° 78-91 du 10 janvier 1978 Arrêté ministériel du 11 août 1980 modifié Arrêté ministériel du 16 février 1981 Arrêté ministériel du 22 février 1984
67 - Arrêtés portant nomination des agents spécialisés pour les questions apicoles, placés sous l'autorité du Directeur des Services Vétérinaires.	Arrêté ministériel du 11 août 1980 modifié
68 - Arrêtés fixant la liste des experts chargés d'estimer la valeur des colonies d'abeilles, des cadres, des hausses, ou ruches, détruits dans le cadre de la lutte contre les maladies réputées contagieuses.	Arrêté ministériel du 16 février 1981
HYPODERMOSE	
69 - Arrêtés relatifs à la lutte contre l'hypodermose bovine	Code Rural, art. L. 224.1 Décret N° 81.857 du 15 septembre 1981 Arrêté ministériel du 6 mars 2002

B - PROTECTION ANIMALE

GENERALITES

- 70 - Arrêtés et décisions fixant les mesures particulières applicables en matière de protection animale.
- 71 - Arrêtés fixant les mesures d'urgence pour abréger la souffrance d'animaux.
- 72 - Arrêtés portant réquisition de service pour exécution de mesures d'urgence pour abréger la souffrance d'animaux.

Code Rural, art. L. 214-1 à L. 214-24
Décret n° 80-791 du 1er octobre 1980 modifié
Décret n° 95-1285 du 13 décembre 1995
Décret n° 97-903 du 1er octobre 1997
Décret n° 97-903 du 1er octobre 1997

ABATTAGE

- 73 - Arrêtés délivrant une autorisation pour l'abattage rituel des animaux destinés à la consommation humaine.

Décret n° 80.791 du
1er octobre 1980 modifié

TRANSPORT

- 74 - Agrément des transports d'animaux vertébrés vivants

Décret n°95.1285 du 13 décembre 1995
modifié le 24 novembre 1999
Arrêté ministériel du 5 novembre 1996
modifié le 24 novembre 1999

ANIMAUX DE COMPAGNIE

- 75 - Cession d'animaux de compagnie : dérogation à l'interdiction de cession dans les manifestations et lieux non spécifiquement consacrés aux animaux.
- 76 - Activités liées aux animaux de compagnie d'espèces domestiques : délivrance du certificat de capacité, mise en demeure, suspension ou retrait de certificat de capacité, suspension d'activité.

Code Rural, article L. 214-7

Code Rural, articles L. 214-6 et L. 215-9
Décret n° 2000-1039 du 23 octobre 2000
Arrêté du 1er février 2001

CARNIVORES

- 77 - Arrêtés relatif à l'exercice de l'activité de dressage des chiens au mordant et aux modalités de demande et de délivrance du certificat de capacité s'y rapportant.
- 78 - Arrêtés portant organisation des concours et expositions des carnivores domestiques.
- 79 - Arrêtés et décisions fixant les mesures particulières applicables aux établissements d'élevage, de transit, de garde, de vente ou de toilettage de carnivores domestiques, dont mise en demeure et suspension d'activité.
- 80 - Délivrance des récépissés de déclaration des établissements de transit, vente ou toilettage de carnivores.
- 81 - Habilitation des personnes pouvant procéder au tatouage des chiens.
- 82 - Délivrance des certificats de capacité pour le dressage des chiens au mordant.

Arrêté du 26 octobre 2001

Décret du 20 février 2002
Notes de service du 28 juin 1978 et
du 27 octobre 1981
Code Rural, articles L. 215-9 et L. 214-7
Décret n° 91-823 du 28 août 1991
Arrêté du 30 juin 1992 modifié

Arrêté du 30 juin 1992 modifié

Arrêté du 30 juin 1992

Code Rural, article L. 211-17
Arrêté Ministériel du 17 juillet 2000

CENTRES EQUESTRES

- 83 - Arrêtés relatifs à l'homologation, au classement et au contrôle des établissements hippiques.

Décret n° 79-264 du 30 mars 1979
Arrêté du 30 mars 1979
Arrêté du 25 octobre 1982
Arrêté du 13 octobre 1986

EXPERIMENTATION ANIMALE

- 84 - Arrêtés d'agrément des établissements d'expérimentation animale.
- 85 - Attribution de certificat d'autorisation d'expérimenter sur les animaux vivants
- 86 - Autorisation de recours à des fournisseurs occasionnels.

Décret n° 87.848 du 19 octobre 1987
Arrêté ministériel du 19 avril 1988
Décret n° 87.848 du 19 octobre 1987
Arrêté ministériel du 19 octobre 1988
Note de service du 29 décembre 1997
Décret n° 87-848 du 19 octobre 1987

C - PROTECTION DE LA NATURE

- 87 - Arrêtés fixant les mesures particulières applicables en matière de protection de la nature et de détention d'animaux non domestiques.

Code de l'Environnement, art. L. 413-3
Code Rural, art. R. 213-4 à 213-5
Loi n° 64-1125 du 12 novembre 1964
Loi n° 76-629 du 10 juillet 1976
Décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977
Décret n° 77-1296 du 25 novembre 1977

- 88 - Mise en demeure d'exploitant d'établissement détenant des animaux d'espèces non domestiques.
- 89 - Autorisations de transport (sauf en vue de réintroduction dans la nature), de détention et d'utilisation d'animaux vivants d'espèces protégées.
- 90 - Autorisations relatives aux animaux vivants des espèces de faune figurant aux annexes de la Convention de Washington et des règlements (CE) (n° 338/97 et n° 939/97).
- 91 - Autorisations de détention de loups, et attribution des numéros d'identification de ces animaux.
- 92 - Arrêtés d'autorisation d'ouverture des établissements autres que les élevages de gibier.
- 93 - Délivrance des certificats de capacités aux responsables de ces établissements.

CONSIGNATION - RAPPEL - RESIDUS - CONTAMINANTS

- 94 - Consignation ou rappel d'un lot d'animaux ou de denrées animales ou d'origine animale susceptibles de présenter un danger pour la santé publique.

D - HYGIENE ALIMENTAIRE

- 95 - Qualification de vétérinaire officiel.
- 96 - Arrêtés relatifs à l'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale et fixant les normes sanitaires auxquelles doivent satisfaire les denrées animales ou d'origine animale pour être reconnues propres à la consommation humaine.
- 97 - Arrêtés de fermeture provisoire des restaurants en cas d'insalubrité ou de danger grave ou immédiat pour la santé publique.
- 98 - Arrêtés de fermeture de tout ou partie d'un établissement présentant une menace pour la santé publique, ou d'arrêt d'une ou plusieurs activités au sein de l'établissement.
- 99 - Arrêtés fixant la liste des abattoirs autorisés à recevoir des animaux destinés à être abattus d'urgence.
- 100 - Agréments techniques et sanitaires des véhicules routiers, destinés au transport des denrées périssables sous température dirigée et agrément sanitaire des voitures boutiques et engins non dotés d'isolation thermique.
- 101 - Récépissés de déclaration et attribution de marque de salubrité pour les :
 - . Centres d'abattage de volailles et de lapins et certains établissements de préparation et de transformation de viande de volaille et de lapin.
 - . Etablissements de préparation de plats cuisinés à l'avance.
 - . Etablissements de congélation.
 - . Etablissements de restauration collective à caractère social
 - . Points de vente.
 - . Centres de collecte, emballage et commercialisation des œufs
 - . Etablissements de production des ovoproduits
 - . Etablissements de préparation de crème.
 - . Etablissements de préparation du lait pasteurisé
 - . Etablissements de préparation du lait stérilisé U.H.T.
- 102 - Agrément sanitaire et technique des centres conchylicoles d'expédition et de purification.
- 103 - Délivrance des agréments des établissements mettant sur le marché des denrées animales ou d'origine animale.
- 104 - Autorisations de commercialisation d'animaux, de viandes et de produits transformés à base de

Décret n° 77-1297 du 25 novembre 1977
 Décret n° 85-1161 du 31 octobre 1985
 Nouveau Code Rural
 art. R 213-44 et R 213-47
 Code Rural, art. R 211-6 à R 211-11
 Décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997

Arrêté du 30 juin 1998

Arrêté du 19 mai 2000

Code Rural, art. R 213-5 à R 213-19

Code Rural, art. R 213-4

Code Rural, article L. 232-2
 (Loi 99-574 du 09 juillet 1999)
 Code de la Consommation, art. L.218-4 à L.218-5

Code Rural, art. L.221-13
 Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971
 Code Rural, art. 258 - 250 et 262

Code des Collectivités Territoriales
 art. 2212-1 et suivants
 Code de la Santé Publique, art. L2 et L17
 Code des Débits de Boisson et Prévention contre l'alcoolisme, art. L62
 Code de la Consommation, art. L. 221-1 à L. 225-1
 Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971
 Arrêté ministériel du 09 mai 1995
 Code Rural, article L. 233-1
 (Loi 99-574 du 09 juillet 1999)
 Code de la Consommation, art. L.218-3
 Arrêté ministériel du 15 juin 2000

Arrêté ministériel du 20 juillet 1998

Arrêté ministériel du 2 février 1977

Arrêté ministériel du 26 juin 1974
 Arrêté ministériel du 26 juin 1974
 Arrêté ministériel du 3 avril 1996
 Décret n° 71.636 du 21 juillet 1971
 Arrêté ministériel du 4 novembre 1965
 Arrêté ministériel du 15 avril 1992
 Arrêté ministériel du 14 janvier 1980
 Arrêté ministériel du 21 juin 1982
 Arrêté ministériel du 30 décembre 1993
 Décret n° 94.340 du 28 avril 1994

Code Rural, art. L. 233-2
 Arrêté ministériel du 28 juin 1994
 Arrêté ministériel du 2 mars 1995
 Arrêté ministériel du 12 août 1994

- viande de certaines espèces de gibier en période de fermeture de la chasse.
- 105 - Dispense à l'agrément sanitaire pour les établissements mettant sur le marché des viandes ou des produits à base de viande. Code Rural, art. I. 233-2
Arrêté ministériel du 8 septembre 1994 modifié
- 106 - Suspension de la dispense à l'agrément en cas d'infraction aux dispositions du décret du 21 juillet 1971. Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971
Arrêté du 08 septembre 1994
Arrêté du 08 février 1996
Arrêté ministériel du 14 janvier 1994
- 107 - Dérogation pour l'abattage des volailles à usage gastronomique traditionnel reconnu et de certains gibiers d'élevage à plumes. Arrêté ministériel du 14 janvier 1994
- 108 - Dérogation pour les abattoirs (volailles, lapins) de faible capacité. Arrêté ministériel du 14 janvier 1994
- 109 - Autorisation de commercialisation sur le marché national pour les abattoirs dérogatoires de faible capacité. Note de service DGAL/SDHA-94 n° 8213 du 19 décembre 1994
- 110 - Décision portant remboursement de la valeur d'échantillon de denrée animale ou d'origine animale prélevé en vue d'examen de laboratoire. Circulaire n° 1536 du 11 décembre 1972

E - EQUARRISSAGE

- 111 - Autorisations et retrait d'autorisation de détention de matériels à risques spécifiés. Code Rural, art. L.226-2 - L.226-3 - L.226-8 - L.226-9 et L.269-1
- 112 - Arrêtés portant réquisition d'une société d'équarrissage. Code Rural, article L. 226-1
Décret n° 96-1229 du 27 décembre 1996
- 113 - Attestations du service fait auprès du CNASEA en matière de prestations du service public de l'équarrissage. Loi n° 96.1139 du 26 décembre 1996
Décret n° 96.1229 du 27 décembre 1996
- 114 - Arrêtés fixant les mesures de surveillance des établissements d'équarrissage. Code Rural, article L. 231-1
Décret n° 71-636 du 21 juillet 1971

DECHETS ANIMAUX

- 115 - Autorisations de s'approvisionner pour la nourriture des animaux, dans les abattoirs publics, en viandes et abats à l'état cru, saisis comme impropres à la consommation humaine. Arrêtés ministériels du 3 mai 1957 et du 25 septembre 1962.
Arrêté ministériel du 22 mars 1985
Arrêté ministériel du 30 décembre 1991
Arrêté ministériel du 30 décembre 1991
- 116 - Dérogation à l'utilisation de déchets animaux pour l'alimentation d'animaux de zoo ou de cirque, d'animaux à fourrure, de chiens de meute d'équipage. Arrêté ministériel du 30 décembre 1991
- 117 - Dérogation à l'utilisation de déchets animaux pour l'alimentation des vers minières. Arrêté ministériel du 30 décembre 1991
- 118 - Dérogation à l'utilisation de déchets animaux pour des besoins spécifiques. Arrêté ministériel du 30 décembre 1991

F - IMPORTATION - EXPORTATION - ECHANGES INTRA-COMMUNAUTAIRE

- 119 - Arrêtés et décisions relatives aux importations, échanges intracommunautaires et exportations d'animaux vivants, de produits et denrées animales et d'origine animale. Code Rural, art. L. 236-1 à L. 236-12
- 120 - Agrément des opérateurs et centres de rassemblement des animaux vivants. Arrêté ministériel du 9 juin 1994
Arrêté ministériel du 26 août 1994

G - PHARMACIE VETERINAIRE

- 121 - Agrément d'installations de préparation extemporanée d'aliments médicamenteux. Code de la Santé Publique - art. L.5143-3 et art. R. 5146-50 bis

H - ALIMENTATION ANIMALE

- 122 - Arrêtés portant dérogation à l'interdiction d'utiliser des eaux grasses et déchets de cuisine pour l'alimentation des porcins et des carnivores domestiques. Arrêté ministériel du 22 Mars 1985
- 123 - Agrément des établissements Arrêté ministériel du 28 février 2000
- 124 - Retraits des farines et graisses de l'alimentation animale : réquisitions, conventions, attestations du service fait Arrêté interministériel du 14 novembre 2000
- 125 - Agrément enregistrement établissement pour l'emploi de certaines protéines et graisses animales Décret du 1er décembre 2000
Code Rural L 226-9
Arrêté Ministériel du 24 Juillet 1990

ARTICLE 2 - En outre, délégation est donnée à Madame Christine MOURRIERAS afin de signer toutes ampliations et copies conformes pour les arrêtés ou documents administratifs dont la signature est réservée à M. le Préfet.

ARTICLE 3 - En cas d'empêchement du Docteur Christine MOURRIERAS, la délégation de signature qui lui est conférée à

l'article 1er du présent arrêté sera exercée par le Docteur Christelle MARIE, vétérinaire inspecteur, adjointe de la directrice, et par les Docteurs Catherine ANDRE, Anne LEBOUCHER, Anne MIGNAVAL, Pierre GUERRAULT et Michael ZANDITENAS, vétérinaires inspecteurs,

pour les articles 111 à 118 et 122 à 125 par M. Daniel COUILLARD, Ingénieur des Travaux Agricoles,

et pour l'article 100, par M. Daniel FORT et M. Jean-Michel DOUX, techniciens des services vétérinaires.

ARTICLE 4 - La présente délégation donnée à Madame Christine MOURRIERAS réserve à la signature de M. le Préfet les correspondances adressées aux Parlementaires et au Président du Conseil Général et les circulaires générales aux Maires.

Le préfet conserve la possibilité d'évoquer toute affaire de sa compétence lorsqu'il l'estime opportun.

La directrice départementale rendra compte périodiquement au préfet des décisions intervenues dans les domaines où elle a délégué.

ARTICLE 5 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.150 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 6 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice des services vétérinaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

II - DÉLÉGATIONS DE SIGNATURES - ORDONNATEUR SECONDAIRE DES CRÉDITS DE L'ÉTAT

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-326 accordant délégation de signature à M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

**Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite**

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant Charte de la Déconcentration;

VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;

VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;

VU le décret n°2001-210 du 7 mars 2001 portant réforme du code des marchés publics, et notamment son article 20 ;

VU l'arrêté du 18 avril 2000 du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, nommant M Jean-Marie ANGOTTI en qualité de Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Vendée;

VU l'arrêté interministériel du 2 mai 2002 de la secrétaire d'Etat au Budget et du ministre de l'Agriculture et de la Pêche portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté interministériel du 27 janvier 1992 du Ministre délégué au Budget et du Ministre de l'Environnement portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté interministériel du 18 mai 2000 de La Secrétaire d'Etat au Budget et de La Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués du compte d'affectation spéciale Fonds national de l'eau n° 902-00, section 2, dont la Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement est ordonnateur principal ;

VU la circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 23 avril 1999 relative aux renouvellements des délégations de signature en matière financière.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1ER : Délégation de signature est donnée à M Jean-Marie ANGOTTI, directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet d'assurer l'ensemble des opérations d'ordonnancement relevant :

a) du budget du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales pour les recettes et dépenses relatives aux activités de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, du service départemental du travail et de la protection sociale agricoles, ainsi qu'aux dépenses d'investissement, (code 03)

b) du Fonds forestier national pour les dépenses imputables sur les crédits qui y sont affectés

c) du compte d'affectation spéciale n°902-00 " Fonds national de l'eau " section 1 dénommée " Fonds national pour le développement des adductions d'eau " pour les dépenses imputables sur les crédits qui y sont affectés.

d) du compte d'affectation spéciale Fonds national de l'eau n°902-00, section 2 dénommée " Fonds national de solidarité pour l'eau " pour l'exécution des recettes et des dépenses relatives à l'activité de son service dans le domaine de l'eau et de l'environnement.

e) du budget du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable pour l'exécution des Recettes et Dépenses relatives à l'activité de son service dans le domaine de l'eau et de l'environnement à l'exception de l'indemnisation des commissaires - enquêteurs (code 37).

ARTICLE 2 : Délégation est donnée également à M. Jean-Marie ANGOTTI, à l'effet de signer les actes d'engagement des marchés de l'Etat.

ARTICLE 3 : Cependant, les engagements juridiques pour les dépenses d'investissement à partir d'un montant de 46 000 € par opération, ainsi que pour les dépenses de fonctionnement et d'études à partir d'un montant de 16 000 € devront être obligatoirement soumis au préalable au visa préfectoral.

Par dérogation, dans le cadre de l'opération de relogement de la direction départementale de l'Agriculture et de la forêt et de la direction départementale des Services Vétérinaires, les marchés et conventions seront soumis au visa préfectoral à partir d'un montant de 1 680 000 €.

ARTICLE 4 : Délégation est en outre donnée à M Jean-Marie ANGOTTI, à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : Seront soumis à la signature du Préfet, personnellement responsable devant la Cour de Discipline budgétaire, les ordres de réquisition du Comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visa du Contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 6 : M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, peut sous sa responsabilité subdéléguer sa signature aux agents ayant la qualité définie par les arrêtés ministériels sus-visés.

Ampliation de cette décision sera transmise au Préfet et au Trésorier Payeur Général de la Vendée.

ARTICLE 7 : Un compte rendu d'utilisation des crédits et une liste des marchés soumis au visa seront établis par M. Jean-Marie ANGOTTI et transmis au Préfet.

ARTICLE 8 : L'arrêté n° 02-DAEPI/3-138 est abrogé.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Trésorier Payeur Général et M. Jean-Marie ANGOTTI Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 JUILLET 2002

LE PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-327
accordant délégation de signature à Mlle Danielle HERNANDEZ,
Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics dans les départements modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant Charte de la Déconcentration;

VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean - Claude Vacher, Préfet de la Vendée ;

VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 modifié du ministre des Affaires sociales et de la solidarité nationale et du ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des finances chargé du budget, du ministre de la Santé, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Emploi, et du ministre délégué aux Affaires sociales, chargé du travail, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;

VU l'arrêté interministériel du 18 mai 2000 de La Secrétaire d'Etat au Budget et de La Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués du compte d'affectation spéciale Fonds national de l'eau n° 902-00, section 2, dont la Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement est ordonnateur principal ;

VU le décret n°2001-210 du 7 mars 2001 portant réforme du code des marchés publics, et notamment son article 20 ;

VU la circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 23 avril 1999 relative aux renouvellements des délégations de signature en matière financière.

VU l'arrêté du 2 juin 1998 du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité nommant Mlle Danielle HERNANDEZ Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de la Vendée ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1ER : Délégation de signature est donnée à Mlle Danielle HERNANDEZ, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de la Vendée à l'effet d'assurer l'ensemble des opérations d'ordonnancement des dépenses et recettes du

ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité Section II santé, solidarité (code 35) relative à l'activité de son service. Délégation de signature lui est, en outre donnée pour l'exécution des recettes et des dépenses du compte d'affectation spéciale Fonds national de l'eau n°902-00, section 2, relatives à l'activité de son service dans le domaine de l'eau et de l'environnement

ARTICLE 2 : Délégation est donnée également à Mlle Danielle HERNANDEZ, à l'effet de signer les actes d'engagement des marchés de l'Etat.

ARTICLE 3 : Cependant, les engagements juridiques pour les dépenses d'investissement à partir d'un montant de 46 000 € par opération, ainsi que pour les dépenses de fonctionnement et d'études à partir d'un montant de 16 000 €, devront être obligatoirement soumis au préalable au visa préfectoral.

ARTICLE 4 : Délégation est en outre donnée à Mlle Danielle HERNANDEZ, à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : Seront soumis à la signature du Préfet, personnellement responsable devant la Cour de Discipline budgétaire, les ordres de réquisition du Comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visa du Contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 6 : Mlle Danielle HERNANDEZ, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature, à ses subordonnés de catégorie A :

- Fonctionnaires du Corps du personnel supérieur de directions départementales des affaires sanitaires et sociales
- Fonctionnaires du Corps des médecins inspecteurs de la santé
- Fonctionnaires relevant des statuts départementaux.

En ce qui concerne la gestion des crédits du Fonds national de l'eau, une subdélégation de signature peut être accordée aux agents ayant la qualité suivante :

- chef de service
- adjoint au chef de service
- chef de l'une des divisions organiques qui composent le service
- responsable de la comptabilité de ce service.

Ampliation de cette décision sera transmise au Préfet et aux Trésoriers Payeurs Généraux de la Vendée et de Loire-Atlantique.

ARTICLE 7 : L'arrêté n° 02-DAEPI/3-131 est abrogé.

ARTICLE 8 : Un compte rendu d'utilisation des crédits et une liste des marchés soumis au visa seront établis par Mlle Danielle HERNANDEZ et adressés au Préfet.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et Mlle Danielle HERNANDEZ Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-328
accordant délégation de signature à Mme Michèle JOIGNY,
Directrice Départementale de l'Équipement

Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée;
Vu l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics dans les départements modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant Charte de la Déconcentration;

VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;

VU l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 modifié du ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, du Ministre de l'Education Nationale portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués;

VU l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget et du Ministre de l'Urbanisme et du Logement portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget et du Ministre de la Mer portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 du Ministre d'Etat, Ministre des Transports et du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté interministériel du 29 décembre 1998 du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie chargé du Budget portant règlement de comptabilité du Ministère de la Justice pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté interministériel du 27 janvier 1992 du Ministre de l'Environnement et du Ministre délégué au Budget portant règlement de la comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'article 74 de la loi de finances pour 1991 prorogeant les dispositions de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 ;

VU le décret n° 90.232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce "Opérations industrielles et commerciales des Directions Départementales de l'Équipement".

VU l'arrêté interministériel du 29 avril 1999 modifiant l'arrêté du 11 février 1983 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires du budget des services généraux du Premier Ministre

VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale,

complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;
VU l'arrêté interministériel du 18 mai 2000 de La Secrétaire d'Etat au Budget et de La Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués du compte d'affectation spéciale Fonds national de l'eau n° 902-00, section 2, dont la Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement est ordonnateur principal ;
VU la circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 23 avril 1999 relative aux renouvellements des délégations de signature en matière financière ;
Vu l'arrêté du ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement en date du 22 décembre 2000, nommant Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'Equipement de la Vendée.
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1ER : Délégation de signature est donnée à Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'Equipement à l'effet d'assurer l'ensemble des opérations d'ordonnancement des recettes et des dépenses relevant

- du budget du Ministère de la **Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche** (code 06) pour les opérations d'investissement énumérées à l'article I-A de l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 du Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget et du Ministre de l'Education Nationale à l'exclusion des opérations imputables au chapitre 66.33.
- du budget du Ministère de l'**Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme, et de la Mer** (codes 23, 31, 26, 28) relative aux activités de la Direction Départementale de l'Equipement et de son service maritime y compris le compte de commerce "opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'Equipement, le compte d'affectation spéciale 902.29 chapitre 01 article 10 "Fonds pour le logement des personnes en difficultés", à l'exclusion de la gestion des crédits de la section budgétaire "Services communs" (code 23)
 - . du chapitre 37.06 article 20 : Dépenses relatives aux enquêtes REAGIR et aux plans départementaux d'action et de sécurité routière ;
 - . du chapitre 37.45 article 10 : Frais de fonctionnement des commissions médicales des conducteurs ;
 - . du chapitre 31.95 article 70 : Contrôle de l'aptitude physique des conducteurs ;
- et de la gestion des crédits de la section budgétaire " Transports et Sécurité routière " (code 26)
 - . du chapitre 44.20 article 50 actions d'incitation en matière de Sécurité Routière.
- du budget du Ministère de l'**Ecologie et du Développement durable** (code 37) ;
 - . Pour l'exécution des recettes et des dépenses relevant de l'activité de son service
- du budget du Ministère de la **Justice** (code 10) pour la gestion des opérations d'investissement dont la conduite a été confiée à son service
- du budget des **Services Généraux du Premier Ministre** (code 12) pour les dépenses relatives aux cités administratives
- du **compte d'affectation spéciale Fonds national de l'eau n°902-00, section 2** pour l'exécution des recettes et des dépenses relatives à l'activité de son service dans le domaine de l'eau et de l'environnement.

ARTICLE 2 : En ce qui concerne l'engagement juridique, délégation est donnée dans les limites précisées comme suit:

- les décisions attributives de subventions seront signées par le Préfet, sauf en ce qui concerne les aides au logement.
- les marchés et conventions seront soumis au visa préfectoral à partir d'un montant de 1 530 000 €
- les avenants aux marchés précités ne feront l'objet de la procédure d'avis préalable que dans le cas où ils dépasseraient le seuil fixé ci-dessus.

ARTICLE 3 : Délégation est en outre donnée à Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'Equipement à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : Seront soumis à la signature du Préfet, personnellement responsable devant la Cour de Discipline budgétaire, les ordres de réquisition du Comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visa du Contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 5 : Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'Equipement, peut sous sa responsabilité, déléguer sa signature aux agents ayant la qualité définie par les arrêtés ministériels susvisés.

Ampliation de cette décision sera transmise au Trésorier Payeur Général de la Vendée et au Préfet.

ARTICLE 6 : Un compte rendu d'utilisation des crédits et une liste des marchés soumis au visa seront établis par Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'Equipement et adressés trimestriellement au Préfet.

ARTICLE 7 : L'arrêté n°02-DAEPI/3-130 est abrogé.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et Mme Michèle JOIGNY, directrice départementale de l'Equipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-329
accordant délégation de signature à M. Alain JANTON,
Directeur des Services Fiscaux

Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée ;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires

Généraux de Préfecture ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 92.681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant Charte de la Déconcentration ;
Vu le décret n° 82.632 du 22 juillet 1982 relatif aux pouvoirs des commissaires de la république sur les services fiscaux, les services douaniers, et les laboratoires régionaux ;
VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;
VU l'arrêté Ministériel du 18 mai 2000 nommant M. Alain JANTON, directeur des services fiscaux de la Vendée ;
VU l'arrêté du 21 décembre 1982 et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983 et 5 janvier 1984 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté du 21 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués (services économiques et financiers) modifié par l'arrêté du 26 mars 1996 ;
VU l'arrêté du 23 décembre 1983 instituant une régie d'avances auprès des directions des services fiscaux ;
VU l'arrêté interministériel du 22 avril 1999 modifiant l'arrêté du 11 février 1983 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires du budget des Services Généraux du Premier Ministre ;
VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;
VU le décret n°2001-210 du 7 mars 2001 portant réforme du code des marchés publics, et notamment son article 20 ;
VU la circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 23 avril 1999 relative aux renouvellements des délégations de signature en matière financière.
Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Vendée

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Alain JANTON, directeur des Services Fiscaux de la Vendée, à l'effet de signer :

- tous les actes relatifs à l'ordonnancement des recettes étrangères à l'impôt et au domaine et des dépenses liées à l'activité de la Direction des Services Fiscaux de LA ROCHE SUR YON. Cette délégation s'étend également sur l'ensemble des dépenses d'action sociale pour le compte de la direction du personnel et des services généraux (code 07)
- tous les actes relatifs à l'ordonnancement des recettes et des dépenses du budget du Premier Ministre -Services Généraux - pour les dépenses des cités administratives (code 12).
- les actes d'engagement des marchés de l'Etat.

ARTICLE 2 : Cependant, les engagements juridiques pour les dépenses d'investissement à partir d'un montant de 160 000 € par opération, ainsi que pour les dépenses de fonctionnement et d'études à partir d'un montant de 16 000 € devront être obligatoirement soumis au préalable au visa préfectoral. Il en sera de même pour tout ordre de réquisition du comptable et pour toute décision de passer outre aux refus de visa du Contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est en outre donnée à M. Alain Janton à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement en matière de prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : Le Directeur des services fiscaux peut sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux fonctionnaires de son service ayant au moins le grade d'inspecteur de direction. Ampliation de cette décision sera transmise au Préfet et au Trésorier Payeur Général.

ARTICLE 5 : Un compte rendu d'utilisation des crédits et une liste des marchés soumis au visa seront établis par M. Janton et transmis au Préfet.

ARTICLE 6 : L'arrêté n°02-DAEPI/3-132 est abrogé.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et le Directeur Des Services Fiscaux du département de la Vendée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON le 15 juillet 2002

LE PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02DAEPI/3-330 accordant délégation de signature à M. Alain GUYOT, Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports

**Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite**

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée ;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant Charte de la Déconcentration ;
VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;
VU l'arrêté du 20 juin 1997 du ministre de la jeunesse et des sports nommant M. Alain GUYOT, Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports ;
VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 du ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, des finances et du budget, du ministre

délégué au Temps libre, jeunesse et sports portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;

VU le décret n°2001-210 du 7 mars 2001 portant réforme du code des marchés publics, et notamment son article 20 ;

VU la circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 23 avril 1999 relative aux renouvellements des délégations de signature en matière financière.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Alain GUYOT, directeur départemental de la jeunesse et des sports de la Vendée, à l'effet d'assurer l'ensemble des opérations d'ordonnancement des recettes et des dépenses du budget du Ministère des sports et du Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche relative à l'activité de son service (code 32) et des crédits du F.N.D.S (code 902-17).

ARTICLE 2 : Délégation est donnée également à M. Alain GUYOT, à l'effet de signer les actes d'engagement des marchés de l'Etat.

ARTICLE 3 : Cependant, les engagements juridiques pour les dépenses d'investissement à partir d'un montant de 46 000 € par opération, ainsi que pour les dépenses de fonctionnement et d'études à partir d'un montant de 16 000 € devront être obligatoirement soumis au préalable au visa préfectoral.

ARTICLE 4 : Délégation est en outre donnée à M. Alain GUYOT à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : Seront soumis à la signature du Préfet, personnellement responsable devant la Cour de Discipline budgétaire, les ordres de réquisition du Comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visa du Contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 6 : M. Alain GUYOT, directeur départemental de la jeunesse et des sports, peut, sous sa responsabilité subdéléguer sa signature à ses subordonnés de catégorie A.

Ampliation de cette décision sera transmise au Préfet et au Trésorier Payeur Général de la Vendée.

ARTICLE 7 : L'arrêté n° 02-DAEPI/3-135 est abrogé.

ARTICLE 8 : Un compte-rendu d'utilisation des crédits et une liste des marchés soumis au visa seront établis par M. GUYOT et transmis au Préfet.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et M. Alain GUYOT, directeur départemental de la jeunesse et des sports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-331

**accordant délégation de signature à M. Rémi STRUILLOU
Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle**

**Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite**

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée;

VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics dans les départements modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant charte de la Déconcentration;

VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;

VU l'arrêté du 3 juin 1999 nommant M. Rémi STRUILLOU en qualité de directeur départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle;

VU l'arrêté interministériel du 28 décembre 1994 du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et de ministre du budget, portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;

VU le décret n°2001-210 du 7 mars 2001 portant réforme du code des marchés publics, et notamment son article 20 ;

VU la circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 23 avril 1999 relative aux renouvellements des délégations de signature en matière financière.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Rémi STRUILLOU, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Vendée, à l'effet d'assurer l'ensemble des opérations d'ordonnancement des recettes et des dépenses du ministère des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité, Section Emploi (code 36) relatives à l'activité de son service, à l'exception des dépenses imputables au chapitre 37.62 : Elections prud'homales.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée également à M. Rémi STRUILLLOU, à l'effet de signer les actes d'engagement des marchés de l'Etat.

ARTICLE 3 : Cependant, les engagements juridiques pour les dépenses d'investissement à partir d'un montant de 46 000 € par opération, ainsi que pour les dépenses de fonctionnement et d'études à partir d'un montant de 16 000 €, devront être obligatoirement soumis au préalable au visa préfectoral.

ARTICLE 4 : Délégation est en outre donnée à M. Rémi STRUILLLOU à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : Seront soumis à la signature du Préfet, personnellement responsable devant la Cour de Discipline budgétaire, les ordres de réquisition du Comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visa du Contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 6 : M. Rémi STRUILLLOU, directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires de catégorie A pour les opérations de gestion courante. Ampliation de cette décision sera transmise au Préfet et aux Trésoriers payeurs généraux de la Vendée et de Loire-Atlantique.

ARTICLE 7 : L'arrêté n° 02-DAEPI/3-136 est abrogé.

ARTICLE 8 : Un compte rendu d'utilisation des crédits et une liste des marchés soumis au visa préalable seront établis par M. STRUILLLOU et transmis au Préfet.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et M. Rémi STRUILLLOU, Directeur Départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-332
accordant délégation de signature à M BLOUËT,
Directeur Départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes

Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée ;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;
VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements, modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 ;
VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;
VU l'arrêté du 30 décembre 1985 du Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, modifiant l'arrêté du 21 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté du 14 février 1991 du Ministère de l'Economie, des Finances et de Budget, modifiant les arrêtés du 21 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;
VU la circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 23 avril 1999 relative aux renouvellements des délégations de signature en matière financière.
VU l'arrêté du 8 février 2001 du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie portant mutation à compter du 18 février 2001 de M Jean-Hervé BLOUËT, chef de service départemental de 5ème échelon de la concurrence et de la consommation et de la répression des fraudes à Brest (Finistère), à La Roche sur Yon pour faire fonction de Directeur Départemental de classe normale ;
VU la décision du ministère de l'Economie et des Finances en date du 5 février 1997 nommant le Directeur départemental de la concurrence, de la consommation, et de la répression des fraudes, président du Comité d'Hygiène et de Sécurité départemental interdirectionnel ;
VU le courrier du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie en date du 12 mars 2001 confirmant M. Jean-Hervé BLOUËT à la présidence de ce comité ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Hervé BLOUËT, directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de la Vendée, à l'effet de signer :

- l'ensemble des opérations d'ordonnancement des recettes et des dépenses liées à l'activité de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes de LA ROCHE SUR YON.
- l'ordonnancement des dépenses prévues au budget du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie relatives aux " Actions concertées en matière de consommation et aide aux organisations de consommateurs " (chapitre 44-42 article 87)
- et, en sa qualité de Président du Comité d'Hygiène et de Sécurité, l'ordonnancement des dépenses d'achats divers et de travaux d'hygiène et de sécurité. (code 07)

ARTICLE 2 : Délégation est également donnée à M. Jean-Hervé BLOUËT à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : Cependant, les engagements juridiques pour les dépenses d'investissement à partir d'un montant de 46 000 € par opération, ainsi que pour les dépenses de fonctionnement et d'études à partir d'un montant de 16 000 €, devront être obligatoirement soumis au préalable au visa préfectoral.

ARTICLE 4 : Seront soumis à la signature du Préfet, personnellement responsable devant la Cour de Discipline budgétaire, les ordres de réquisition du Comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visa du contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 5 : M. Jean-Hervé BLOUËT, Directeur Départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, peut sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un fonctionnaire de catégorie A.

Ampliation de cette décision sera transmise au Préfet et au Trésorier Payeur Général de la Vendée.

ARTICLE 6 : Un compte rendu d'utilisation des crédits seront établis par M. Jean-Hervé BLOUËT et transmis au Préfet.

ARTICLE 7 : L'arrêté n°02-DAEPI/3-139 est abrogé.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-333
accordant délégation de signature à M. Bernard JAVAUDIN,
Inspecteur d'Académie

Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements modifié par le décret n° 92.604 du 1er juillet 1992 portant Charte de la Déconcentration ;

VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;

VU le décret du Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie en date du 30 octobre 1998 portant nomination de Monsieur Bernard JAVAUDIN en qualité d'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'Education Nationale, dans le département de la Vendée;

VU l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 modifié et complété en dernier ressort par l'arrêté du 28 janvier 2002 du ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances chargé du budget et du ministre de l'Education nationale portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;

VU le décret n° 2001-210 du 7 mars 2001 portant réforme du code des marchés publics et notamment son article 20 ;

VU la circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 23 avril 1999 relative aux renouvellements des délégations de signature en matière financière.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Bernard JAVAUDIN, Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale, à l'effet d'assurer l'ensemble des opérations d'ordonnancement des dépenses et recettes du ministère de l'Education Nationale, - Section Enseignement Scolaire et figurant dans l'annexe I "Département" de l'arrêté interministériel du 21 décembre 1982 susvisé, complété et modifié.

Délégation est également donnée à M. Bernard Javaudin, à l'effet de signer les actes d'engagement des marchés de l'Etat.

ARTICLE 2 : Cependant, les engagements juridiques pour les dépenses d'investissement à partir d'un montant de 46 000 € par opération, ainsi que pour les dépenses de fonctionnement et d'études à partir d'un montant de 16 000 € devront être obligatoirement soumis au préalable au visa préfectoral.

ARTICLE 3 : Délégation est en outre donnée à M. Bernard JAVAUDIN à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 4 : Seront soumis à la signature du Préfet, personnellement responsable devant la Cour de Discipline budgétaire, les ordres de réquisition du Comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visas du contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 5 : L'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale peut sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature au Secrétaire Général de l'Inspection Académique. Ampliation de cette décision sera transmise au Préfet et au Trésorier Payeur Général de la Vendée.

ARTICLE 6 : L'arrêté n°02-DAEPI/3-137 est abrogé.

ARTICLE 7 : Un compte rendu d'utilisation des crédits et une liste des marchés soumis au visa seront établis par M. JAVAUDIN et adressés au Préfet.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et M. Bernard JAVAUDIN, Inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-335
accordant délégation de signature à M. Bernard PALTANI,
Directeur Départemental des Renseignements Généraux

Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée ;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs de Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements modifié par le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant Charte de la Déconcentration ;
VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;
VU l'arrêté interministériel modifié du 8 décembre 1993 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;
VU l'arrêté ministériel DAPN/RH/CR n° 0483 du 1er octobre 1999 nommant Monsieur Bernard PALTANI, Directeur Départemental des Renseignements Généraux ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Bernard PALTANI, Directeur Départemental des Renseignements Généraux, aux fins de procéder aux engagements juridiques et à la liquidation des dépenses, pour un montant n'excédant pas le seuil des marchés publics - soit : 90 000 €H.T

ARTICLE 2 : Délégation est en outre donnée à M. Bernard PALTANI, à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard PALTANI, la délégation qui lui est conférée, sera exercée par M. Jean-Yves LEBARBIER, commandant de police.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 02-DAEPI/3-134 est abrogé.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et M. Bernard PALTANI, Directeur Départemental des Renseignements Généraux, M. Jean-Yves LEBARBIER, Commandant de police, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI3/336
portant délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire
à Madame Christine MOURRIERAS
Directrice Départementale des Services Vétérinaires

Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;
VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions de l'Etat ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les Départements, notamment les articles 17, 30 et 31 ;
VU le décret n° 2000-210 du 7 mars 2001 portant réforme du code des marchés publics, et notamment son article 20 ;
VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescriptions quadriennale, complété par le décret n° 99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;
VU le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984, modifié, relatif à l'organisation des services extérieurs du Ministère de l'agriculture ;
VU le décret n° 84-1193 du 28 décembre 1984, modifié, relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;
VU le décret n° 2002-234 du 20 février 2002 portant création des Directions Départementales des Services Vétérinaires et modifiant le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation des services extérieurs du Ministère de l'agriculture ;
VU le décret n° 2002-235 du 20 février 2002 relatif à l'organisation et aux attributions des Directions Départementales des Services Vétérinaires ;
VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;
VU l'arrêté interministériel du 2 mai 2002 du Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche

portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche du 7 mars 2002 nommant Madame Christine MOURRIERAS en qualité de Directrice Départementale des Services Vétérinaires de La Vendée ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à Madame Christine MOURRIERAS, Inspectrice en Chef de la santé publique vétérinaire, Directrice Départementale des Services Vétérinaires de La Vendée à l'effet d'assurer l'ensemble des opérations d'ordonnancement relevant du budget du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales pour les recettes et les dépenses relatives aux activités de ses services.

ARTICLE 2 : Délégation est donnée également à Madame Christine MOURRIERAS, à l'effet de signer les actes d'engagement des marchés de l'Etat.

ARTICLE 3 : Cependant, les engagements juridiques pour les dépenses d'investissement à partir d'un montant de 46 000 € par opération, ainsi que pour les dépenses de fonctionnement et d'études à partir d'un montant de 16 000 € devront obligatoirement être soumis au préalable au visa préfectoral.

ARTICLE 4 : Délégation est en outre donnée à Madame Christine MOURRIERAS, à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 5 : Seront soumis à la signature du Préfet, personnellement responsable devant la Cour de Discipline budgétaire, les ordres de réquisition du Comptable public et les décisions de passer outre aux refus de visa du Contrôleur financier déconcentré.

ARTICLE 6 : Madame Christine MOURRIERAS, Directrice Départementale des Services Vétérinaires, peut sous sa responsabilité subdéléguer sa signature aux agents ayant la qualité définie par l'arrêté ministériel du 2 mai 2002.

Ampliation de cette décision sera transmise au Préfet et au Trésorier Payeur Général de la Vendée.

ARTICLE 7 : Un compte rendu d'utilisation des crédits et une liste des marchés soumis au visa seront établis par Madame Christine MOURRIERAS et transmis au Préfet.

ARTICLE 8 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général et la directrice départementale des services vétérinaires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02-DAEPI/3-356 accordant délégation de signature à M. Francis WETTA, Directeur Départemental de la Sécurité Publique

Le Préfet de La Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre national du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée ;
VU l'article 2 du décret modifié n°50.722 du 24 juin 1950 relatif à la délégation des pouvoirs propres aux Préfets, Sous-Préfets et Secrétaires Généraux de Préfecture ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs de Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements modifié par le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant Charte de la Déconcentration ;
VU le décret du 25 juin 2002 du Président de la République nommant Monsieur Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée ;
VU l'arrêté interministériel modifié du 8 décembre 1993 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté ministériel DAPN/RH/CR n° 271 du 06 juin 2002 nommant Monsieur Francis WETTA, Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Vendée ;
VU l'arrêté ministériel DAPN/RH/CR n° 182 du 25 avril 1997 nommant Monsieur Patrick BENEY, Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique des SABLES D'OLONNE ;
VU le décret du 11 février 1998 modifiant la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale, complété par le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour son application ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Délégation de signature est donnée à M. Francis WETTA, Directeur Départemental de la Sécurité Publique, aux fins de procéder aux engagements juridiques et à la liquidation des dépenses, pour un montant n'excédant pas le seuil des marchés publics - soit : 90 000 €H.T.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est en outre donnée à M. Francis WETTA à l'effet de signer les décisions concernant l'opposition ou le relèvement de la prescription quadriennale.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis WETTA, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par M. Patrick BENEY, Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique des SABLES D'OLONNE.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 02-DAEPI/334 est abrogé.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général, le Trésorier Payeur Général, M. Francis WETTA, Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. Patrick BENEY, Commissaire de Police, Chef de la Circonscription de Sécurité Publique des SABLES D'OLONNE

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux directeurs et chefs de services intéressés et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

LE PREFET
Jean-Claude VACHER

III - MANDATS DE REPRÉSENTATION

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.192
portant mandat de représentation à M. Marcel LINET
directeur départemental de l'équipement des Deux-Sèvres

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret impérial du 20 mai 1808 concernant la Police Générale de la Rivière de Sèvre (Niortaise) et notamment son article 27,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté du 18 juin 2002 du Ministre de l'Equipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer portant nomination de M. Marcel LINET, directeur départemental de l'équipement des Deux-Sèvres,
Considérant que le Directeur Départemental de l'Equipement des Deux-Sèvres a, dans ses attributions, la gestion et la conservation des domaines publics maritime et fluvial de la Sèvre Niortaise,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Mandat de représentation est donné à M. Marcel LINET, directeur départemental de l'équipement des Deux-Sèvres, conformément aux dispositions du décret impérial du 20 mai 1808 susvisé, à l'effet de présenter des observations orales lors des audiences tenues par le Tribunal Administratif de Nantes pour les instances relatives à des contraventions de grande voirie sur le domaine public fluvial du bassin de la Sèvre Niortaise dans sa partie située sur le territoire du département de la Vendée.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marcel LINET, le mandat de représentation qui lui est conféré sera exercé par M. Jean-Claude VEYRIÉRAS, adjoint au directeur départemental de l'équipement ou M. Jean-Henri LEFEBVRE, Secrétaire général.

ARTICLE 3 - En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Marcel LINET, M. Jean-Claude VEYRIÉRAS et de M. Jean-Henri LEFEBVRE, le mandat de représentation qui leur est conféré sera exercé par M. Daniel FERRET, responsable de l'unité "Affaires Juridiques".

ARTICLE 4 - L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.127 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur départemental de l'Equipement des Deux-Sèvres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.193
portant délégation de signature et mandat de représentation à Mme Michèle JOIGNY
Directrice Départementale de l'Equipement

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 23 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'article R.731-3 du Code de Justice Administrative,
VU les articles L.480.5 et R.480.4 du Code de l'Urbanisme,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté en date du 22 décembre 2000 du Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement portant nomination de Mme Michèle

JOIGNY en qualité de Directrice Départementale de l'Equipement de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Devant les juridictions judiciaires, :

a) Mandat de représentation est donné à Mme Michèle JOIGNY, Directrice Départementale de l'Equipement de la Vendée, à l'effet de présenter les observations orales prévues par l'article L.480.5 du Code de l'Urbanisme

b) en cas d'urgence, délégation de signature est donnée à Mme Michèle JOIGNY, Directrice Départementale de l'Equipement de la Vendée, à l'effet de présenter les observations écrites prévues par l'article L.480.5 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 2 : Mandat de représentation est donné à Mme JOIGNY à l'effet de présenter des observations orales lors des audiences tenues par les juridictions administratives.

ARTICLE 3 : En cas d'empêchement de Mme JOIGNY, les délégations et mandats de représentation qui lui sont conférés seront exercés par M. Bernard BESSONNET, attaché des services déconcentrés, et en cas d'empêchement de M. BESSONNET par M. Camille MARTIN, secrétaire administratif de classe normale des services déconcentrés et par M. Patrice GUIDONI, secrétaire administratif de classe normale des services déconcentrés.

ARTICLE 4 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.128 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et la Directrice Départementale de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.194 portant mandat de représentation à M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

**LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'article R731-3 du Code de Justice Administrative,

VU le décret n° 84.1193 du 28 décembre 1984 relatif à l'organisation et aux attributions des Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt,

VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,

VU l'arrêté du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche en date du 18 avril 2000 nommant M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Vendée,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée,

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Mandat de représentation est donné à M. Jean-Marie ANGOTTI, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, à l'effet de présenter des observations orales dans le cadre de ses compétences lors des audiences tenues par les juridictions administratives.

ARTICLE 2 - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie ANGOTTI, le mandat de représentation qui lui est conféré sera exercé par M. Xavier DESURMONT, Administrateur civil hors classe, et en cas d'empêchement de M. DESURMONT, par :

- M. Jacques COGREL, secrétaire administratif de classe exceptionnelle,
- Mme Reine DUPAS, ingénieur divisionnaire,
- M. Jean-Jacques TRUCHOT, ingénieur divisionnaire,
- M. Didier NEAU, attaché administratif principal,
- Mlle Nicole COUFFIN, secrétaire administrative de classe exceptionnelle,
- M. Alain DURANDET, secrétaire administratif de classe exceptionnelle,
- Mme Aline BAGUET, ingénieur,
- M. Bruno CHANAL, ingénieur,
- M. Alain FRADET, ingénieur,
- M. Thierry GROULT, ingénieur agronome,
- M. Maurice AVENEL, ingénieur divisionnaire,
- M. René COTTREAU, chef de mission,
- M. Stéphan GAROT, ingénieur divisionnaire,
- M. Solen HERCENT, ingénieur,

chacun respectivement dans le cadre de ses attributions.

ARTICLE 3 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.129 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

ARRÊTÉ N° 02.DAEPI/1.195
portant mandat de représentation devant les juridictions administratives

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié et relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU les articles R.731-3 et R.522-6 du Code de Justice Administrative,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Mandat de représentation est donné aux agents en fonction à la préfecture de la Vendée désignés ci-après, à l'effet de présenter des observations orales lors des audiences tenues par les juridictions administratives :

- Mlle Françoise BESSONNET, attachée de préfecture,
 - M. Martial CAILLAUD, attaché de préfecture,
 - M. Vincent DORE, attaché de préfecture,
 - Mlle Astrid EGRON, secrétaire administrative de classe normale de préfecture,
 - M. Pascal HOUSSARD, directeur de préfecture
 - Mme Suzanne LANDEL, secrétaire administrative de classe normale de préfecture,
 - M. Hugues LAUCOIN, attaché de préfecture,
 - M. Florent LERAY, attaché de préfecture
 - M. Jean-Jacques RAMA, attaché de préfecture
 - M. Jean-Paul TRAVERS, attaché de préfecture,
- chacun respectivement dans le cadre de ses attributions.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral n° 02.DAEPI/1.146 en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 3 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Directeur des Actions de l'Etat et des Politiques Interministérielles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET,
Jean-Claude VACHER

DÉCISION DE MANDAT DE REPRÉSENTATION à Monsieur le Trésorier Payeur Général
pour la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles

LE PREFET DE LA VENDEE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°89-1010 du 31 décembre 1989 modifiée relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles,
VU la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,
VU le décret n°90-175 du 21 février 1990 relatif à l'application du titre 1er de la loi n°89-1010 du 31 décembre 1989,
VU le décret n°99-65 du 1er février 1999 relatif à la procédure de traitement des situations de surendettement,
VU la circulaire n°3/558 du Premier Ministre, en date du 21 février 1990, relative à la mise en place et au fonctionnement des commissions départementales d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles,
VU la circulaire du Ministre de l'Economie des Finances et de l'Industrie, du Secrétaire d'Etat au Budget de la Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises, au Commerce et à l'Artisanat, en date du 24 mars 1999 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers,
VU le décret du Président de la République en date du 25 juin 2002 portant nomination de M. Jean-Claude VACHER, Préfet de la Vendée,
VU l'arrêté préfectoral n°02.DAEPI/1.50 du 29 avril 2002 fixant la composition de la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : Est donné mandat permanent à Monsieur le Trésorier Payeur Général pour me représenter à la commission départementale d'examen des situations de surendettement des particuliers et des familles et pour signer les actes se référant à cette instance.

ARTICLE 2 : La décision de mandat de représentation en date du 16 mai 2002 est abrogé.

ARTICLE 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée et le Trésorier Payeur Général sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 15 juillet 2002

Le PREFET
Jean-Claude VACHER

